

Une nouvelle ère du développement

RAPPORT ANNUEL 2023



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Table des matières

- 03 Introduction
- 04 Message du Président
- 06 Message des Administrateurs
- 09 S’attaquer à une multitude de défis mondiaux
- 15 Interventions régionales
- 45 Œuvrer à la réalisation des objectifs de développement
- 71 Promouvoir la finance durable et les marchés financiers
- 75 Collaborer avec des partenaires sur des priorités communes
- 78 Accroître l’efficacité et la durabilité de nos opérations
- 81 Nos valeurs, notre personnel et nos lieux de travail
- 87 Publication des informations financières relatives au climat de la Banque mondiale
- 89 Donner une orientation à l’institution
- 90 Assurer la surveillance et la responsabilité
- 94 Déployer les ressources de manière stratégique
- 106 Une volonté de résultats

PRINCIPAUX TABLEAUX

- 100 Principaux indicateurs financiers de la BIRD, exercices 19–23
- 104 Principaux indicateurs financiers de l’IDA, exercices 19–23

Le présent rapport annuel couvre la période allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023. Il a été établi par les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l’Association internationale de développement (IDA) — qui, réunies, prennent le nom de Banque mondiale — conformément aux règlements respectifs de ces deux institutions. Ajay Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs, a soumis ce rapport ainsi que les budgets administratifs et les états financiers vérifiés au Conseil des Gouverneurs.

Les rapports annuels des autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — Société financière internationale (IFC), Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) — sont publiés séparément.

Tout au long de ce rapport, le terme *Banque mondiale* et sa forme abrégée *Banque* désignent exclusivement la BIRD et l’IDA. Le terme *Groupe de la Banque mondiale* et sa forme abrégée *Groupe de la Banque* font référence aux cinq institutions. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport sont en dollars courants des États-Unis. Les fonds affectés aux projets multirégionaux sont comptabilisés, lorsque possible, par pays bénéficiaire dans les tableaux et dans le texte lorsqu’il est fait référence aux répartitions régionales. Pour les répartitions par secteur et par thème, les fonds sont comptabilisés par opération. Les données relatives aux engagements et aux décaissements de l’exercice cadrent avec les chiffres vérifiés rapportés dans les États financiers de la BIRD et de l’IDA et dans le Rapport de gestion de l’exercice 23. Les chiffres des tableaux ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué, et la somme des pourcentages cités dans les figures n’est pas toujours égale à 100 %.

Développement durable, inclusif et résilient

La Banque mondiale contribue à l'obtention de résultats de développement importants qui font la différence dans le monde entier. Entre les exercices 19 et 22, les opérations financées par la Banque mondiale ont permis d'obtenir les résultats suivants :



96 millions
de personnes bénéficiant
d'un meilleur accès aux
services de transport



58 millions
de personnes ayant
bénéficié d'un service de
fourniture d'électricité
nouveau ou amélioré



147 millions
de tonnes de réductions des
émissions de gaz à effet de
serre attendues par an



59 millions
de personnes ayant
bénéficié d'un accès
à Internet



135 millions
de femmes couvertes
par des programmes
de protection sociale



191 millions
de personnes ayant
gagné accès à des services
d'assainissement améliorés



23 millions
de personnes ayant
bénéficié de services
financiers



10 millions
d'agriculteurs ayant
adopté de meilleures
technologies agricoles



68 millions
de personnes, de ménages,
d'entreprises et autres bénéficiant
d'un accès à des emplois nouveaux
ou de meilleure qualité



506 millions
de personnes ayant bénéficié de
services essentiels de santé



49 millions
de personnes ayant
gagné accès à des
sources d'eau améliorées



371 millions
d'élèves ayant bénéficié
d'un soutien

Les fiches de performance institutionnelle donnent une vue d'ensemble des résultats obtenus par le Groupe de la Banque mondiale et constituent un outil crucial qui permet de suivre notre performance dans les principaux domaines mondiaux et institutionnels prioritaires. Ces résultats montrent l'impact des projets financés par la Banque mondiale. Les données sont mises à jour chaque année au mois d'octobre.

Pour en savoir plus, rendez-vous
à l'adresse : <https://scorecard.worldbank.org>

La mission du Groupe de la Banque mondiale s'articule autour de deux objectifs primordiaux poursuivis dans une démarche durable :

Mettre fin à l'extrême pauvreté

et

**promouvoir
une prospérité partagée**

en favorisant un développement durable, résilient et inclusif.

IMPACT

RESPECT

INTÉGRITÉ

INNOVATION

TRAVAIL EN ÉQUIPE



Introduction

Le monde est confronté à une confluence sans précédent de crises — changement climatique, inflation, conflits et insécurité alimentaire — dont les pays en développement pâtissent le plus. Ces défis ont été aggravés par les répercussions profondes de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une crise de la dette qui ne cesse de s'amplifier dans de nombreux pays, les effets résiduels de la pandémie de COVID-19 et des catastrophes naturelles dévastatrices. Avec l'assombrissement des perspectives de croissance et le resserrement des ressources budgétaires, il est plus difficile pour les pays de faire face à ces crises et d'investir dans des priorités de développement à long terme, notamment la santé, l'éducation, la protection sociale et la résilience. Selon nos prévisions, d'ici à 2030, les pays en développement auront besoin en moyenne de 2 400 milliards de dollars par an pour relever les défis mondiaux que sont le changement climatique, les conflits et les pandémies.

La Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec les pays, le secteur privé, la société civile et d'autres institutions multilatérales pour faire face à ces défis et trouver des solutions de développement pérennes. Grâce à son Cadre de riposte aux crises mondiales, la Banque mondiale a apporté des réponses de niveaux sans précédent à des crises convergentes, approuvant 322 opérations dans plus de 90 pays pour un montant total de 72,8 milliards de dollars au cours de l'exercice 23. Ce montant inclut 38,6 milliards de dollars de la BIRD. Au cours de la première année d'IDA-20, les engagements de l'IDA en faveur des pays les plus pauvres se sont élevés à 34,2 milliards de dollars ; pour aider ces pays à faire face aux répercussions actuelles de la crise de COVID-19, nous avons concentré les ressources financières au début du cycle durant l'exercice 23, tirant parti de la dynamique de l'exercice 22. Le montant total de nos financements climatiques a atteint un niveau record de 29,4 milliards de dollars, soit 40 % de l'ensemble des financements de la BIRD et de l'IDA au cours de l'exercice 23. Dans les rapports nationaux sur le climat et le développement que nous établissons, nous conseillons également les États sur les mesures à prendre pour atténuer les effets climatiques les plus graves et s'y adapter. Comme indiqué dans notre dernier Plan d'action sur le changement climatique, toutes les nouvelles opérations de financement de la Banque mondiale sont pleinement alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris depuis le 1^{er} juillet 2023. Forts des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, nous travaillons avec nos partenaires pour faire en sorte que les pays soient mieux préparés aux épidémies futures grâce au renforcement de leurs systèmes de santé et à un meilleur accès aux financements.

Mais, les pays étant confrontés à une crise du développement, il reste beaucoup à faire pour relever ces défis extraordinaires. Nos actionnaires, nos clients et nos partenaires ont exhorté le Groupe de la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement à apporter un soutien encore plus important aux pays en cette période périlleuse. Sous la direction de notre Conseil des Administrateurs, nous avons entrepris de faire évoluer notre vision et notre mission, notre modèle opérationnel et notre assise financière. Ce processus suppose l'octroi de financements accrus aux pays, une collaboration plus étroite avec le secteur privé et un travail constant sur la production de connaissances et la recherche en vue d'éclairer les solutions potentielles. La Feuille de route pour l'évolution du Groupe de la Banque mondiale que nous avons dressée à cet effet a été rendue publique en janvier 2023. Nous collaborons et écoutons diverses parties prenantes dans tous les domaines du développement afin de nous assurer que ce processus soit inclusif et collaboratif. Ces efforts nous permettront d'accroître nos interventions et de renforcer nos partenariats afin d'être mieux à même de relever les défis mondiaux et d'aider les pays alors qu'ils entrent dans une nouvelle ère du développement.



Message du Président

Alors que des défis étroitement imbriqués — pauvreté, pandémies, dérèglement climatique, dette, conflits, insécurité alimentaire et fragilité — érodent des décennies de progrès de développement réalisés au prix de gros efforts, le monde attend de nous des solutions. Fort heureusement, la Banque mondiale est faite pour relever des défis épineux. Pour que notre action ait un réel impact, nous devons être davantage enclins à prendre plus de risques, nous aurons besoin de financements conséquents du secteur privé et nous devons agir avec empressement.



Ce sentiment d'urgence nous pousse à définir un nouveau modèle stratégique qui impulsera un développement efficace et améliorera la qualité de vie des populations partout dans le monde. Les pandémies et le changement climatique se moquent des lignes tracées sur une carte. Si nous ne conjuguons pas nos efforts pour enrayer ces crises, nous serons tous perdants. Notre démarche doit inclure tout le monde, y compris les femmes, les jeunes et d'autres personnes trop souvent laissées pour compte. Elle doit être résiliente aux chocs, notamment les catastrophes touchant le climat et la biodiversité, les pandémies et la fragilité. Et elle doit être durable — que ce soit pour la croissance économique, le développement humain, la gestion des finances publiques et de la dette, et la sécurité alimentaire, que pour l'accès à l'air pur, à l'eau et à une énergie abordable.

Pour aider les pays à atteindre ces objectifs et à répondre à leurs besoins de développement les plus urgents, nous proposons des solutions innovantes qui peuvent être appliquées à grande échelle afin d'en optimiser l'impact. Grâce à nos connaissances et à nos travaux de recherche, nous aidons les pays à prendre des décisions éclairées et efficaces. Nos partenariats et notre pouvoir de mobilisation, qui s'inscrivent au cœur de ces efforts, élargissent davantage la portée de notre action dans la poursuite de notre vision commune.

Dans le cadre de notre Feuille de route pour l'évolution, nous nous employons à devenir une Banque meilleure. Nous deviendrons plus efficaces et ferons plus en moins de temps, privilégiant le résultat plutôt que les moyens. Nous continuerons de mettre l'accent sur le nombre de filles scolarisées, le nombre d'emplois créés, le nombre de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone évitées et les montants mobilisés auprès du secteur privé.

Nous nous surpassons pour renforcer notre capacité de prêt, trouver des moyens de tirer parti du capital exigible et créer de nouveaux mécanismes tels que le capital hybride, qui pourraient débloquer des ressources incalculables permettant d'obtenir des résultats. Nous voulons accroître les financements concessionnels et les faire évoluer afin d'aider un plus grand nombre de pays à faible revenu à atteindre leurs objectifs de développement, tout en réfléchissant à des manières créatives de promouvoir la coopération transfrontalière et de relever des défis communs.

Alors que nous entrons dans une nouvelle ère du développement, nous restons déterminés à créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable.

AJAY BANGA

*Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs*

Message des Administrateurs

Au cours de l'exercice écoulé, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se sont entretenus avec la direction du Groupe de la Banque sur les crises mondiales persistantes et sur la nécessité urgente de renouer avec les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Selon les prévisions, plus de 574 millions de personnes vivront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, la plupart en Afrique. Plus généralement, près de la moitié de la population mondiale, soit plus de 3 milliards de personnes, vit de moins de 6,85 dollars par jour. Les répercussions de la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les phénomènes climatiques extrêmes font partie des principaux enjeux vers lesquels les Administrateurs ont orienté les interventions du Groupe de la Banque mondiale en soutien aux pays, notamment en privilégiant les opportunités offertes aux femmes et aux jeunes. De juillet 2022 à juin 2023, l'aide du Groupe de la Banque mondiale aux pays en développement s'est élevée à 122,9 milliards de dollars, dont 38,6 milliards de la BIRD, 34,2 milliards de dollars de l'IDA, 43,7 milliards de dollars d'IFC (y compris les ressources mobilisées) et 6,4 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Lors des Assemblées annuelles d'octobre 2022, les membres du Comité du développement ont invité le Groupe de la Banque à revoir sa vision, sa mission et ses modèles opérationnel et financier afin de renforcer la capacité de l'institution à relever les défis mondiaux. En réponse, le Groupe de la Banque a élaboré la « Feuille de route pour l'évolution », dans le but de mieux faire face à l'ampleur des défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. La Feuille de route constitue un point de départ pour l'examen des priorités de l'évolution de l'institution par la direction et le Conseil du Groupe de la Banque et pour commencer à mettre en œuvre des réformes collectives.

Pilotée par les Conseils des Administrateurs en partenariat avec la direction, la mise en œuvre de la Feuille de route pour l'évolution s'est accélérée durant l'exercice écoulé. Lors des Réunions de printemps 2023, les Gouverneurs participant au Comité du développement ont félicité le Groupe de la Banque mondiale pour avoir repéré des mesures visant à accroître sa capacité financière d'environ 50 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, et examiné les actions prioritaires à mener pour renforcer davantage l'institution dans la perspective de la prochaine phase du processus de la Feuille de route en prélude aux Assemblées annuelles 2023 qui se tiendront à Marrakech en octobre.

L'important travail qui est fait sur l'évolution du Groupe de la Banque mondiale intervient à un moment où l'institution continue de réagir à une vitesse, à une échelle et avec un impact sans précédent pour aider les pays à faire face à des crises concomitantes et à des défis de développement de plus en plus complexes. En avril 2022, le Groupe de la Banque a présenté les grandes lignes du Cadre de riposte aux crises mondiales, axé sur la réponse à l'insécurité alimentaire, la protection des personnes et la préservation des emplois, le renforcement de la résilience et la consolidation des politiques, des institutions et des investissements dans l'optique de reconstruire en mieux. Entre avril 2022 et juin 2023, le Groupe de la Banque a fourni des financements sans précédent d'un montant de 171,6 milliards de dollars, dont 53,1 milliards de dollars de la BIRD, 51,8 milliards de dollars de l'IDA, 57,6 milliards de dollars d'IFC et 9,1 milliards de dollars de garanties de la MIGA.

Outre son impact sur la sécurité alimentaire, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a contrarié les tendances concernant l'accès à l'énergie, le commerce international et d'autres secteurs importants. Conscient des conséquences potentiellement durables de l'invasion, le Conseil a approuvé plusieurs opérations visant à aider à rétablir et à améliorer l'accès aux soins de santé essentiels, à assurer une protection financière à la population ukrainienne et à remettre en état les infrastructures énergétiques du pays. À ce jour, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé plus de 37,5 milliards de dollars de financements d'urgence en faveur de l'Ukraine, notamment des prêts de la BIRD et de l'IDA, des prêts de la BIRD garantis par des partenaires, des dons de bailleurs de fonds, des financements à court et à long terme d'IFC et des garanties de la MIGA.

L'action climatique reste une priorité mondiale cruciale. Les Administrateurs saluent les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale, principale source multilatérale de financements climatiques pour les pays en développement, qui a mobilisé davantage de financements publics et privés. Les Administrateurs sont encouragés par le fait que, outre ses travaux qui combinent des diagnostics-pays, des conseils sur les actions à mener par les pouvoirs publics, des financements et des mécanismes modulables de mobilisation de fonds, la Banque mondiale est en bonne voie pour aligner 100 % de ses nouvelles opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris dès le 1^{er} juillet 2023. En ce qui concerne IFC et la MIGA, ce sont 85 % de leurs nouvelles opérations qui seront alignées à compter du 1^{er} juillet 2023 et 100 % dès le 1^{er} juillet 2025.

Durant l'exercice écoulé, le monde a subi des catastrophes naturelles dévastatrices qui ont causé des pertes tragiques en vies humaines et des destructions à grande échelle. Les tremblements de terre qui ont frappé la Türkiye comptent parmi les événements les plus récents auxquels le Groupe de la Banque mondiale a dû apporter une réponse. Les Administrateurs continuent de reconnaître les difficultés rencontrées dans les situations de fragilité et de conflit à travers le monde, y compris les défis et la complexité des migrations, comme indiqué dans le Rapport sur le développement dans le monde de cette année. Les Administrateurs saluent les efforts continus et coordonnés déployés par la Banque mondiale, IFC et la MIGA pour remédier rapidement aux situations de fragilité et de catastrophe, notamment en mettant à contribution le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA et en activant les composantes d'intervention d'urgence conditionnelle dans les opérations. Le Conseil a également approuvé récemment la création du Mécanisme de gestion des crises de l'IDA, qui renforcera le soutien apporté aux pays les plus pauvres du monde afin de les aider à relever les défis urgents du développement, en particulier la sécurité alimentaire et le changement climatique.

Outre l'examen et l'approbation de nombreuses opérations et interventions dans les pays par le Conseil durant l'exercice écoulé, des Administrateurs ont visité des opérations dans plusieurs pays clients. En février et en mai 2023, des membres du Conseil se sont rendus au Belize, au Guatemala, au Panama, en République du Congo et à Sao Tomé-et-Principe. Au cours de ces missions, les Administrateurs se sont entretenus avec des entités gouvernementales clés, le secteur privé, la société civile et les bailleurs de fonds concernés, et ils ont rencontré des membres du personnel du Groupe de la Banque et les bénéficiaires de ces opérations.

Alors que la direction et les Conseils des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale se préparent pour les Assemblées annuelles d'octobre 2023 à Marrakech, les Administrateurs et la direction progressent sur la Feuille de route pour l'évolution. Les Administrateurs expriment leur sincère gratitude à David Malpass pour les grandes qualités de chef qu'il démontrées inlassablement à la tête du Groupe de la Banque mondiale durant une période historiquement difficile. Grâce à son attachement à la mission, à la diversité et à l'inclusion, à la transparence et à la viabilité de la dette, et aux résultats de développement au niveau des pays, l'institution a réalisé des engagements sans précédent à l'appui du développement. Le Conseil souhaite chaleureusement la bienvenue à son successeur, Ajay Banga, 14^e président du Groupe de la Banque mondiale. Enfin, les Administrateurs expriment leurs remerciements à l'ensemble du personnel pour son dévouement inlassable et son ardeur au travail en ces temps difficiles. Grâce à lui, le Groupe de la Banque mondiale continue de changer la vie de tous ceux qui méritent de vivre dans la dignité.



Photo des Administrateurs de la Banque mondiale

Légende

Assis (de gauche à droite) : Erivaldo Gomes, *Brésil* ; Cecilia Nahon, *Argentine* ; Ayanda Dlodlo, *Afrique du Sud* ; Dominique Favre, *Suisse* ; Junhong Chang, *Chine - Co-doyen* ; Koen Davidse, *Pays-Bas – Doyen* ; Khalid Bawazier, *Arabie saoudite* ; Adriana Kugler, *États-Unis* ; Matteo Bugamelli, *Italie* ; Ernesto Acevedo, *Mexique* ; Takashi Miyahara, *Japon* ; Lene Lind, *Norvège*

Debout (de gauche à droite) : Wempi Saputra, *Indonésie* ; Parameswaran Iyer, *Inde* ; Mansour Alshamali, *Koweït* ; Michael Krake, *Allemagne* ; Katharine Rechico, *Canada* ; Roman Marshavin, *Fédération de Russie* ; Velavan Gnanendran, *Royaume-Uni* ; Il-Young Park, *Corée* ; Hayrettin Demircan, *Turkiye (Administrateur de la Banque et d'IFC et Administrateur suppléant de la MIGA)* ; Naveed Baloch, *Pakistan* ; Abdoul Salam Bello, *Niger* ; Arnaud Buissé, *France*

Absent : Floribert Ngaruko, *Burundi*

S'attaquer à une multitude de défis mondiaux

Le monde est confronté à une pléthore de défis mondiaux, dont le changement climatique, les pandémies et les conflits. Dans le même temps, de nombreux pays en développement font face à un assombrissement de leurs perspectives de croissance, à l'affaiblissement des investissements et à une augmentation de la dette. Ces tendances réduisent à néant les gains acquis d'âpre lutte sur le plan du développement et compromettent les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : près de 700 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté et pratiquement la moitié de la population mondiale dispose de moins de 6,85 dollars par jour pour vivre. Ces défis ont des effets particulièrement négatifs sur les femmes et les filles, les pauvres et les personnes pauvres et vulnérables, et sur d'autres communautés marginalisées.

Les biens publics mondiaux constituent un aspect important de la solution à ces défis. Il s'agit des biens qui profitent à tous et peuvent être utilisés à maintes reprises sans s'épuiser — la biodiversité, l'air pur, la prévention des maladies transmissibles, le commerce international, l'architecture financière internationale et les données en libre accès en sont quelques exemples. Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à renforcer la fourniture de ces biens en ayant recours à ses financements, ses connaissances et ses partenariats. De 2020 à 2022, nos financements en faveur des biens publics mondiaux — notamment l'action climatique, la préparation aux pandémies et le soutien aux pays touchés par la fragilité — ont dépassé les 100 milliards de dollars.

Principal bailleur de fonds multilatéral de l'action climatique dans les pays en développement, la Banque mondiale a consenti des financements climatiques dont le montant total a atteint un niveau record de 29,4 milliards de dollars, soit 40 % de l'ensemble des financements de la BIRD et de l'IDA, au cours de l'exercice 23. Près de la moitié des financements climatiques de la Banque est affectée aux mesures d'adaptation pour faire face aux effets croissants du changement climatique sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Depuis juin 2022, nous avons produit plus de 20 rapports nationaux sur le climat et le développement, qui sont des diagnostics de base qui intègrent les considérations relatives au changement climatique et au développement pour les pays et les aident à hiérarchiser les moyens les plus efficaces de réduire les émissions et de renforcer l'adaptation. Collectivement, les stratégies de développement à faible intensité de carbone préconisées dans ces rapports peuvent permettre de réduire les émissions de 70 % sans



nuire à la croissance. À compter du 1^{er} juillet 2023, toutes les nouvelles opérations de financement de la Banque — y compris les projets et autres formes d'aide — qui seront soumises à notre Conseil devront montrer comment elles répondent à notre attachement aux objectifs de l'Accord de Paris (voir page 46 pour de plus amples informations).

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de la prévention, de la préparation et de la riposte aux pandémies, en particulier dans les pays en développement. Depuis le début de la pandémie, la Banque mondiale a accordé 14,2 milliards de dollars à plus de 100 pays pour soutenir leur riposte sanitaire. Nous aidons également les pays à financer et à bâtir des systèmes de santé plus solides et plus résilients, notamment en consacrant plus de 30 milliards de dollars au renforcement des soins primaires et de la santé publique. Nous investissons dans des programmes régionaux, tels que les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, afin d'améliorer la détection des maladies, d'accroître les capacités des laboratoires et de mettre en commun les ressources. Grâce au Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, qui est hébergé par la Banque mondiale, nous finançons des projets qui comblent des lacunes cruciales et renforcent la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies dans les pays en développement (voir page 47 pour de plus amples informations).

Près de la moitié de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté vit dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, et les répercussions exposent tous les pays à des risques. Dans ces contextes, la Banque mondiale soutient une croissance verte, inclusive et tient compte des conflits, en mettant l'accent particulier sur la prévention des conflits. Grâce à nos partenariats, y compris avec des institutions des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires, nous intervenons dans les situations les plus difficiles. Depuis IDA-16, les financements annuels moyens de l'IDA destinée aux États fragiles et touchés par un conflit ont plus que quintuplé ; et la part du portefeuille de la BIRD dans ces pays a presque doublé entre les exercices 16 et 21. Pour lutter contre les déplacements forcés, nous aidons les pays à soutenir les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil au moyen de financements concessionnels, de programmes de protection sociale et du développement économique (voir page 49 pour de plus amples informations).

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le Groupe de la Banque mondiale a utilisé sa large gamme d'instruments de financement pour décaisser rapidement des fonds, tout en mobilisant des financements et le soutien de bailleurs de fonds partenaires. Nous avons mobilisé plus de 37,5 milliards de dollars de financements d'urgence pour l'Ukraine en mettant en place des plateformes pour la fourniture du généreux soutien de bailleurs de fonds et des partenaires internationaux pour compléter nos propres ressources. Ces financements aident l'État à répondre à ses besoins budgétaires urgents, à soutenir les services publics essentiels et à répondre aux besoins critiques de relèvement et de réparation. À la fin de l'exercice 23, nous avons décaissé près de 23 milliards de dollars. Cette aide a bénéficié à 13 millions d'Ukrainiens et a contribué à payer les salaires d'employés essentiels, à verser des pensions aux personnes âgées et à financer des programmes sociaux pour les personnes vulnérables (voir page 31 pour de plus amples informations).

L'aggravation de la crise de la dette fait qu'il est plus difficile pour les pays de faire face à ces défis. La dette totale des pays en développement n'a jamais été aussi élevée depuis 50 ans — environ 60 % des pays les plus pauvres sont exposés à un risque extrême de surendettement, s'ils ne font pas déjà face à ce problème, et le danger se propage dans de nombreux pays à revenu intermédiaire. Cette tendance a été encore exacerbée par la hausse des taux d'intérêt, la dépréciation des monnaies et le ralentissement de la croissance mondiale. La Banque mondiale soutient des solutions globales et à long terme pour les pays confrontés à des niveaux d'endettement insoutenables. Ce soutien inclut l'appui au Cadre commun du G20, un allègement ciblé de la dette des pays en situation de surendettement et des mesures visant à renforcer le sens de la responsabilité et la transparence de la dette. Nous coprésidons également la Table ronde mondiale sur la dette souveraine avec le FMI et la présidence indienne du G20 pour lever les obstacles à la restructuration de la dette (voir page 46 pour de plus amples informations).

Face à l'évolution de ces défis et d'autres, le Groupe de la Banque mondiale trouve des moyens de mieux soutenir les pays, de renforcer sa riposte aux crises et d'aider à inverser la tendance au déclin précipité de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et du développement humain. Nous travaillons en étroite collaboration avec les États, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour affiner notre vision et renforcer notre mission qui consiste à mieux aider un monde en mutation rapide. Au bout du compte, nous entendons promouvoir une croissance encore plus durable, inclusive et résiliente alors qu'une nouvelle ère s'ouvre pour le développement.

Institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est la principale source de connaissances et de financements pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la même détermination à lutter contre la pauvreté, à accroître la prospérité partagée et à promouvoir le développement durable.

- ▶ **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.
- ▶ **L'Association internationale de développement (IDA)** accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.
- ▶ **La Société financière internationale (IFC)** fournit des prêts, des garanties, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.
- ▶ **L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)** fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.
- ▶ **Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)** fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation, l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

TABEAU 1

ENGAGEMENTS, DÉCAISSEMENTS ET ÉMISSIONS BRUTES DE GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2019	2020	2021	2022	2023
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	68 105	83 547	98 830	104 370	128 341
Décaissements ^b	49 395	54 367	60 596	67 041	91 391
BIRD					
Engagements ^c	23 191	27 976	30 523	33 072	38 572
Décaissements	20 182	20 238	23 691	28 168	25 504
IDA					
Engagements ^{c,d}	21 932	30 365	36 028	37 727	34 245
Décaissements ^d	17 549	21 179	22 921	21 214	27 718
IFC					
Engagements ^e	14 684	17 604	20 669	22 229	27 704
Décaissements	9 074	10 518	11 438	13 198	18 689
MIGA					
Émissions brutes de garanties	5 548	3 961	5 199	4 935	6 446
Compte de décaissements exécuté par les bénéficiaires					
Engagements	2 749	3 641	6 411	6 407	21 374
Décaissements	2 590	2 433	2 546	4 461	19 480

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des comptes de décaissements exécutés par les bénéficiaires.

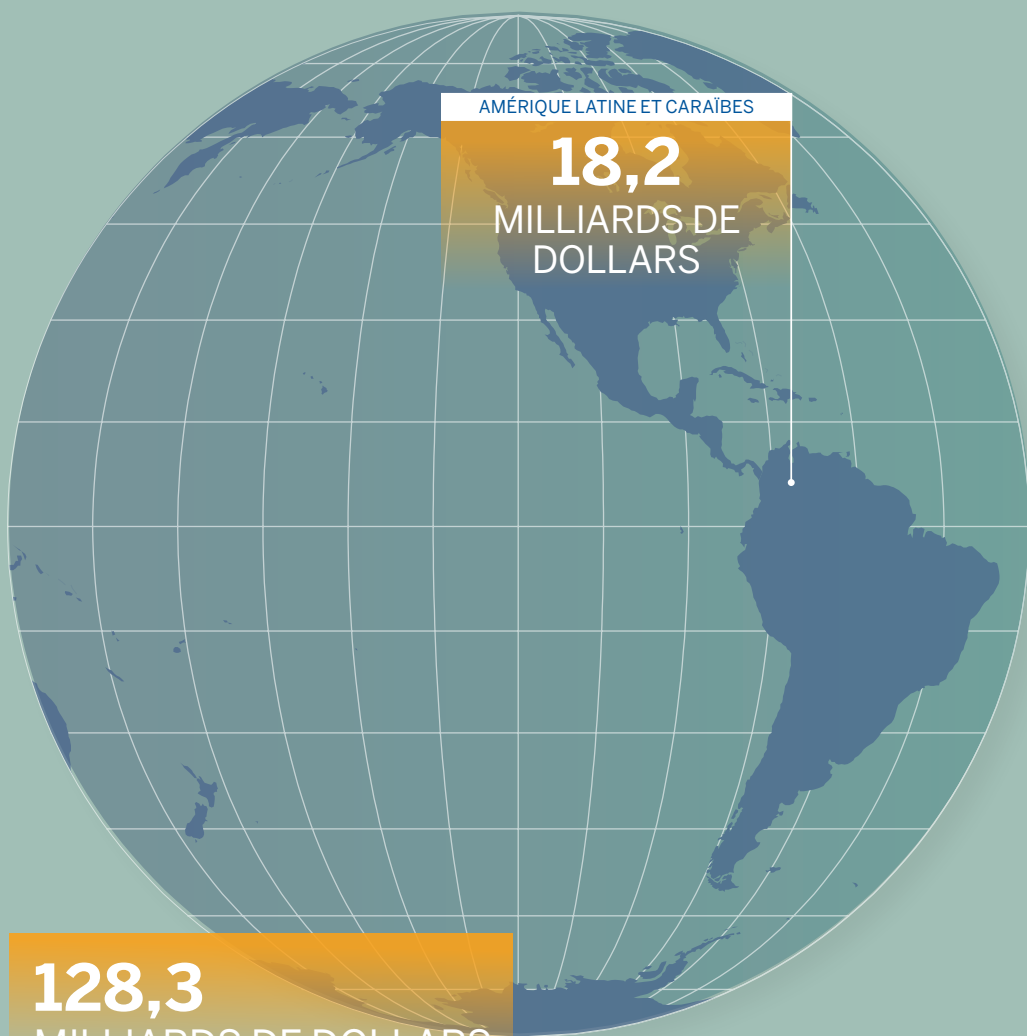
c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Engagements mondiaux

Durant l'exercice 23, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des financements indispensables, mené des travaux de recherche et d'analyse et collaboré avec les États, le secteur privé et d'autres institutions pour soutenir le développement des pays et relever les défis mondiaux.



de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. Les totaux régionaux prennent en compte les engagements d'IFC, qui ont été recalculés de manière à ce qu'ils cadrent avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.



EUROPE ET ASIE CENTRALE

36,2
MILLIARDS DE
DOLLARS

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

13
MILLIARDS DE
DOLLARS

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

6,8
MILLIARDS DE
DOLLARS

15,4
MILLIARDS DE
DOLLARS

ASIE DU SUD

38,6
MILLIARDS DE
DOLLARS

AFRIQUE





Interventions régionales

La Banque mondiale mène des opérations dans plus de 140 pays à travers le monde. En élargissant sa présence sur le terrain dans les pays clients, en particulier ceux touchés par la fragilité, les conflits et la violence, elle peut travailler plus efficacement avec les États et d'autres partenaires. En fin juin 2023, 98 % des directeurs des opérations et chefs-pays et 49 % des agents de la Banque sont en poste dans sept régions géographiques.

Afrique de l'Est et Afrique australe

Les pays de la région Afrique de l'Est et Afrique australe restent marqués par une série de crises, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la flambée des prix des matières premières et les pénuries alimentaires, les chocs climatiques dévastateurs et le surendettement. Le PIB réel dans la région devrait tomber à 3 % en 2023, contre 3,5 % en 2022. L'économie de la région est minée par une croissance à long terme plus faible dans les plus grands pays du continent, comme l'Afrique du Sud, dont la croissance économique devrait encore ralentir en 2023 pour tomber à 0,8 %, alors que la crise énergétique s'aggrave.

Cependant, de nombreux pays font preuve de résilience, notamment la République démocratique du Congo, le Kenya et le Rwanda, qui ont connu une croissance de 8,6 %, 5,2 % et 8,2 % en 2022, respectivement. En exploitant leurs ressources naturelles et en adoptant les bonnes politiques, les pays peuvent améliorer la viabilité de leurs finances publiques et de leur dette.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque a approuvé 16,7 milliards de dollars de prêts pour la région Afrique de l'Est et Afrique australe au titre de 73 opérations, dont 2,4 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 14,3 milliards de dollars d'engagements de l'IDA, y compris 3,8 milliards de dollars de nouveaux financements pour aider les pays à renforcer leur sécurité alimentaire. Notre action dans la région vise à lutter contre l'insécurité alimentaire, à renforcer la résilience face au changement climatique, à favoriser l'inclusion et à promouvoir le développement numérique.

Dans le cadre de la *Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque mondiale*, nous avons redoublé d'efforts afin de renforcer l'intégration régionale en Afrique au cours des exercices 21 à 23, en aidant le continent à se remettre de la pandémie de COVID-19 et à réaliser sa transformation économique. Cette stratégie favorise également la connectivité régionale, l'intégration du commerce et des marchés, le développement du capital humain et une plus grande résilience. Elle vise à rassembler les pays et les partenaires pour relever les défis communs liés à la fragilité dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs.

Lutter contre l'insécurité alimentaire croissante

Plus de 36 millions de personnes manquent de nourriture dans la Corne de l'Afrique, où l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie connaissent la plus grave sécheresse des 40 dernières années. La Banque aide les pays à lutter contre une insécurité alimentaire croissante grâce à une enveloppe de 2,8 milliards de dollars qui comprend une composante d'intervention d'urgence conditionnelle pour fournir un financement rapide dans la région. Ce programme, qui en est à sa troisième phase, apporte également un appui pour garantir une agriculture résiliente, des ressources naturelles durables, un meilleur accès aux marchés et des systèmes alimentaires plus résilients à long terme grâce à des politiques efficaces. Il mobilise les ressources tant nécessaires pour répondre à la crise alimentaire et promouvoir une production agricole résiliente aux Comores, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, en Somalie et en Tanzanie. En Somalie, nous avons aidé plus d'un million de personnes, soit près d'un dixième de la population du pays, à bénéficier de transferts monétaires conditionnels pour répondre aux besoins en nutrition et en consommation. Nous avons également aidé à préserver la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de 600 000 personnes à la suite d'une importante invasion de criquets pèlerins en 2020, en renforçant temporairement le programme normalement en place et en accordant des transferts monétaires d'urgence.

En mars 2023, le Malawi et le Mozambique ont été touchés par le plus long cyclone tropical jamais enregistré dans l'hémisphère sud. Immédiatement après le passage du cyclone Freddy, nous avons activé des interventions d'urgence conditionnelles d'un montant de 47 millions de dollars et 150 millions de dollars, respectivement, pour venir en aide aux deux pays. Au Malawi,

TABLEAU 2 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	1 525	2 907	2 364	325	2 441	1 690
IDA	14 089	15 266	14 368	8 081	7 133	10 417

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 74,2 milliards de dollars.

ce soutien a permis d'acheter 65 000 tonnes de maïs et des fournitures médicales pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la propagation du choléra (voir l'encadré Pleins feux à la page 19). Au Mozambique, ces fonds aident à remettre en état des routes, des ponts, des écoles, des centres de santé, des lignes électriques ainsi que des systèmes de drainage et d'approvisionnement en eau. Il contribue également à rétablir les moyens de subsistance des populations rurales grâce à la distribution de semences et d'outils agricoles aux agriculteurs touchés.

Renforcer la résilience face aux chocs climatiques

Les économies africaines se ressentent lourdement des sécheresses paralysantes, des inondations dévastatrices et de la hausse rapide des températures. Nous avons débloqué 385 millions de dollars pour aider les pays de la Corne de l'Afrique à mieux faire face au changement climatique. Cette opération favorisera la coopération entre l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie afin de tirer parti des ressources en eaux souterraines qui sont encore largement inexploitées dans la région. Elle bénéficiera à plus de 3 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes, en améliorant l'accès à l'eau, en réduisant la vulnérabilité au changement climatique et en renforçant la sécurité alimentaire.

Nous avons également engagé 328 millions de dollars pour aider Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie à faire face aux effets de la sécheresse sur les communautés pastorales et à les rapprocher des marchés. Cette opération touchera 250 000 ménages et aidera les éleveurs à obtenir une assurance contre la sécheresse ainsi que des outils numériques, tout en attirant davantage d'investissements privés. Au Rwanda, nous avons fourni 100 millions de dollars de financements additionnels pour faciliter l'émission d'obligations liées au développement durable par la Banque de développement du Rwanda, en monnaie locale, afin d'aider à mobiliser des capitaux privés.

Élargir l'accès à l'électricité

Plus de 500 millions de personnes en Afrique subsaharienne resteront privées d'électricité en 2030 si le taux d'électrification ne triple pas d'ici là. Nous nous efforçons d'accélérer l'accès à une électricité abordable, fiable et durable et de faciliter le passage à des sources d'énergie plus diversifiées et moins polluantes pour répondre à une demande en hausse, favoriser la croissance et créer des emplois. En Tanzanie, nous avons permis à plus de 4,5 millions de personnes de se raccorder au réseau électrique et aidé à réaliser de nouveaux branchements pour plus de 1 600 établissements de santé et près de 6 000 écoles depuis 2017. En Afrique du Sud, nous finançons un projet de 497 millions de dollars qui aidera Eskom — le principal fournisseur d'électricité du pays — à déclasser et reconverter la centrale électrique au charbon de Komati en utilisant des énergies renouvelables et des batteries. Cette initiative créera également des opportunités pour les personnes concernées dans la province de Mpumalanga, qui compte 12 des centrales électriques au charbon de l'Afrique du Sud et assure 83 % de la production de charbon du pays. Ce projet a marqué une étape décisive dans l'action menée par la Banque pour aider les pays à passer à des économies à faible émission de carbone sans sacrifier leurs objectifs de développement.

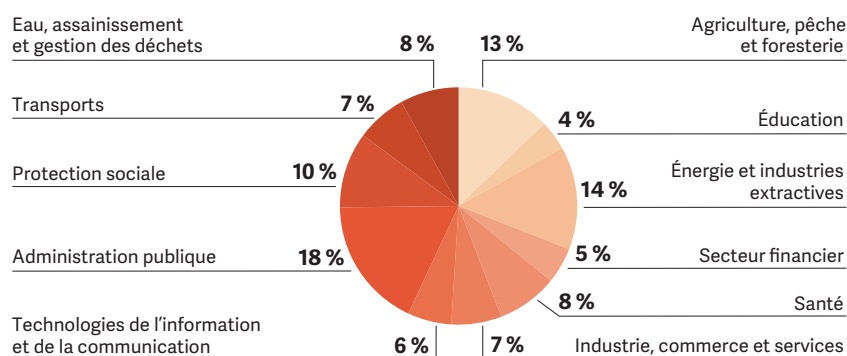
Investir davantage dans l'autonomisation des femmes et des filles

La Banque s'est engagée à donner aux femmes et aux filles les moyens de renforcer le capital humain et d'accélérer la croissance. Il s'agit notamment de promouvoir l'éducation des filles, les débouchés économiques pour les femmes, l'amélioration des services de santé et l'autonomisation des femmes. Notre plan d'action régional pour la parité des genres vise à combler les écarts dans les domaines des revenus, des actifs, de la fracture numérique et de l'éducation, à améliorer les soins de santé reproductive, à lutter contre la violence basée sur le genre,

FIGURE 1 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 16,7 MILLIARDS DE DOLLARS



à faire évoluer les normes sociales, à renforcer les lois et réglementations, et à associer les hommes et les garçons à ces efforts. En Somalie, nous fournissons un financement additionnel de 52 millions de dollars pour améliorer l'accès de 30 000 filles et garçons à l'éducation et à la formation professionnelle. Ils pourront ainsi apprendre à lire, écrire et compter, se préparer à la vie adulte et apprendre un métier pour améliorer leurs moyens de subsistance. En Angola, un projet de 250 millions de dollars bénéficiant à 900 000 jeunes, principalement des filles, permettra d'améliorer leur accès à l'enseignement secondaire, de leur fournir des services de santé sexuelle et reproductive, de leur accorder des bourses pour poursuivre leurs études, et de lutter de manière proactive contre la violence basée sur le genre.

Créer une Afrique numérique

La Banque soutient les efforts visant à élargir l'accès à Internet haut débit sur tout le continent pour accroître la productivité et les exportations des entreprises et contribuer à la création d'emplois. Au Kenya, nous avons fourni 390 millions de dollars pour élargir l'accès à Internet haut débit, améliorer l'éducation et les services publics, et renforcer les compétences nécessaires à l'économie numérique régionale — ce qui contribuera à réduire les disparités en matière de compétences numériques et de connectivité et à développer le marché numérique. Le projet mobilisera également environ 100 millions de dollars de capitaux privés pour développer l'infrastructure large bande.

**TABLEAU 3 AFRIQUE DE L'EST ET AFRIQUE AUSTRALE
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	402	538	721	
Croissance démographique (% annuel)	2,6	2,7	2,5	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	658	1 575	1 542	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,8	0,9	0,8	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	227	231	262	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	53,7	61,3	65,1	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	50,2	57,3	59,9	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	358	525	545	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	56,5	42,9	40,3	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire ^b	12	4	19	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	85	86	87	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	73	73	71	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	138	82	57	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	50	68	72	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1	7	28	
Accès à l'électricité (% de la population)	20	29	48	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	65	63	66	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	41	51	59	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	23	27	31	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2018 et 2022 : consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/region/afr/eastern-and-southern-africa.



Pleins feux

Passer de la riposte à la résilience dans un Malawi en proie à des cyclones

Avec plus de 1 000 morts, des centaines de milliers de personnes déplacées dans des camps, des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux et des lignes électriques endommagés, le cyclone Freddy est le dernier d'une série de chocs qui ont mis en péril la vie et les moyens de subsistance des plus pauvres et des plus vulnérables au Malawi, et compromis les perspectives de croissance inclusive à long terme du pays.

Face à une myriade de crises — notamment la pandémie de COVID-19, les cyclones Ana et Gombe en 2022, et une épidémie de choléra qui a duré un an — la Banque mondiale s'est mobilisée pour soutenir la réponse du Malawi et promouvoir des solutions plus durables. L'aide fournie se répartit comme suit : 87 millions de dollars pour la réponse à la COVID-19, la distribution de vaccins et le renforcement des systèmes ; 60 millions de dollars pour la remise en état du barrage de Kapichira, qui représente un tiers de la puissance installée du Malawi ; 100 millions de dollars pour protéger les services de santé essentiels face au choléra ; et 110 millions de dollars pour la protection sociale.

Immédiatement après le passage du cyclone Freddy, la Banque a aidé à déblayer les débris, à fournir de l'eau potable et à acheter du carburant pour les opérations de recherche et de sauvetage. Nous avons activé deux composantes d'intervention d'urgence conditionnelle, qui permettent de réaffecter rapidement des fonds de projets à la distribution de maïs et de médicaments essentiels dans le sud du pays, là où ils sont le plus nécessaires. En étroite collaboration avec le PNUD et l'Union européenne, nous avons financé une évaluation des besoins après la catastrophe, qui a permis de chiffrer les pertes et les dégâts à environ 600 millions de dollars et les besoins de redressement à 700 millions de dollars.

Pour faciliter le redressement après le passage du cyclone, la Banque aide à améliorer la croissance, les moyens de subsistance et les services essentiels. Il s'agit notamment du Projet pour la commercialisation des produits agricoles au Malawi, qui soutient plus de 75 000 membres de groupes de producteurs en favorisant la productivité, la résilience et l'accès à plus de 100 acheteurs, tels que les supermarchés nationaux et les entreprises agroalimentaires internationales. Nous avons également entrepris de fournir 145 millions de dollars pour aider les autorités municipales de la ville de Blantyre à renforcer la résilience de l'approvisionnement en eau et des services d'assainissement (près d'un demi-million de bénéficiaires).

À plus long terme, la Banque met en place un programme complet de réponse à la crise et de résilience pour aider le Malawi à se reconstruire en mieux, tout en intensifiant les travaux essentiels dans les paysages dégradés.

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

Les pays de la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale subissent les effets de plusieurs crises interdépendantes — dont l'invasion de l'Ukraine par la Russie — principalement du fait de la hausse des prix mondiaux des produits de base, en particulier du blé et de l'énergie ; du changement climatique ; et des niveaux croissants de surendettement. Ils sont également en proie à une insécurité alimentaire croissante due à des défis tels que la fragilité, des niveaux élevés de pauvreté, la dégradation de l'environnement et la faible productivité agricole. Plus de 41 millions d'habitants de la région sont exposés à l'insécurité alimentaire et environ 29 millions sont tributaires d'une aide alimentaire d'urgence. Selon les prévisions, la région devrait enregistrer une croissance de 3,4 % en 2023 (en baisse par rapport à 3,7 % en 2022) qui devrait s'accélérer pour atteindre 3,9 % en 2024.

La Banque élargit ses partenariats en vue de soutenir l'Agenda 2063 — un cadre stratégique pour la promotion d'un développement inclusif et durable en Afrique. Nous soutenons les réseaux d'infrastructures régionaux, la diversification économique, le commerce et le transport, l'inclusion financière, le capital humain et la résilience des personnes et des communautés. Nous nous employons également à lutter contre la fragilité dans les régions du lac Tchad, du Sahel et du golfe de Guinée.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'un montant de 12 milliards de dollars pour la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale au titre de 73 opérations, dont 564 millions de dollars d'engagements de la BIRD et 11,4 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Environ la moitié de ces engagements ont été consentis en faveur de pays touchés par la fragilité, des conflits et la violence. Nous avons également fourni 98 services de conseil et d'analyse et produits d'analyse durant l'exercice 23.

Nos priorités pour la région portent principalement sur la consolidation du contrat social, la stimulation de la création d'emplois et de la transformation économique, l'amélioration du capital humain, l'autonomisation des femmes et le renforcement la résilience climatique. Nous soutenons également la reprise en investissant dans les infrastructures, l'inclusion financière et la protection sociale pour les populations les plus vulnérables.

Renforcer la gouvernance et la prestation de services

Nous travaillons avec les pays pour nous attaquer aux vulnérabilités macroéconomiques et à la question de la viabilité de la dette, renforcer les institutions, améliorer les services, accroître la transparence des finances publiques et faire participer leurs citoyens. En Mauritanie, un projet de 66 millions de dollars a contribué à élargir l'accès aux services et à l'électricité produite à partir de sources renouvelables dans les villes et les zones rurales, y compris au profit de réfugiés et des communautés qui les accueillent. Au Bénin, nous avons mobilisé plus de 500 millions de dollars, dont 288 millions de dollars de la Banque, pour favoriser l'accès de tous à l'eau potable dans les zones rurales, dont bénéficient déjà plus de 205 000 personnes.

Créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

Nous aidons les pays à poursuivre les objectifs régionaux consistant à accroître l'accès à l'électricité, en portant le taux à l'électricité de 50 % à 64 % d'ici à 2026 et le taux d'accès à Internet de 30 % à 43 % d'ici à 2024. Dans le cadre du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain, nous avons apporté notre concours à la construction du réseau d'interconnexion Ghana-Burkina Faso, qui a permis de réduire le coût du transport de

TABLEAU 4 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	500	386	564	132	261	161
IDA	10 955	12 213	11 390	6 045	6 544	7 948

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 56,4 milliards de dollars.

l'électricité vers le Burkina Faso et d'augmenter la capacité d'exportation de l'électricité du Ghana. Avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds, le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain connectera les 14 pays continentaux d'Afrique de l'Ouest d'ici 2024, contribuant ainsi au marché unique africain de l'électricité. Grâce à un projet de 311 millions de dollars, nous contribuons également à accroître la capacité de raccordement au réseau des sources d'énergie renouvelable et à renforcer l'intégration régionale au Tchad, au Libéria, en Sierra Leone et au Togo, ainsi que dans le Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain.

Notre rapport intitulé *Afrique numérique : transformation technologique pour l'emploi* montre que les technologies ouvrent une voie à une croissance inclusive et révèle l'impact positif de l'accessibilité d'Internet sur l'emploi et le bien-être. En Mauritanie, nous avons aidé au déploiement d'environ 1 700 kilomètres de câbles de fibre optique, promouvant ainsi des services Internet mobiles de qualité et réduisant le coût des services de communication.

Nous aidons les pays à renforcer leurs infrastructures essentielles, à promouvoir les investissements du secteur privé et à stimuler la création d'emplois. Nous soutenons une série de projets d'infrastructure visant à renforcer les liaisons, notamment un projet de 538 millions de dollars dont le but est d'améliorer la connectivité régionale et d'élargir l'accès aux marchés, et qui touche environ 12 millions de personnes au Cameroun et au Tchad. Nous soutenons également le développement des compétences et la formation des jeunes dans toute la région. En République du Congo, la Banque mondiale a permis à près de 5 500 jeunes vulnérables — dont 44 % de femmes — d'obtenir une formation et d'acquérir des compétences pour des perspectives de travail concluantes. Elle a également contribué à fournir à plus de 14 400 jeunes de 200 des communautés rurales les plus pauvres du Togo des emplois à court terme, des formations et des possibilités de mener des activités génératrices de revenus.

Renforcer le capital humain et sauver des vies

Dans le cadre de sa stratégie régionale pour l'éducation, la Banque mondiale soutient les initiatives visant à élargir le champ des réformes de l'éducation et à améliorer les acquis scolaires. Au Tchad, elle a soutenu un système de paiements mobiles pour les enseignants communautaires, ce qui a permis d'améliorer leur assiduité. En Mauritanie, elle a aidé à créer des comités de gestion des écoles qui ont permis d'accroître la participation des parents. Et au Sénégal, elle a aidé des écoles religieuses à promouvoir les compétences de base chez les élèves. La Banque a également aidé les projets de centres d'excellence en Afrique à inscrire 52 000 étudiants et à offrir 12 000 stages, dont 35 % de femmes, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

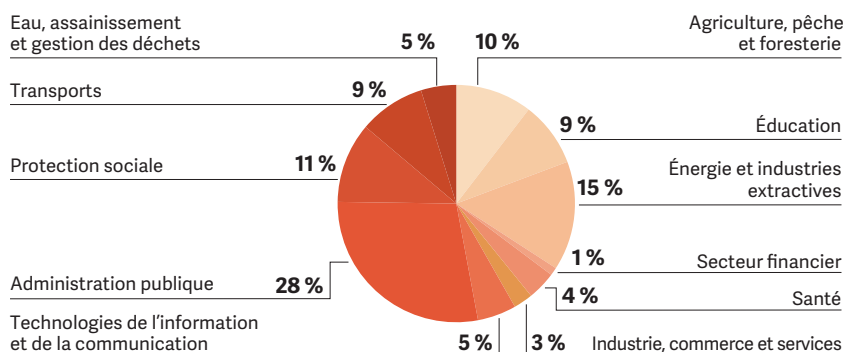
Pendant la pandémie de COVID-19, les pays ont enregistré des progrès appréciables par rapport aux investissements régionaux de la Banque mondiale dans la sécurité sanitaire, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la préparation et la riposte sanitaires. Nous travaillons dans toute la région au renforcement des systèmes et des capacités de détection précoce des flambées épidémiques et au développement des services de santé publique pour une prestation continue de services avant, pendant et après une épidémie.

Assurer une plus grande résilience au changement climatique.

Nous soutenons l'Approche-programme régionale à phases multiples axée sur la résilience des systèmes alimentaires, d'une valeur de 645 millions de dollars, ainsi que les interventions face aux situations d'urgence alimentaire au Burkina Faso, au Cameroun, en Mauritanie et au Niger.

FIGURE 2 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 12 MILLIARDS DE DOLLARS



Nos efforts ont bénéficié à près de 2 millions de personnes au Sahel, soutenant l'aide alimentaire et humanitaire et promouvant les investissements dans la production alimentaire pour la prochaine campagne agricole. Au Cameroun, nous avons aidé plus de 360 000 éleveurs d'animaux de ferme — dont près d'un quart de femmes et plus d'un dixième d'entre eux des pasteurs — en améliorant la productivité du système de production pastorale, en aménageant plus de 7 000 hectares de pâturages, en construisant plus de 800 kilomètres de pistes pour le bétail et en plantant plus de 29 000 arbres. Nous avons également soutenu les efforts déployés pour protéger et restaurer les zones côtières d'Afrique de l'Ouest en aidant les pays à stabiliser le littoral, à prévenir la perte d'infrastructures essentielles et à préserver la santé et la productivité des eaux côtières.

Au Bénin, un programme de 300 millions de dollars permet à un million de citoyens d'avoir accès à des infrastructures résilientes et de se protéger contre les inondations. Un autre projet de 100 millions de dollars contribue à réduire les risques d'inondation dans les zones métropolitaines de Cotonou, dans le cadre d'une initiative plus large à laquelle participent plusieurs bailleurs de fonds. En République du Congo, nous aidons à réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts en récompensant les initiatives de conservation par des paiements de contrepartie. Au Ghana, plus de 710 000 hectares de terres font l'objet d'une gestion durable dans le cadre d'un projet de 103 millions de dollars visant à restaurer les terres dégradées pour favoriser la productivité agricole et à renforcer la gestion durable des terres forestières.

**TABLEAU 5 AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	270	366	490	
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,5	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	454	1 595	1 779	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	1	1,9	1,2	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions) ^b	151	140	124	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	51,4	55,9	58,1	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49,1	54,1	55,9	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	141	165	216	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017) ^b	54,5	38,3	27,3	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire ^c	12	4	19	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	84	84	80	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	83	80	79	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	169	119	94	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	60	67	70	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0	9	47	
Accès à l'électricité (% de la population)	34	46	54	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	83	80	76	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	50	62	72	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	22	29	35	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2019 et 2022 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2001.

c. Données se rapportant à l'Afrique subsaharienne.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/region/afr/western-and-central-africa.



Pleins feux

Autonomiser les femmes et les filles en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

L'égalité des genres est non seulement essentielle à l'édification de sociétés plus inclusives, mais elle peut aussi accélérer les progrès dans d'autres domaines du développement, qu'il s'agisse de l'amélioration du capital humain, de la sécurité alimentaire, de la lutte contre le changement climatique ou de la fragilité. Mais malgré les progrès accomplis, les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ont 58 % de chances de ne pas être scolarisées dans le secondaire et 20 % de chances d'avoir des enfants à l'adolescence. Quel que soit le secteur dans lequel elles travaillent, elles peuvent s'attendre à gagner moins que les hommes.

Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays de la région à autonomiser les femmes et les filles et à promouvoir l'égalité des genres. Cela signifie s'employer à s'attaquer aux normes, aux attitudes et aux croyances qui constituent un frein pour les femmes et les filles, et promouvoir leur accès à l'éducation et à des emplois de qualité. Au Burkina Faso, la Banque finance le Projet sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel, qui transforme les habitudes des hommes mariés et contribue à accroître l'utilisation de contraceptifs, à réduire la violence contre les enfants et les femmes et à permettre à ces dernières de participer davantage aux décisions du ménage. Au Nigéria, dans le cadre de l'Initiative pour l'apprentissage et l'autonomisation des adolescentes, nous améliorons l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement afin d'aider à lever les obstacles auxquels se heurtent les filles et de veiller à ce qu'elles achèvent leurs études secondaires. Lancé en 2014, le Programme de centres d'excellence africains pour l'enseignement supérieur soutient le développement des compétences et la recherche dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, en particulier pour les femmes ; ce sont des disciplines qui sont généralement dominées par les hommes, surtout en Afrique. Mais sur tout le continent, ce programme attire de plus en plus d'étudiantes pour qui « la science n'a pas de genre ». Actuellement, environ 35 % des étudiants inscrits à ce programme en Afrique sont des femmes.

Le travail que nous menons avec les pays pour faire progresser l'égalité des genres porte ses fruits. Selon la dernière édition du rapport de la Banque mondiale intitulé *Les femmes, l'entreprise et le droit*, le Gabon et la Côte d'Ivoire figurent parmi les principaux pays réformateurs d'Afrique subsaharienne, avec des scores qui sont passés respectivement de 82,5 à 95 et de 83,1 à 95 dans l'indice pertinent. Le Gabon a atteint le score de 100 en ce qui concerne la rémunération en imposant un salaire égal pour un travail de valeur égale et en éliminant toutes les restrictions à l'emploi des femmes ; les femmes gabonaises peuvent désormais occuper, au même titre que les hommes, des emplois industriels et des emplois jugés dangereux. La Côte d'Ivoire a atteint le score de 100 pour ce qui est de l'entrepreneuriat en interdisant la discrimination dans l'accès au crédit.

Ces avancées favorisent un développement plus inclusif en s'attaquant aux réformes juridiques, aux obstacles institutionnels et aux normes sociales qui empêchent les femmes et les filles de participer pleinement à la société. Elles contribuent à combler les écarts de revenus et d'opportunités économiques, à réduire les violences sexistes et à permettre aux femmes et aux filles de se faire entendre et d'agir. Guidée par son plan d'action régional pour la parité des genres pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, la Banque continuera de travailler avec les pays de la région pour impulser des changements porteurs de transformations profondes à l'échelle que les femmes et les filles méritent afin de faire en sorte que toutes les personnes puissent réaliser pleinement leur potentiel.

Asie de l'Est et Pacifique

Au cours des deux dernières décennies, la plupart des pays de la région Asie de l'Est et Pacifique ont affiché une croissance forte et stable qui a entraîné un recul notable de la pauvreté. Dans le même temps, les inégalités n'ont cessé de diminuer. Se remettant des effets de la pandémie de COVID-19, les pays en développement de la région ont enregistré une croissance de 3,5 % en 2022, qui devrait s'accroître pour atteindre 5,5 % en 2023, grâce en grande partie au rebond attendu en Chine après la réouverture de son économie après la pandémie. Dans le reste de la région, la croissance devrait ralentir légèrement pour s'établir à 4,8 % en 2023 en raison de l'affaiblissement de la demande extérieure et intérieure après une forte reprise en 2022. Le ralentissement de la croissance mondiale, les prix élevés des produits de base et l'évolution des marchés financiers devraient peser sur les économies de la région en 2023.

Si la plupart des grandes économies de la région se sont remises des chocs récents et se relancent, les progrès vers la convergence des revenus par habitant avec ceux des pays à revenu élevé marquent le pas. La reprise a été inégale dans la région, la production étant toujours inférieure aux niveaux d'avant la pandémie dans de nombreux pays insulaires du Pacifique.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque a approuvé une enveloppe de 7,5 milliards de dollars au titre de 28 opérations dans la région, dont 6,6 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 877 millions de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également signé des accords de services de conseil remboursables avec deux pays pour un montant total de 3,5 millions de dollars.

Les pays de la région étant confrontés aux défis de la démondialisation, du vieillissement de la population et du changement climatique, nos efforts portent sur quatre domaines principaux : promotion de la reprise économique pour une croissance à long terme ; développement du capital humain et renforcement de la préparation aux pandémies ; mobilisation de financements climatiques ; renforcement de la résilience et de la durabilité. La Banque mondiale continue de mener ses opérations au Myanmar dans le droit fil de la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflits et de violence. Nous suivons et évaluons la situation sur le terrain et apportons une aide aux populations les plus vulnérables à travers un fonds fiduciaire multidonateurs. Nous continuons d'approfondir nos partenariats avec des pays membres non emprunteurs, notamment la Corée, la Malaisie et Singapour, ce qui nous permet d'échanger des enseignements et des solutions en matière de développement afin de faire avancer les priorités communes.

Promouvoir la reprise économique pour une croissance à long terme

Nous aidons les pays à élargir les possibilités offertes par le secteur privé et à favoriser l'investissement et l'innovation pour promouvoir une croissance durable. Aux Philippines, la Banque finance un programme visant à renforcer la stabilité du secteur financier, à élargir l'inclusion financière et à renforcer le financement durable face aux risques climatiques et de catastrophe. Elle soutient des réformes qui stimuleront la création d'emplois et renforceront le capital humain ainsi que la résilience aux conflits et aux catastrophes naturelles. Au Cambodge, elle apporte son appui à l'action menée pour augmenter la croissance grâce à un environnement plus compétitif dans le secteur privé et accroître la résilience du pays sur les plans budgétaire, social et environnemental. Ces interventions permettront de

TABLEAU 6 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	6 753	5 482	6 636	4 439	5 439	4 350
IDA	1 115	1 673	877	1 297	1 502	1 448

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 34,4 milliards de dollars.

renforcer le secteur financier et de développer les entreprises privées, tout en améliorant les finances de l'État et le respect du principe de responsabilité dans le secteur public. Nous œuvrons également à la promotion de la numérisation pour améliorer les services publics, accroître la productivité et élargir l'accès et l'inclusion, notamment à Kiribati, en République démocratique populaire lao, en République des Îles Marshall et en Mongolie.

Renforcer le capital humain et la préparation aux futures pandémies

Pour assurer une croissance durable à long terme et faire reculer la pauvreté, il est essentiel d'investir dans le capital humain. En Indonésie, la Banque finance une initiative en faveur de la santé des enfants qui vise à améliorer la nutrition et à prévenir les retards de croissance. Aux Philippines, nous nous attachons à lutter contre la persistance de taux élevés de dénutrition infantile et à inverser les tendances qui pourraient considérablement réduire le potentiel humain et économique du pays. Au Timor-Leste, elle aide l'État à mieux se préparer aux épidémies, à les prévenir, à y répondre et à en atténuer l'impact, tandis qu'à Tuvalu, nous soutenons les efforts entrepris pour améliorer les services de santé, renforcer les systèmes de gestion de la santé et répondre rapidement et efficacement aux crises ou aux situations d'urgence.

Nous aidons la RDP lao à améliorer la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire des enfants par divers moyens, notamment : assistance sociale et moyens de subsistance, meilleurs services de garde d'enfants et accès aux services de santé et à l'eau potable. Nous collaborons également avec les autorités nationales pour remédier aux pertes d'apprentissage subies pendant la pandémie. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, nous appuyons les mesures prises pour développer les services de nutrition au niveau local et améliorer les connaissances et les pratiques nutritionnelles des ménages.

Mobiliser des financements climatiques pour une croissance résiliente

Grâce à ses rapports nationaux sur le climat et le développement, la Banque mondiale présente des propositions concrètes, fondées sur des données probantes, qui permettent aux pays de lutter contre le changement climatique sans sacrifier leurs objectifs de développement. Le rapport pour la Chine analyse les changements fondamentaux dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, des transports, de l'urbanisme et de l'utilisation des sols qui pourraient contribuer à la réalisation des engagements nationaux visant à atteindre le pic des émissions de carbone avant 2030 et parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2060.

Selon le rapport pour les Philippines, le pays possède bon nombre des outils nécessaires pour réduire sensiblement les dommages, mais les effets du changement climatique se font déjà lourdement sentir. Au Viet Nam, le rapport indique qu'avec une bonne combinaison de politiques et de stratégies, les efforts de décarbonation pourraient aider le pays à atteindre à la fois ses objectifs de croissance et de développement et la neutralité carbone.

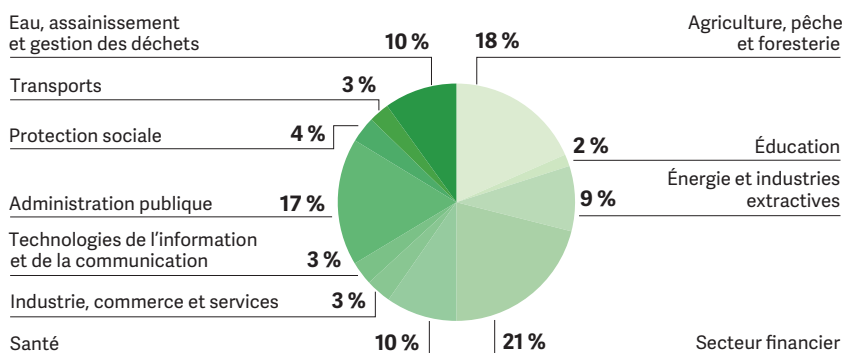
Renforcer la résilience et la durabilité

La région Asie de l'Est et Pacifique est très vulnérable aux effets du changement climatique. Nous travaillons avec les pays de la région pour renforcer la résilience, réduire la pollution et les émissions, promouvoir une agriculture climato-intelligente et évoluer vers des énergies propres et renouvelables, notamment dans les pays insulaires du Pacifique, qui sont particulièrement vulnérables au changement climatique et aux catastrophes naturelles,

FIGURE 3 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 7,5 MILLIARDS DE DOLLARS



ainsi qu'aux chocs économiques — tels que la forte contraction du tourisme pendant la pandémie de COVID-19 — en raison de leur situation géographique et de leurs perspectives économiques limitées.

Face à ces défis, nous avons rapidement élargi notre programme dans le Pacifique, notamment en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où les routes sont vulnérables aux catastrophes naturelles et au changement climatique — les trois quarts sont impraticables à un moment ou à un autre de l'année. Nous contribuons à améliorer la résilience climatique et la durabilité du réseau routier national pour diversifier l'économie, décentraliser les services et promouvoir l'inclusion sociale. En Indonésie, nous contribuons à atténuer les effets du changement climatique grâce aux projets *Mangroves for Coastal Resilience* (les mangroves au service de la résilience côtière) et *Oceans for Prosperity* (les océans au service de la prospérité).

TABLEAU 7 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	1 817	1 984	2 129	
Croissance démographique (% annuel)	1	0,8	0,3	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	910	4 336	10 040	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,6	7,8	3,1	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	718	206	25	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72,9	76,8	78,4	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68,3	71,6	72,8	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 142	10 516	12 661	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	39,5	10,4	1,2	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	16	4	10	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	82	79	81	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	63	52	43	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	42	22	16	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	92	95	97	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	32	70	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	96	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	32	15	16	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	80	88	94	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	56	75	90	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2019 et 2022 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eap.



Pleins feux

Protéger les forêts et améliorer les moyens de subsistance en Indonésie

En Indonésie, plus de 40 % des émissions sont dues au déboisement et aux incendies qui libèrent du carbone dans l'atmosphère. Mais les forêts et les arbres épargnés contribuent à atténuer les dégâts en absorbant le carbone, agissant ainsi comme un puits qui draine le carbone de l'air. L'Indonésie souhaite faire de ses forêts un puits de carbone net d'ici à 2030 en encourageant les pratiques forestières et d'utilisation des terres qui absorbent plus de carbone qu'elles n'en émettent. Cet objectif s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le pays pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 32 %, voire de 43 % avec l'aide internationale, d'ici à 2030. Outre la réduction des émissions, les activités de gestion durable des forêts peuvent également améliorer les moyens de subsistance des populations locales.

Depuis 2016, la Banque soutient l'évolution de l'Indonésie vers des paysages florissants, résilients, biodiversifiés et à faible émission de carbone grâce au Programme de gestion durable des paysages, qui a permis de tirer quatre leçons importantes. Premièrement, un engagement ferme de l'État est essentiel, en particulier au niveau local. Deuxièmement, la gestion décentralisée des forêts est essentielle pour concilier protection et activité économique locale. Troisièmement, la sécurité du régime foncier pour les populations locales autochtones est essentielle pour la protection des forêts et les moyens de subsistance. Quatrièmement, les solutions devraient être adaptées aux différents défis posés par l'utilisation des terres.

Nous encourageons les moyens de subsistance durables en Indonésie dans le cadre du deuxième Programme d'investissement forestier, qui a touché plus de 110 000 personnes, dont près d'un tiers de femmes et 15 % d'autochtones, en les aidant à acquérir des compétences en matière de gestion durable des forêts. Grâce à ce programme, nous aidons également à protéger les forêts tout en préservant les sources de revenus des peuples autochtones. Un exemple en est la remise en état d'une piscine naturelle dans la forêt traditionnelle de Mandala — une destination touristique — qui a permis d'augmenter le nombre de visiteurs de 50 % et de contribuer à l'économie locale.

Le programme a permis de renforcer la gestion locale des forêts et créé des partenariats avec les populations locales ainsi qu'avec 95 groupes d'exploitants forestiers. Il a permis aux participants — dont 30 % sont des femmes de tous âges et 15 % des autochtones — de suivre une formation en ligne et de recevoir une aide pour le développement de l'agroforesterie, ce qui les a aidés à avancer sur la voie d'une gestion durable des forêts.

Nous aidons également les peuples autochtones et les populations locales à obtenir un accès légal à la terre, ce qui leur permet de jouer un rôle central dans les décisions concernant la gestion de leurs régions et le choix de moyens de subsistance durables. Cette initiative a permis d'accélérer la reconnaissance de plus de 2 millions d'hectares de terres coutumières et de plus de 180 000 hectares de zones forestières coutumières dans 51 collectivités.

Europe et Asie centrale

Les pays de la région Europe et Asie centrale sont confrontés à des chocs et à des incertitudes sans précédent. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui en est à sa deuxième année, a entraîné des conséquences économiques et sociales dévastatrices pour l'Ukraine et des effets préjudiciables graves sur la région. L'économie de la région a été durement touchée par les retombées de la guerre, notamment la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le durcissement des conditions financières, les perturbations commerciales et l'instabilité géopolitique. La production régionale ne devrait augmenter que de 1,4 % en 2023. En conséquence, la région a connu des revers significatifs l'année dernière sur le plan du développement, avec notamment une augmentation de la pauvreté et des déplacements forcés sans précédent, ainsi que des inquiétudes croissantes concernant la vulnérabilité, les inégalités et l'exclusion.

L'aide de la Banque mondiale

Nous avons renforcé notre soutien, en mettant l'accent sur la rapidité, la flexibilité et l'innovation dans nos prêts, en mobilisant des partenariats et en tirant parti des engagements existants pour répondre aux crises. Durant l'exercice 23, la Banque mondiale a approuvé 11,3 milliards de dollars de prêts au titre de 50 opérations dans la région Europe et Asie centrale — nettement plus que les années précédentes — dont 10,2 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 1,1 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également conclu 20 accords de services de conseil remboursables avec cinq pays pour un montant total de 34 millions de dollars.

Pour l'Ukraine, la Banque a mobilisé un soutien financier rapide et sans précédent de plus de 33 milliards de dollars au cours de l'exercice 23, pour l'essentiel grâce au généreux appui sous forme de dons de la part de bailleurs de fonds, afin d'aider le pays à maintenir ses capacités administratives et institutionnelles de base et à assurer les services essentiels. À la suite des tremblements de terre dévastateurs survenus en Türkiye, nous avons fourni 780 millions de dollars d'aide immédiate dans le cadre de deux projets en cours et 1 milliard de dollars sous la forme d'un prêt de reconstruction d'urgence. Nous mettons également en place des réponses aux situations de fragilité, de conflits et de violence au Kosovo, à Moldova et dans d'autres pays de la région.

Notre action reste axée sur le renforcement de la résilience aux crises et sur les défis à relever pour préserver et renforcer les fondements de la prospérité future. Notre action se concentre sur le renforcement du capital humain, des compétences et de l'inclusion, sur l'avancement de la transition écologique et de la résilience climatique, sur l'aide au développement du secteur privé et à la création d'emplois, et sur le renforcement des institutions.

Renforcer le capital humain, les compétences et l'inclusion

Nous aidons les pays à renforcer les systèmes de protection sociale, d'éducation et de santé afin de protéger les investissements dans le capital humain et de mettre fin aux revers. Au Tadjikistan, nous avons aidé à faire vacciner 3 millions de personnes et à mettre à disposition des équipements pour les services de soins intensifs de dix hôpitaux, augmentant ainsi la capacité de soins intensifs du pays de 100 lits. Nous aidons également les pays à gérer les transitions, notamment en s'attaquant au problème du vieillissement de la population et en renforçant les soins aux personnes âgées dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en élaborant des politiques efficaces de migration et d'intégration à Moldova et en Roumanie. En Türkiye, nous soutenons l'agence nationale chargée de l'emploi, qui fournit des services d'orientation professionnelle à près de 6 millions de citoyens turcs et à 70 000 réfugiés syriens.

TABLEAU 8 EUROPE ET ASIE CENTRALE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	4 559	5 974	10 162	3 625	4 580	4 833
IDA	1 315	2 511	1 098	880	764	2 385

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 42,6 milliards de dollars.

En Bosnie-Herzégovine, nous contribuons à augmenter le nombre d'emplois pour les jeunes dans le secteur privé structuré, à renforcer l'aide à la recherche d'emploi et à moderniser les pratiques de suivi et d'évaluation. Nous aidons également les pays d'Asie centrale à adopter une approche sanitaire régionale intersectorielle afin de prévenir les pandémies et de protéger les systèmes alimentaires.

Nous nous attachons à réduire les pertes d'apprentissage et à renforcer les écoles pour faire face aux crises futures, comme en Türkiye, où nous mettons en place une plateforme d'apprentissage numérique pour les écoles, et en Roumanie, où nous améliorons l'apprentissage tout en renforçant la résilience du système scolaire. Nous aidons également les populations à se préparer à l'évolution de la nature du travail en finançant des programmes de formation pertinente en Bosnie-Herzégovine, en Géorgie, en Macédoine du Nord et dans les pays d'Asie centrale.

Faire progresser la transition écologique et la résilience climatique

Nous intensifions notre action sur le climat et renforçons la résilience de la région pour un avenir durable. Nous aidons les pays à améliorer leurs capacités d'intervention en cas de catastrophe sans sacrifier l'environnement, à accélérer la décarbonation et à soutenir les populations dans le cadre d'une transition juste, c'est-à-dire inclusive et équitable. En vue de créer ces conditions favorables, nous aidons les pays à réformer la gouvernance et les subventions à l'énergie. Nous privilégions également l'accélération des économies d'énergie pour réduire la demande, améliorer les services et la qualité de l'air, et promouvoir les énergies renouvelables et l'hydroélectricité.

Ce travail comprend nos rapports sur le climat et le développement pour le Kazakhstan et la Türkiye, ainsi que de nouveaux projets pour l'exercice 23, tels que le financement de la politique de développement pour la transition écologique en Serbie, le financement avec IFC de projets d'hydroélectricité en Asie centrale et le soutien au recyclage des déchets électroniques en Pologne. Le long du bassin du Danube, nous avons formé le personnel de plus de 400 services de distribution publics et 1 200 experts dans 16 pays, ce qui a aidé à créer un réseau de professionnels de l'eau pour rendre les services d'approvisionnement en eau plus durables et plus résilients.

Promouvoir le développement du secteur privé et la création d'emplois

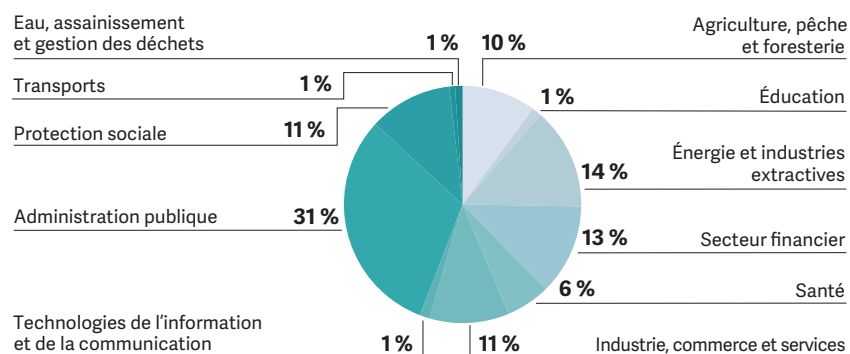
Nous encourageons les réformes et les investissements qui mettent l'accent sur une croissance tirée par le secteur privé et sur la création d'emplois en renforçant la concurrence, en soutenant les gains de productivité et l'innovation, et en préparant les personnes à l'évolution de la nature des emplois. Nous œuvrons également au renforcement de la gestion et de la transparence macrobudgétaires, ainsi que de la gestion et de la réforme des entreprises publiques. En Albanie, en Pologne et en Serbie, notre travail d'analyse est centré sur l'écologisation du secteur privé et l'expansion des projets sur la compétitivité verte. Nous promovons également des approches novatrices pour décarboniser les industries clés et écologiser les zones industrielles en Turquie.

Nous travaillons en étroite collaboration avec la MIGA et IFC sur la réforme du secteur privé pour moderniser les infrastructures et promouvoir la réalisation de « programmes verts » dans les secteurs industriel et financier. Grâce à nos instruments de financement novateurs, nous contribuons également à renforcer la résilience du secteur financier.

FIGURE 4 : EUROPE ET ASIE CENTRALE

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 11,3 MILLIARDS DE DOLLARS



Renforcer les institutions

Dans toute la région, nous soutenons l'intervention et la résilience du secteur public face aux crises par le biais de politiques visant à renforcer les institutions, la gouvernance et l'efficacité de l'État. Nous avons augmenté les financements destinés à promouvoir des réformes budgétaires et à gérer les chocs énergétiques ainsi que les déplacements forcés en Arménie, en Géorgie, à Moldova, en Roumanie et dans les Balkans occidentaux. Nous utilisons également des instruments inédits pour mobiliser des ressources, comme en Ukraine, où nous fournissons des financements à l'État pour maintenir les capacités administratives et institutionnelles de base et assurer les services essentiels.

TABLEAU 9 EUROPE ET ASIE CENTRALE
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	371	381	397	
Croissance démographique (% annuel)	0	0,6	(1)	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 789	8 060	9 221	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	8,4	5,7	1,8	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	43	18	11	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72,8	75,8	75,6	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62,7	66,9	67,5	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 577	2 997	2 831	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	9,1	3,8	2,3	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	19	15	19	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	73	73	71	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	23	19	16	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	36	17	11	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	94	99	101	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	2	44	84	
Accès à l'électricité (% de la population)	98	99	100	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	5	5	7	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	93	95	96	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	88	92	95	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2022 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/eca.



Pleins feux

Maintenir le soutien à l'Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui en est à sa deuxième année, est une tragédie aux conséquences humaines et économiques considérables. La guerre a réduit à néant 15 années d'avancées dans la réduction de la pauvreté — 7,1 millions d'Ukrainiens de plus vivent avec moins de 6,85 dollars par jour et 13,5 millions de personnes ont été déplacées. Le PIB du pays devrait augmenter d'à peine 0,5 % en 2023, après s'être contracté de 30 % en 2022.

Le Groupe de la Banque mondiale a utilisé sa large panoplie d'instruments de financement pour déboursier rapidement des fonds. Nous avons élargi les projets existants, établi des fonds fiduciaires multidonateurs et mis en place des garanties et des financements parallèles émanant de pays donateurs. Depuis le début de l'invasion, nous avons mobilisé plus de 37,5 milliards de dollars de financements d'urgence en mettant en place des plateformes pour le généreux soutien de bailleurs de fonds et de partenaires internationaux qui ont complété nos propres ressources — soit environ la moitié de toute l'aide économique mobilisée en faveur de l'Ukraine — pour aider l'État à répondre aux besoins budgétaires urgents et à maintenir les services publics essentiels. Nous avons décaissé près de 23 milliards de dollars à la fin de l'exercice 23.

Ce soutien a permis de venir en aide à 10 millions de retraités, 500 000 enseignants, 145 000 fonctionnaires, 56 000 secouristes et plus de 3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et bénéficiaires de l'aide sociale. La Banque a déployé une série de mécanismes — notamment vérification des dépenses, suivi des plaintes des bénéficiaires, examen des procédures et enquêtes — pour garantir que l'argent est utilisé comme prévu.

Nous contribuons à rétablir l'accès aux services de santé essentiels. Grâce à nous, 2 millions d'enfants ont été vaccinés et plus de 500 000 personnes ont reçu des médicaments gratuits ou à bas prix. Près de 70 000 personnes ont eu accès à des services de réadaptation pour traiter les traumatismes mentaux et physiques, tandis que 2 300 médecins ont été formés à la lutte contre la violence sexiste, qui s'est intensifiée pendant la guerre.

En mars, la Banque mondiale a publié une version actualisée de l'évaluation rapide des dommages et des besoins de l'Ukraine, qui souligne la nécessité de mobiliser des fonds publics et privés pour faire face à des coûts de reconstruction et de redressement qui devraient se chiffrer à 411 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Les besoins les plus importants concernent les transports, le logement, l'énergie, la protection sociale et les moyens de subsistance, la gestion des risques d'explosion et l'agriculture. Pour soutenir le redressement et renforcer les capacités de reconstruction, la Banque a conçu une approche innovante de projet « cadre » afin de débloquer rapidement des fonds supplémentaires à mesure qu'ils deviennent disponibles. Grâce à cette approche, nous aidons l'Ukraine à renforcer les soins de santé primaires et à répondre à la demande accrue de services de santé mentale et de réadaptation due à la guerre.

Notre projet énergétique aide à réparer l'infrastructure nationale de transport d'électricité et de chauffage, dont la moitié a été endommagée l'hiver dernier, en fournissant d'urgence des équipements essentiels. Nous aidons également l'Ukraine à remettre en état son réseau de transport — qui a été perturbé dans plus de 21 000 villages, 51 villes et 35 agglomérations — en réparant les ponts et les voies ferrées afin de relier les collectivités, de soutenir l'aide humanitaire immédiate et le redressement, et d'accroître la capacité des couloirs d'importation et d'exportation. Ces projets sont financés par le Fonds fiduciaire de la Banque pour l'aide, le relèvement, la reconstruction et la réforme en Ukraine, qui achemine les contributions des bailleurs de fonds partenaires.

En plus de nos investissements, nous fournissons des conseils sur les mesures et les réformes à mettre en œuvre ainsi que sur le montage de projets viables, qui peuvent tous mobiliser des capitaux privés pour aider l'Ukraine à s'engager sur la voie d'un avenir durable. Ces efforts aideront les autorités ukrainiennes, la communauté internationale et le secteur privé à travailler ensemble pour reconstruire le pays après la fin de la guerre.

Amérique latine et Caraïbes

Au cours de l'exercice écoulé, la région Amérique latine et Caraïbes s'est largement remise des récentes baisses de PIB, la COVID-19 ayant reculé et l'emploi ayant retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. L'économie de la région a progressé de 3,7 % en 2022, selon les estimations, mais les perspectives d'accélération de la reprise se sont assombries, avec une croissance estimée à 1,5 % en 2023 et à 2 % en 2024.

La pauvreté est également retombée à ses niveaux d'avant la pandémie. Si l'on exclut le Brésil, qui a lancé de généreux programmes d'atténuation des effets de la pandémie, le taux moyen de pauvreté (personnes disposant de moins de 6,85 dollars par jour pour vivre) est estimé à 30,3 %. Cependant, les séquelles à long terme de la crise persistent. Si les pertes de capital humain ne sont pas dûment traitées, elles risquent de peser sur l'avenir des enfants en âge d'aller à l'école aujourd'hui. Les perspectives de croissance de la région sont également freinées par des turbulences au niveau mondial, notamment la baisse des prix des matières premières, la hausse des taux d'intérêt dans les pays du G7 et une reprise incertaine en Chine.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque mondiale a approuvé 10 milliards de dollars de prêts pour la région, dont 9,8 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 181 millions de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons signé un accord de services de conseil remboursables avec quatre pays pour un montant total de 2 millions de dollars.

Dans la région, nous cherchons à promouvoir une croissance durable, résiliente et inclusive en protégeant et en améliorant le capital humain, en favorisant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et en saisissant de nouvelles opportunités dans les industries vertes. Nous visons également à favoriser une reprise inclusive en attirant les investissements, en promouvant la création d'emplois et en nous engageant auprès des groupes traditionnellement exclus, notamment les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine. Pour l'exercice 23, nous avons pour priorité d'aider à combler les pertes d'apprentissage au niveau de l'éducation de base dues à la pandémie, d'accroître la résilience du secteur de la santé et de renforcer les systèmes de protection sociale.

Favoriser une croissance inclusive

Pour lutter contre l'exclusion et les inégalités dans la région, la Banque investit dans des projets de développement qui renforcent les systèmes de protection sociale et améliorent la productivité et la création d'emplois. En Haïti, un projet de 20 millions de dollars a aidé plus de 1 300 producteurs d'avocats, de cacao, de café et de mangues à exporter vers les États-Unis, l'Europe et le Japon et à développer leurs compétences commerciales. En Bolivie, un projet de 254 millions de dollars a amélioré l'accès aux services de base en élargissant la couverture sociale aux travailleurs du secteur informel mis au chômage par la pandémie de COVID-19 ; plus de 3,5 millions de personnes, dont 1,5 million de femmes, ont reçu des transferts monétaires d'urgence. En Colombie, nous avons soutenu des mesures visant à réduire les dépenses publiques, à accroître l'assiette fiscale et à améliorer la concurrence et l'innovation au sein des petites et moyennes entreprises.

Investir dans le capital humain

La pandémie de COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur les systèmes d'éducation et de santé de la région. La Banque aide les pays à se relever et à renforcer leur résilience face aux nouveaux défis. Dans les Caraïbes, nous avons fourni 35 millions de dollars pour faciliter l'accès à une connexion Internet de haute qualité et d'un coût abordable pour plus de la moitié de la

TABLEAU 10 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	9 464	9 407	9 828	8 741	8 911	8 216
IDA	769	1 030	181	495	510	322

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 33,1 milliards de dollars.

population de la Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, contribuant ainsi à améliorer l'accès pour les étudiants et les écoles.

En Équateur, un projet de 53 millions de dollars a permis de renforcer les services de base dans les secteurs touchés par les catastrophes, notamment l'eau, la santé, la protection sociale et la gestion des risques de catastrophe, au bénéfice de plus de 2 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes. Au Honduras, nous avons engagé 30 millions de dollars dans la formation à la gestion et l'accès au marché pour les producteurs ruraux, notamment les femmes autochtones.

Favoriser une reprise verte

Les populations vulnérables sont les plus touchées par les phénomènes climatiques tels que les sécheresses, les inondations et les ouragans. La Banque s'emploie à favoriser une transition verte et un avenir sobre en carbone dans la région. En Uruguay, nous avons aidé plus de 5 000 agriculteurs, dont près d'un quart de femmes, à adopter des pratiques agricoles et pastorales intelligentes face au climat afin d'améliorer leur résilience face au changement climatique, grâce à deux projets d'un montant total de 91 millions de dollars, qui ont également contribué à l'adoption de pratiques de gestion durable des paysages sur plus de 2,7 millions d'hectares de terres. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, nous avons accordé 24 millions de dollars de financements au titre de notre participation à un programme d'assurance contre les risques de catastrophes telles que les tremblements de terre, les cyclones tropicaux et les précipitations excessives ; des apports d'un montant total de 245 millions de dollars ont aidé plus de 3,5 millions de personnes. Au Chili, nous avons engagé 150 millions de dollars pour aider à développer l'industrie de l'hydrogène propre, premier projet de ce type au niveau mondial, qui accélérera la transition énergétique, créera des emplois et générera de la croissance tout en atténuant les effets du changement climatique.

Nous œuvrons également au renforcement de la résilience face aux catastrophes et à la préservation du vaste capital naturel de la région. Nous avons fourni 66 millions de dollars pour aider le Panama à mieux gérer les risques naturels et sanitaires. Au Honduras, un projet de 30 millions de dollars a permis de renforcer les capacités nationales et locales de préparation et de riposte aux catastrophes, au bénéfice de 1,3 million de personnes. Au Brésil, nous avons contribué à la mise en œuvre d'un système de surveillance de la déforestation et des incendies de forêt dans le biome du Cerrado, qui s'étend sur plusieurs États du pays et constitue la plus grande zone de savane en Amérique du Sud. Grâce à un financement de 9 millions de dollars, nous avons renforcé les capacités institutionnelles de surveillance de la zone, ce qui favorisera la croissance agricole tout en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et en préservant la végétation naturelle, les services écosystémiques essentiels et les moyens de subsistance des populations rurales.

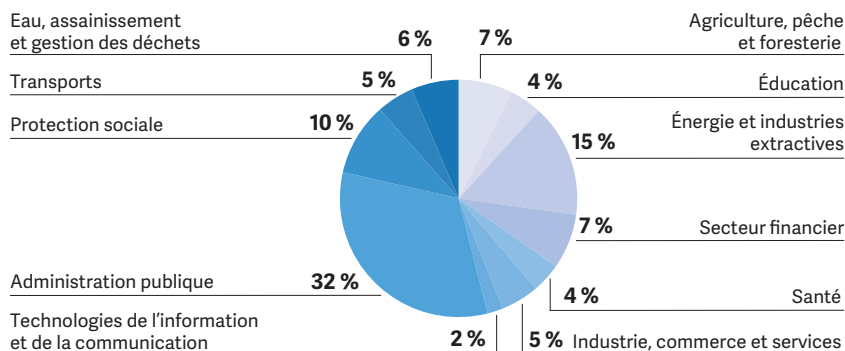
Aider les pays à atteindre les objectifs de développement

La Banque fournit également aux pays des services de conseil, d'analyse et d'assistance technique pour les aider à atteindre leurs objectifs de développement. Notre rapport intitulé *Roadmap for Climate Action in Latin America and the Caribbean*, qui est la feuille de route pour l'action climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes, examine les possibilités offertes aux pays de renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique et d'évoluer vers des économies sobres en carbone. Nous avons également publié des rapports nationaux

FIGURE 5 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 10 MILLIARDS DE DOLLARS



sur le climat et le développement qui présentent des diagnostics à l'appui des objectifs des pays dans ces deux domaines — pour l'Argentine et le Pérou en novembre 2022 et pour le Brésil et le Honduras en mai 2023.

Notre rapport *Building Resilient Health Systems in Latin America and the Caribbean*, qui examine comment créer des systèmes de santé résilients en Amérique latine et dans les Caraïbes, résume les principales conclusions concernant les répercussions sanitaires de la pandémie de COVID-19 sur les pays de la région et propose des stratégies pour les décideurs. Enfin, notre rapport *Understanding Migration in North Central America Countries*, qui aide à comprendre les migrations dans les pays d'Amérique centrale du Nord, examine les principaux facteurs à l'origine des flux migratoires provenant d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, afin d'éclairer les politiques et les programmes aux niveaux national, bilatéral et régional.

TABLEAU 11 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	468	535	597	
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,1	0,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	4 023	8 487	8 149	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	3,3	2,9	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	70	35	31	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	74,2	76,8	75,4	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	67,7	70,7	68,6	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 037	1 352	1 242	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	13,5	6	4,7	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	44	14	26	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	61	66	69	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	36	33	35	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	34	21	16	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	99	100	100	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	3	39	76	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	96	98	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	30	30	35	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	90	95	97	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	73	82	88	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2020 et 2022 : consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/lac.



Pleins feux

Améliorer les perspectives des femmes au Brésil

Le Brésil est l'un des pays d'Amérique latine les plus avancés dans le traitement des questions d'égalité des genres : des mesures ont été prises à tous les échelons de l'Administration publique pour protéger les femmes et progresser sur la voie de l'égalité. Mais il reste des défis à relever. Alors que les femmes représentent les deux tiers des diplômés universitaires du pays, elles ne gagnent que 77 % du salaire des hommes, et la plupart occupent des emplois mal rémunérés. La pandémie de COVID-19 a creusé ces écarts : le taux d'activité des femmes a reculé de 66 % à 62 % et leur taux de chômage a augmenté, en particulier chez les femmes afro-brésiliennes. La mortalité maternelle et la violence basée sur le genre ont également augmenté pendant la pandémie.

Pour relever ces défis, la Banque mondiale a aidé à améliorer les débouchés pour les femmes, notamment en facilitant leur accès aux technologies agricoles productives et à la propriété foncière, ainsi qu'en s'attaquant aux risques de violence et en donnant aux femmes un meilleur accès à la protection sociale et aux services publics. Dans l'État de Rio de Janeiro, près de 5 300 agricultrices ont adopté des technologies agricoles plus productives et plus durables. Pour aider à surmonter les désavantages des femmes en matière d'accès à la terre, plus de 1 300 titres fonciers dans l'État de Piauí ont été délivrés à des petits exploitants au nom des deux conjoints ou au nom des agricultrices sans conjoint.

Nous avons également soutenu les efforts déployés pour lutter contre la violence basée sur le genre dans l'ensemble du pays. Dans l'État de Pernambuco, nous avons contribué à la création de la Chambre sur la violence à l'égard des femmes et du premier système au niveau de l'État. *SeiMulheres*, pour enregistrer les cas de violence basée sur le genre et y donner suite. Nous avons également collaboré avec le Secrétariat des femmes du Congrès national pour promouvoir la sensibilisation et la prévention de la violence à l'égard des femmes parmi les jeunes.

Enfin, la Banque mondiale a contribué à l'élaboration et au financement du programme *Bolsa Família* et à la mise en place de son registre, *Cadastro Único*, afin d'orienter les ressources vers les personnes dans le besoin. En 2018, le programme comptait près de 47 millions de bénéficiaires, dont 24 millions de femmes. Pour répondre rapidement au choc économique de la pandémie, nous avons soutenu l'expansion du programme par le biais d'un projet de 1 milliard de dollars qui a touché 14 millions de familles.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont connu des taux de croissance divergents en 2022. Avec un taux moyen de croissance du PIB corrigé de l'inflation estimé à 5,8 % en 2022, la région affiche une croissance parmi les plus rapides au monde. Toutefois, cette croissance s'est concentrée dans les pays à haut revenu exportateurs de pétrole qui ont bénéficié de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Les pays en développement de la région ont connu une croissance plus modeste ; leurs populations les plus pauvres et les plus vulnérables sont confrontées à une pression supplémentaire due à la hausse rapide de l'inflation, s'agissant en particulier des prix des denrées alimentaires. Entre mars et décembre 2022, l'inflation des denrées alimentaires a augmenté de 29 % par rapport à l'année précédente.

Ces défis reflètent des problèmes plus profonds de gouvernance économique dans les pays de la région, qui contribuent à une présence excessive de l'État dans l'économie, à des taux d'inactivité et de chômage élevés chez les femmes et les jeunes, ainsi qu'à des échanges commerciaux et des investissements intrarégionaux limités. La croissance régionale moyenne devrait ralentir à 3 % en 2023.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque a approuvé 5,2 milliards de dollars de prêts pour la région au titre de 22 opérations, dont 4,7 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 561 millions de dollars d'engagements de l'IDA. À ces montants s'ajoute un financement spécial de 80 millions de dollars pour des projets en Cisjordanie et à Gaza. Nous avons également fourni 107 services de conseil et produits d'analyse. Les recettes générées par les accords de services de conseil remboursables ont atteint 9 millions de dollars pour l'assistance technique et stratégique fournie au titre des réformes sociales, économiques et environnementales.

Soutenir les populations les plus vulnérables en temps de crise

La Banque mondiale s'emploie à soutenir les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la région, surtout en période de crise. Nous avons fourni 500 millions de dollars supplémentaires pour élargir le programme égyptien de protection sociale « Takaful et Karama ». Ce programme couvre près de 4,6 millions de ménages, soit plus de 18 millions de personnes, dont près des trois quarts sont des femmes. Il a contribué à renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux chocs économiques mondiaux, tels que la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Nous avons également approuvé un financement additionnel de 300 millions de dollars pour le Liban afin d'accroître les transferts monétaires en faveur des ménages pauvres et vulnérables.

Au Yémen, nous avons fourni 207 millions de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition, ce qui devrait bénéficier à environ 1,8 million de ménages. Le projet favorisera également l'évolution vers les transferts monétaires électroniques, en aidant les individus à obtenir une pièce d'identité nationale et à améliorer leurs connaissances financières dans le cadre d'un projet pilote. Nous avons également engagé 20 millions de dollars supplémentaires qui bénéficieront à 3 millions de Yéménites en rétablissant l'accès aux services urbains essentiels.

TABLEAU 12 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	3 976	4 135	4 697	2 764	3 407	2 964
IDA	658	817	561	379	559	552

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 25,9 milliards de dollars.

Promouvoir la participation du secteur privé et l'inclusion financière

La Banque mondiale collabore avec les pays pour renforcer le secteur privé et élargir l'accès au financement. En Tunisie, un projet de 120 millions de dollars aide les PME à obtenir des lignes de crédit à long terme du ministère des Finances par l'intermédiaire d'institutions financières participantes.

Au Maroc, nous avons fourni 450 millions de dollars — la troisième tranche d'une série de financements — pour aider l'État à mettre en œuvre des réformes visant à améliorer l'inclusion financière, l'entrepreneuriat numérique et l'accès des particuliers et des entreprises à l'infrastructure et aux services numériques. Grâce à cette initiative, 44 % des Marocains ont accès aux services financiers en 2023, contre 29 % en 2017, et 30 % d'entre eux utilisent des paiements numériques, contre 17 % au cours de la même période. Cette série de financements a également permis de développer l'infrastructure des paiements numériques, les réseaux de paiement mobile, la micro-assurance et le registre des nantissements, tout en favorisant l'accès des femmes au financement et leur autonomisation économique.

Nous avons également facilité l'investissement de près de 70 millions de dollars de capitaux privés en Cisjordanie et à Gaza. Le Projet de développement du secteur privé, une opération innovante, a mobilisé environ 4 millions de dollars de dons qui ont permis à des sociétés de capital-risque d'investir 11 millions de dollars dans près de 40 petites et moyennes entreprises en phase de démarrage. Le projet *TechStart* a permis de catalyser plus de 1,5 million de dollars d'investissements privés dans la formation technologique et l'infrastructure commerciale. Enfin, le deuxième Projet de financement pour l'emploi a permis de mobiliser près de 13 millions de dollars de dons, par l'intermédiaire du mécanisme de cofinancement des investissements et des obligations à impact sur le développement, mobilisant ainsi 56 millions de dollars de capitaux privés pour aider à créer des emplois.

Transition économique et renforcement de la résilience climatique

Dans le cadre du Plan d'action du Groupe de la Banque sur le changement climatique pour la période 2021–2025, nous avons continué d'aider les pays de la région à opérer leur transition énergétique et à renforcer leur résilience climatique. En Jordanie, un programme de 400 millions de dollars vise à promouvoir l'emploi et les perspectives commerciales pour les femmes, tout en améliorant l'efficacité des pouvoirs publics grâce à des politiques plus avisées. Il aidera le gouvernement à intégrer les questions climatiques dans le programme de réforme économique et les plans d'investissement du pays. Il aidera également la Jordanie à suivre une trajectoire sobre en carbone et à se rapprocher de son objectif de contribution déterminée au niveau national, soit 31 % d'énergies renouvelables dans l'offre d'électricité. Nous avons également fourni 250 millions de dollars pour améliorer l'efficacité, la fiabilité et la gouvernance du secteur de l'électricité du pays.

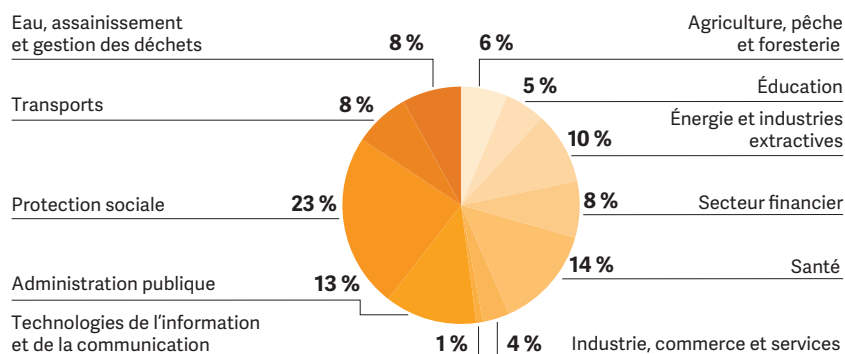
Pour soutenir la nouvelle interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie, nous avons fourni 268 millions de dollars qui permettront d'accélérer la mise en valeur des énergies renouvelables en Tunisie et d'accroître les échanges d'électricité propre dans le bassin méditerranéen.

En Cisjordanie et à Gaza, la Banque mondiale cherche à élargir l'accès à l'eau potable pour près de 100 000 habitants du gouvernorat de Jénine grâce à des investissements

FIGURE 6 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23



PART DU TOTAL DE 5,2 MILLIARDS DE DOLLARS



dans les infrastructures. Pour ce faire, la Banque a octroyé un don de 25 millions de dollars qui a permis de mobiliser un cofinancement supplémentaire de 26 millions de dollars du Fonds fiduciaire multidonateurs du Partenariat pour le développement des infrastructures en Palestine, soutenu par l'Australie, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède. Au Maroc, nous aidons le pays à se doter des capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national et aider les groupes vulnérables et les écosystèmes à mieux s'adapter au changement climatique. En Égypte, nous aidons à remplacer progressivement le transport routier des marchandises par le transport ferroviaire, plus sobre en carbone, entre Alexandrie et la région du Grand Caire, afin de promouvoir la décarbonation des secteurs de la logistique et du transport.

Durant l'exercice 23, nous avons publié des rapports nationaux sur le climat et le développement pour l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et le Maroc. Ces rapports soulignent que, sans mesures d'urgence, les progrès accomplis au cours des dernières décennies pourraient être réduits à néant, et quasiment tous les aspects du développement socio-économique pourraient souffrir de la pénurie d'eau dans une région déjà sèche. Les rapports montrent également que la décarbonation peut protéger les emplois, voire en créer de nouveaux, et contribuer à la croissance économique.

**TABLEAU 13 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	284	350	424	
Croissance démographique (% annuel)	2	1,9	1,5	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 763	4 241	3 742	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	4	(2,8)	2,3	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	10	8	39	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	70,8	73,9	74,4	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	66,5	69,2	69,5	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	813	1 239	1 371	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	3,5	2,2	9,6	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	16	6	13	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	24	26	24	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	35	32	30	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	47	29	24	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	81	90	93	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	1	23	73	
Accès à l'électricité (% de la population)	91	95	97	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3	3	3	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	86	91	94	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	79	86	90	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2018 et 2022 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/mena.



Pleins feux

Promouvoir l'égalité des genres dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le Plan d'action régional de la Banque mondiale pour la parité des genres pour la période 2018–2023 et le Plan d'action régional pour lutter contre les violences basées sur le genre guident les efforts entrepris par la Banque pour aider les pays à améliorer l'accès des femmes à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à l'inclusion financière, leur accès aux actifs et à leur propriété, ainsi qu'à renforcer leur pouvoir d'action, notamment dans les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence.

En Jordanie, nous avons appuyé les mesures visant à aménager les modalités de travail et à simplifier l'octroi de licences pour les entreprises à domicile. Parmi les entreprises ayant adopté des conditions de travail flexibles, 70 % ont fait état d'une productivité accrue, tandis que 60 % ont signalé une augmentation de l'emploi et de la fidélisation des femmes. Notre soutien a permis à l'État jordanien d'enregistrer 5 500 entreprises à domicile, dont 60 % appartiennent à des femmes et 10 % à des réfugiés syriens. Au Maroc et en Tunisie, nous soutenons l'accès au capital privé pour des centaines de *start-up* et de PME dirigées par des femmes et nous offrons une formation commerciale.

En Cisjordanie et à Gaza, nous avons piloté l'émission d'obligations à impact sur le développement, un outil de financement axé sur les résultats conçu pour lutter contre le chômage élevé, en particulier chez les jeunes femmes, et pour rendre les entreprises plus compétitives. En mai 2023, le programme avait aidé plus de 500 jeunes — dont 40 % de femmes — à suivre une formation technique et à trouver un emploi dans différents secteurs. Nous soutenons également les mesures prises pour aider les femmes à mieux comprendre leurs droits et les processus liés à la sécurité d'occupation des sols et à l'enregistrement des biens immobiliers. En Égypte, nous soutenons les mesures prises par l'État pour aider les femmes à recevoir une aide au logement et pour définir des critères d'admissibilité aux aides d'accession à la propriété qui donnent la priorité aux ménages dirigés par des femmes, en augmentant à 20 % la proportion de femmes propriétaires de leur logement.

À Djibouti, nous accordons des subventions aux nouvelles entreprises et aux lauréats des concours de plans d'affaires, nous finançons des formations en création et développement d'entreprises et nous fournissons des ressources aux entrepreneurs. Dans le cadre du premier projet autonome de la région axé sur la lutte contre les violences sexistes, nous nous attachons à sensibiliser les populations locales aux risques de violence basée sur le genre et à améliorer les services de conseil aux survivantes. Au Yémen, nous avons fourni un complément de revenu à près de 3 millions de femmes et des services de nutrition à plus de 120 000 femmes, et en décembre 2022, près de la moitié des kits solaires vendus à crédit dans le cadre du Projet d'urgence d'accès à l'électricité étaient destinés à des femmes.

Aux Émirats arabes unis, nous avons lancé un centre d'excellence sur le genre, qui contribuera à traiter les questions de genre dans le cadre de travaux de recherche et d'échanges de connaissances. En Arabie saoudite, nos services de conseil ont contribué à l'adoption de mesures juridiques visant à aider les femmes à devenir chef de famille, à interdire la discrimination en matière d'emploi et d'accès au crédit, à imposer l'égalité de rémunération et à introduire une protection contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Ces réformes ont permis de faire passer le taux d'activité des femmes de 22 % en 2019 à près de 35 % en 2023, dépassant ainsi l'objectif de 30 % fixé par le document Vision 2030 de l'Arabie saoudite.

En juin 2022, nous avons lancé le Réseau régional de l'énergie pour les femmes, soutenu par le Programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie, afin de promouvoir la participation des femmes dans le secteur de l'énergie. Grâce à des partenariats avec les entreprises publiques nationales de sécurité énergétique, le secteur privé et les universités de toute la région, le réseau a tenu sa première conférence à Tunis en juin 2023.

Asie du Sud

Le PIB de l'Asie du Sud devrait, selon les prévisions, enregistrer une croissance de 5,6 % en 2023 et de 5,9 % en 2024, après une première reprise post-pandémique de 8,2 % en 2021. Les perspectives de croissance de la région se sont affaiblies en raison du resserrement des conditions financières, avec une marge de manœuvre budgétaire limitée et un épuisement des réserves qui contribuent à d'importants risques à la baisse dans la plupart des pays. Les taux de pauvreté sont censés regagner le terrain perdu parallèlement à la croissance économique : le nombre de personnes disposant de moins de 3,20 dollars par jour pour vivre dans la région devrait s'établir à 754 millions en 2023 selon les prévisions, soit moins qu'en 2019.

L'Asie du Sud est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique et des catastrophes naturelles. Plus de la moitié de la population de la région, soit 750 millions de personnes, a été touchée par des catastrophes liées au climat au cours des deux dernières décennies. Les fortes inégalités accentuent ces effets, car les populations pauvres, vulnérables et marginalisées paient le prix fort face à ces catastrophes et sont moins à même de se relever.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 23, la Banque a approuvé 10,1 milliards de dollars de prêts à la région pour 37 opérations, dont 4,3 milliards de dollars d'engagements de la BIRD et 5,8 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. Nous avons également financé 61 services de conseil et d'analyse pour huit pays. Des avis techniques ont ainsi été fournis sur des questions telles que la gestion de la dette, la gouvernance, la création d'emplois, la protection sociale, la pollution atmosphérique et la résilience climatique.

En Asie du Sud, nous mettons l'accent sur la résilience du capital humain pour minimiser les effets dévastateurs des crises, la résilience face aux effets du changement climatique et des catastrophes naturelles, et la résilience de l'économie, des marchés et de la société pour assurer un développement inclusif et durable.

Protéger les populations au lendemain d'une crise

Pour aider le Pakistan à faire face aux inondations qui ont dévasté le pays, la Banque a fourni près de 1,7 milliard de dollars au titre de cinq projets dans la province de Sindh, la plus gravement touchée, qui permettront de construire des logements résistants, de rétablir la production agricole, de fournir des services de santé pour les mères et les enfants, et de renforcer la protection sociale ainsi que les capacités d'intervention des administrations locales en cas de catastrophe. En Afghanistan, nous avons continué à soutenir les services de base et les moyens de subsistance dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation, avec plus de 1 milliard de dollars d'aide hors budget acheminée par l'intermédiaire d'institutions des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales internationales.

En réponse à la crise économique et financière sans précédent au Sri Lanka, nous avons agi rapidement pour protéger la population, notamment les pauvres et les vulnérables, contre les pires effets de la crise. Nous avons réaffecté 325 millions de dollars pour financer des transferts monétaires d'urgence, des médicaments, des programmes de repas scolaires, des bourses pour frais de scolarité, des engrais pour les petits exploitants agricoles et du gaz de cuisine. En décembre 2022, la Banque a approuvé la demande de rétablissement du Sri Lanka dans la catégorie des pays IDA (« reclassement vers le bas ») pour lui donner accès aux financements concessionnels de l'Association afin de stabiliser son économie. Nous avons également élaboré un nouveau cadre de partenariat-pays pour la période 2024–2027, ainsi que deux opérations d'un montant total de 700 millions de dollars pour faire avancer des réformes économiques essentielles et améliorer la protection sociale.

Investir dans la résilience du capital humain

En Asie du Sud, la pandémie de COVID-19 a entraîné un effondrement du capital humain pour des millions d'enfants et de jeunes. Les élèves d'aujourd'hui pourraient perdre plus de 14 % de

TABLEAU 14 ASIE DU SUD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 21–23

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 21	EX. 22	EX. 23	EX. 21	EX. 22	EX. 23
BIRD	3 746	4 781	4 321	3 665	3 129	3 290
IDA	7 127	4 217	5 770	5 744	4 202	4 646

Portefeuille d'opérations en cours d'exécution au 30 juin 2023 : 57,8 milliards de dollars.

leurs revenus futurs ; les enfants nés aujourd'hui pourraient voir leurs revenus diminuer de 25 % lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Le taux de pauvreté des apprentissages — qui mesure la proportion d'enfants incapables de lire et de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans — est passé de 60 % à 78 % pendant la pandémie. Nous appuyons les politiques d'éducation qui garantissent l'apprentissage pour tous, renforcent les compétences pour répondre aux besoins futurs et améliorent l'accès aux marchés du travail. Aux Maldives, un projet de 9 millions de dollars contribue à améliorer la qualité de l'enseignement secondaire. Au Népal, un projet de 120 millions de dollars aide à mettre en place un système de mentorat des enseignants et à faire en sorte que toutes les matières soient enseignées à l'école.

Nous renforçons également les systèmes de santé, élargissons l'accès aux soins primaires et mettons en place des systèmes de protection sociale ciblés et adaptés aux besoins. Dans l'État indien du Gujarat, nous fournissons 350 millions de dollars pour améliorer les soins de santé publique, en accordant une attention particulière aux filles. Dans l'État indien d'Odisha, qui est frappé par une catastrophe naturelle tous les 15 mois environ, un projet de 100 millions de dollars permettra d'améliorer la couverture sociale des ménages pauvres et vulnérables grâce à un programme de transferts monétaires électroniques.

Renforcer la résilience de l'économie

Pour aider les pays à renforcer leur résilience économique, nous promovons les solutions proposées par le secteur privé, une plus grande transparence de la dette et des investissements, un meilleur accès au crédit et aux marchés pour les PME et la transformation numérique. Dans le cadre de nos travaux de recherche, nous examinons les facteurs qui contribuent à une forte inégalité des chances et la manière dont les pays peuvent améliorer l'inclusion.

Dans l'État indien du Punjab, nous avons engagé 150 millions de dollars pour aider les autorités à mieux gérer les ressources financières et à améliorer l'accès aux services publics en tirant parti des technologies numériques et en veillant davantage au respect du principe de responsabilité dans la passation des marchés publics. Aux Maldives, un projet de 15 millions de dollars renforce la participation privée dans les entreprises publiques, ainsi que leur stabilité financière, et améliore la compétitivité des PME. Au Népal, nous avons fourni 100 millions de dollars pour promouvoir l'utilisation durable et productive du capital naturel, renforcer la résilience au changement climatique et promouvoir l'investissement privé dans une économie plus verte ainsi que dans la création d'emplois et de moyens de subsistance.

Renforcer la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles

L'Asie du Sud connaît une intensification des vagues de chaleur, des cyclones, des sécheresses et des inondations. L'évolution du climat pourrait entraîner une forte dégradation des conditions de vie pour près de 800 millions de personnes.

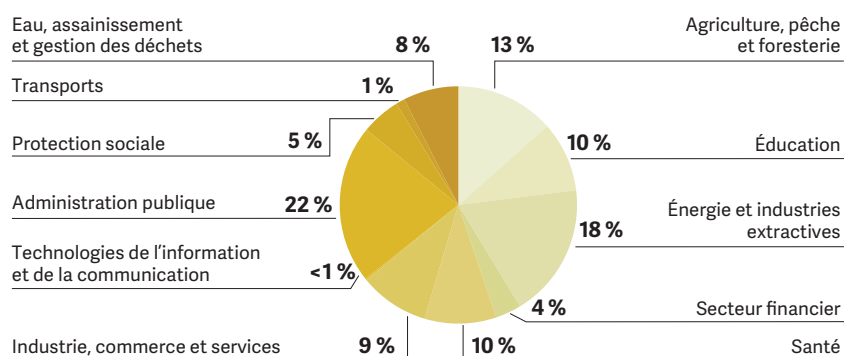
Au cours de l'exercice 23, nous avons publié des rapports nationaux sur le climat et le développement pour le Bangladesh, le Népal et le Pakistan. Ces rapports soulignent l'urgence nécessaire de renforcer la résilience de l'agriculture, des routes, des barrages hydroélectriques et des zones côtières de la région, ainsi que des villes en croissance rapide où l'on observe une prolifération des établissements informels particulièrement exposés aux risques.

En Inde, nous avons fourni 1,5 milliard de dollars pour promouvoir les énergies renouvelables, développer l'hydrogène vert et stimuler le financement de l'action climatique en faveur des investissements dans les sources d'énergie propre. Dans la province pakistanaise du Punjab, qui assure 73 % de la production alimentaire du pays, un projet de 200 millions de dollars vise à promouvoir des technologies et des pratiques climato-intelligentes pour utiliser plus efficacement les ressources en eau, renforcer la résistance aux conditions météorologiques extrêmes et accroître les revenus des petits exploitants agricoles. Au Bangladesh, nous avons

FIGURE 7 ASIE DU SUD

OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BIRD ET DE L'IDA PAR SECTEUR – EXERCICE 23

PART DU TOTAL DE 10,1 MILLIARDS DE DOLLARS



fourni 250 millions de dollars pour promouvoir les investissements verts dans le secteur des fours à briques, la gestion des déchets municipaux, l'installation de fourneaux propres dans les foyers et de panneaux solaires sur les toits, afin de réduire la pollution atmosphérique et d'améliorer la qualité de l'environnement.

Promouvoir l'intégration et la coopération régionales

Nous encourageons la coopération régionale pour améliorer la connectivité économique et numérique, la résilience climatique et le capital humain. Notre rapport *Striving for Clean Air* démontre, preuves à l'appui, que les approches régionales de la gestion de la qualité de l'air sont plus efficaces, plus rentables et permettent des résultats plus rapides. Notre partenariat avec le Royaume-Uni, dans le cadre d'un fonds fiduciaire de 63 millions de dollars, contribue à accélérer l'action climatique par l'intermédiaire du programme *Resilient Asia*.

Nous appuyons l'évolution vers les énergies propres et encourageons le commerce de l'énergie entre le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde et le Népal. Nos travaux visant à remettre en état les routes pour accroître leur résilience face aux aléas climatiques et à moderniser les infrastructures des ports terrestres améliorent les échanges commerciaux et la connectivité des transports dans ces quatre pays. Dans le sud-ouest de l'océan Indien, nous renforçons la gestion des pêches ; les Maldives montrent la voie en matière de pêche durable et partagent les enseignements tirés de leur expérience. Nous poursuivons notre engagement dans le cadre de forums régionaux d'action collective, notamment *WePower*, un réseau de femmes professionnelles dans le secteur de l'énergie, et le *South Asia HydroMet Forum*, une plateforme visant à améliorer les services météorologiques et climatologiques.

TABLEAU 15 ASIE DU SUD
LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2011	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	1 407	1 685	1 919	
Croissance démographique (% annuel)	2	1,5	0,9	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	440	1 260	2 278	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,1	3,6	5,5	
Population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre (millions)	582	360	161	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	63,9	69	69,4	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	65,5	65,9	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 073	1 987	2 518	
Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 2,15 dollars par jour pour vivre, PPA 2017)	39,8	21,4	8,6	
Service de la dette en proportion des exportations de biens et des services et du revenu primaire	17	7	9	
Taux d'activité des femmes par rapport aux hommes (%) (estimation modélisée de l'OIT)	35	35	34	
Emploi vulnérable, total (% de l'emploi total) (estimation modélisée de l'OIT)	79	76	69	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	93	60	37	
Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	69	87	92	
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	0	9	43	
Accès à l'électricité (% de la population)	58	78	99	
Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	49	38	38	
Accès à des services d'eau potable au moins de base (% de la population)	82	87	91	
Accès à des services d'assainissement au moins de base (% de la population)	18	46	69	

Note : OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2019 et 2022 ; consulter le site <https://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/sar.



Pleins feux

Maldives : le soleil au service d'un avenir résilient

Comme d'autres petits États insulaires en développement, les Maldives ont une économie peu diversifiée qui les rend particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs, notamment à la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le pays dépense plus de 10 % de son PIB chaque année pour importer du diesel afin de répondre à ses besoins énergétiques. En 2020, son PIB s'est contracté de 34 %, la pandémie ayant paralysé le tourisme, principal moteur de la croissance économique. En 2022, les Maldives ont été touchées par la flambée des cours mondiaux des produits de base, qui a poussé à la hausse les prix intérieurs et mis à rude épreuve la situation budgétaire de l'État ainsi que la balance des paiements. Le pays est également extrêmement vulnérable à l'élévation du niveau de la mer et aux phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par le changement climatique. Une grande partie du pays se situe tout juste un mètre au-dessus du niveau de la mer, et selon les projections actuelles, il pourrait être entièrement submergé par la montée des eaux d'ici à la fin du siècle.

La nation insulaire renforce sa résilience en augmentant sa capacité de production d'énergie renouvelable, en investissant dans des infrastructures vertes, en restaurant les mangroves pour se protéger des inondations côtières et en renforçant les systèmes d'alerte précoce. Le pays s'est également engagé à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2030. Mais compte tenu des capacités d'emprunt très limitées de l'État, le secteur privé doit jouer un rôle essentiel pour combler le déficit de financement. Avec un peu plus de 12 millions de dollars de financements concessionnels de la Banque mondiale, les projets « Accélération des investissements privés durables dans les énergies renouvelables » et « Accélération de l'intégration des énergies renouvelables et de l'énergie durable » permettront d'installer un total de 53,5 mégawatts de panneaux solaires sur les îles et en haute mer, de construire 40 MWh de dispositifs de stockage de batteries pour le pays et de moderniser le réseau électrique pour utiliser des sources d'énergie plus propres.

Ce financement de la Banque a permis de mobiliser 140 millions de dollars supplémentaires — soit environ 12 fois le montant du financement pour chaque dollar dépensé — y compris auprès du secteur privé. Les garanties du Groupe de la Banque contribueront à atténuer les risques qui empêchaient les investisseurs de placer leur argent dans une petite île à l'économie volatile. En apaisant les craintes des investisseurs et en attirant davantage d'investissements privés, cette approche a rendu les projets d'énergie renouvelable plus viables financièrement pour les Maldives.

Le premier projet solaire aux Maldives, mené dans le cadre du projet *ASPIRE*, n'avait attiré que quatre investisseurs en 2014 ; grâce au mécanisme d'atténuation des risques mis en place, un nombre record de 63 offres a été reçu en 2022. L'augmentation des investissements privés a également fait baisser les coûts : le prix d'achat de l'électricité, c'est-à-dire le prix d'achat par unité d'électricité convenu entre une compagnie d'électricité et une centrale solaire, a diminué au cours de cette période, passant de 21 cents par unité d'électricité à moins de 9,8 cents, ce qui est nettement inférieur au prix actuel de l'énergie fossile importée. En parvenant à attirer des investisseurs privés, les Maldives ont pu développer les énergies renouvelables, réduire les coûts d'importation et produire une énergie propre, abordable et fiable.



Œuvrer à la réalisation des objectifs de développement

La Banque mondiale fournit des financements, des données, des connaissances, des conseils sur les actions à mener par les pouvoirs publics et de l'assistance technique aux pays pour les aider à atteindre leurs objectifs de développement et à relever les défis planétaires. Notre expérience sur le terrain recoupe à la fois les pays, les régions et les secteurs, tandis que nos données et nos travaux de recherche éclairent l'élaboration des politiques et les opérations. Ce travail est renforcé par la mobilisation d'un large éventail de partenaires pour atteindre des objectifs communs.

Corriger le tir pour accélérer la réduction de la pauvreté

Dans le contexte d'une crise du développement provoquée par des chocs mondiaux successifs, la Banque s'attèle en priorité à évaluer les effets de ces phénomènes sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Publié en octobre dernier, notre Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir a constaté que la pandémie de COVID-19 avait causé le plus grand revers pour la réduction de la pauvreté dans le monde depuis des décennies, portant le taux mondial d'extrême pauvreté à un niveau estimé à 9,3 % en 2020, contre 8,4 % en 2019. Selon les estimations, la pandémie a fait basculer environ 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020. Il s'agit de la plus forte augmentation jamais enregistrée en un an depuis que la pauvreté a commencé à faire l'objet d'un suivi dans le monde en 1990. Quelque 719 millions de personnes vivaient de moins de 2,15 dollars par jour avant la fin de 2020. Dans les années à venir, plusieurs tendances à long terme rendront la lutte contre la pauvreté plus difficile. Parallèlement à la pandémie, le chemin vers une croissance équitable est devenu plus difficile en raison du poids croissant de la dette, de l'inflation et de l'augmentation des coûts de financement. Les effets du changement climatique sur la croissance deviennent de plus en plus visibles, en particulier pour les pays les plus pauvres.

Au cœur de l'appui que nous apportons aux pays se trouve notre volonté de contribuer à une croissance économique inclusive qui leur permette de sortir de la pauvreté. Il s'agit notamment de mesurer, de suivre et d'analyser les données afin d'aider les décideurs à mieux comprendre les aspects économiques qui sous-tendent la pauvreté et l'inégalité. Il s'agit également d'intégrer la réduction de la pauvreté et la croissance équitable dans le discours sur le développement, de partager l'analyse des politiques de développement qui ciblent la pauvreté et de renforcer les liens importants entre l'action climatique et l'équité.

Un axe essentiel de notre action demeure la mobilisation des partenaires mondiaux autour des questions clés du développement. Nous avons partagé des idées sur les politiques budgétaires envisageables, susceptibles d'aider les personnes les plus vulnérables dans les pays en développement, en mettant l'accent sur les taxes, les transferts et les subventions. Nous avons également facilité les discussions et échangé des connaissances sur le suivi rapide de la pauvreté et du bien-être en temps de crise, sur une cartographie plus ciblée de la pauvreté, sur le rôle des normes sociales dans l'orientation du développement économique et sur la nécessité de repenser les réformes des entreprises publiques.

Nos principales analyses comprenaient les toutes dernières Notes de synthèse sur la pauvreté et l'équité et les Évaluations de la pauvreté dans les pays, ainsi que des outils et des méthodes permettant d'évaluer les effets des risques climatiques sur la pauvreté et l'équité, que l'on peut trouver dans nos nouveaux Rapports nationaux sur le climat et le développement.

Placer le climat au cœur du développement

La protection contre le changement climatique est essentielle au développement et à la lutte contre la pauvreté. Au cours de l'exercice 23, le montant total de nos financements en faveur de l'action climatique a atteint le niveau record de 29,4 milliards de dollars, soit 40 % du total des financements de la BIRD et de l'IDA. À l'avenir, nous ne nous contenterons pas de mettre l'accent sur les sommes que nous investissons dans la lutte contre le changement climatique. Nous avons également l'intention de présenter un récit plus englobant, qui rende compte des retombées de nos investissements. Nous savons que nos projets permettent de réduire les émissions, d'assainir l'air et d'améliorer la qualité de l'eau et la santé des personnes. Mais dans quelle mesure ce financement de l'action climatique apporte-t-il une réelle différence ? Comment contribue-t-il à des modèles de développement qui permettent au monde d'atteindre la neutralité carbone et de protéger les populations contre les effets du changement climatique ?

Afin d'aborder conjointement le changement climatique et le développement, nous identifions des stratégies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays, tout en soutenant le développement durable par le biais d'un nouveau diagnostic de base, à savoir les Rapports nationaux sur le climat et le développement. Couvrant plus de 20 pays, la première série de ces rapports montre que le changement climatique constitue une menace majeure pour les objectifs de développement à long terme. Elle montre également que les pays peuvent engranger de la croissance, tout en réduisant leurs émissions, s'ils opèrent des changements majeurs. Le financement de la transition s'élève en moyenne à 1,4 % du PIB, un montant gérable avec une participation appropriée du secteur privé. Mais dans les pays à faible revenu, les besoins de financement peuvent dépasser 5 %, ce qui nécessitera un soutien accru, y compris davantage de ressources concessionnelles, de la part des pays à revenu élevé. En Afrique du Sud, le Rapport national sur le climat et le développement s'est penché sur la transition énergétique. La Banque fournit 497 millions de dollars pour contribuer au démantèlement de la centrale à charbon de Komati, la première des 12 centrales du pays qui seront mises hors service d'ici à 2030. Ce projet permettra la reconversion de la centrale de Komati et la création de nouvelles possibilités pour les travailleurs et les communautés concernés.

Le Groupe de la Banque s'est également engagé à aligner ses nouvelles opérations de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris, une mesure importante visant à contenir le réchauffement de la planète bien en dessous de 2 degrés — et de préférence 1,5 degré — Celsius, tout en assurant un développement durable et en mettant fin à la pauvreté. À partir du 1^{er} juillet 2023, toutes les nouvelles opérations de financement de la Banque mondiale seront conformes à cet engagement. Comme convenu dans notre Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025, nous contrôlerons chaque opération de la Banque à l'aide de méthodologies détaillées conformes à la stratégie d'alignement des banques multilatérales de développement sur l'Accord de Paris.

La Banque mondiale héberge le secrétariat de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique. Composée de 86 ministères des Finances et de 26 partenaires institutionnels, la Coalition a siégé lors des Réunions de printemps 2023 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI pour veiller à ce que le changement climatique et une transition socialement juste soient en tête du programme d'action économique, mais aussi pour discuter des difficultés respectives des membres de la Coalition et échanger les meilleures politiques poursuivies. La Coalition a également lancé un nouveau guide pour aider les ministères des Finances à prendre en compte systématiquement l'action climatique. Les décideurs ont également abordé la question du « financement de la transition », qui porte sur la décarbonation des secteurs et des activités les plus polluants. Ils ont par ailleurs élargi les programmes visant à renforcer les capacités et à mettre en œuvre de nouvelles politiques et de nouveaux processus environnementaux. La Coalition sera désormais conduite par l'Indonésie et les Pays-Bas.

S'attaquer à la crise de la dette dans les pays en développement

La crise de la dette dans les pays en développement s'est aggravée au cours de l'exercice écoulé. Les données les plus récentes montrent que la dette publique des pays en développement a doublé durant la dernière décennie. Les hausses de taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance ont rendu plus difficile pour les pays le remboursement de ce surcroît de dette. Environ 60 % des pays à faible revenu sont soit en situation de surendettement, soit à risque élevé de l'être.

La Banque mondiale a renforcé son appui aux pays confrontés au surendettement, en les aidant à améliorer la gestion et la transparence de la dette, tout en renforçant leur situation budgétaire grâce à une meilleure discipline fiscale, des dépenses publiques plus efficaces et une meilleure mobilisation des ressources intérieures. Nous jouons également un rôle unique

International Debt Report, le rapport sur la dette internationale, anciennement appelé *International Debt Statistics*, est une publication annuelle de la Banque mondiale qui présente des statistiques et des analyses sur la dette extérieure des 121 pays en développement participant au Système de notification de la dette de la Banque mondiale. Le rapport, qui en est à sa 49^e année d'existence, appuie les décideurs et les analystes en surveillant les tendances de la dette extérieure. Il fournit un tableau complet des emprunts extérieurs et des sources de prêt par type de débiteur et de créancier.

Le rapport de 2022 met en évidence les risques croissants liés à la dette pour tous les pays en développement, soulignant l'impérieuse nécessité de renforcer la transparence de la dette et de fournir des informations plus complètes sur celle-ci, afin que les pays puissent gérer les risques liés à la dette et utiliser efficacement les ressources pour le développement durable. La dette extérieure totale des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire a plus que doublé depuis 2011, atteignant 9 000 milliards de dollars à la fin de 2021. Environ 60 % des pays les plus pauvres du monde présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà en situation de surendettement. La part de la dette extérieure due à des créanciers privés et à des créanciers publics ne faisant pas partie du Club de Paris a également fortement augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui rend encore plus difficile la facilitation de la restructuration.

L'édition de cette année s'enrichit d'une analyse approfondie et élargit à la fois l'ampleur et la spécificité des données. La base de données des Statistiques de la dette internationale comprend le service de la dette effectivement reporté en 2021 par chaque créancier bilatéral et les paiements mensuels projetés du service de la dette dus à tous les créanciers bilatéraux pour l'année civile 2022. Au cours des cinq dernières années, la base de données a identifié et ajouté 631 milliards de dollars d'engagements de prêts non déclarés précédemment ; 44 milliards de dollars supplémentaires ont été identifiés en 2021.



et essentiel dans le système financier international, en permettant une réduction implicite de la dette grâce à d'importants dons non remboursables octroyés aux pays qui présentent les plus grandes vulnérabilités en matière de dette, ainsi qu'à des financements concessionnels qui apportent des flux extérieurs importants et peu coûteux aux pays qui en ont le plus besoin.

Nous aidons la communauté internationale à sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les créanciers et qui ralentit les restructurations de la dette souveraine, lesquelles doivent être menées à bien rapidement pour éviter la perte des acquis du développement. Aux côtés du FMI et de la présidence indienne du G20, nous avons organisé la Table ronde mondiale sur la dette souveraine afin de recenser et de résoudre les problèmes techniques récurrents liés à la restructuration de la dette. Pour la première fois, cette Table ronde a réuni les pays débiteurs avec un groupe varié de créanciers — y compris des créanciers multilatéraux, bilatéraux publics et commerciaux — afin d'examiner les moyens d'améliorer l'architecture de la dette souveraine.

Réalisées en partenariat avec le FMI, nos analyses de la viabilité de la dette des pays à faible revenu sont des biens publics mondiaux essentiels. Nous aidons également les pays en développement à mieux gérer leur dette grâce à des projets spécifiques financés par le Mécanisme de gestion de la dette et les fonds fiduciaires pour la gestion des risques liés à la dette publique — une étape essentielle dans la promotion de la transparence et d'autres pratiques saines qui peuvent aider à prévenir de futures crises de la dette.

Ériger des systèmes de santé plus résilients pour la couverture sanitaire universelle et la sécurité sanitaire

Nous aidons les pays en développement à mettre en place des systèmes de santé plus résilients, à mieux prévenir les pandémies, à mieux s'y préparer et à mieux y répondre, et à renforcer la santé publique. Notre portefeuille de près de 34 milliards de dollars dans le domaine de la santé mondiale comprend plus de 200 projets qui améliorent les résultats et la sécurité sanitaires, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables, en renforçant les soins primaires et la santé publique. La Banque mondiale est la principale source de financement de la riposte sanitaire mondiale à la COVID-19, avec 14,2 milliards de dollars engagés dans plus de 100 pays, dont plus de 30 pays en situation de fragilité, de conflit et de violence. La pandémie de COVID-19 a montré que les pays ont besoin de systèmes de santé plus solides et



plus résilients, capables de mieux prévenir les chocs futurs, de mieux s'y préparer et de mieux y répondre, tout en continuant de fournir les services de santé essentiels. Notre rapport intitulé *Change Cannot Wait* présente la manière dont les pays peuvent améliorer leurs résultats sanitaires en anticipant des dynamiques telles que le vieillissement, le retard de croissance, les maladies non transmissibles, les inégalités et les maladies liées au climat, et en s'y adaptant. Nous travaillons avec les pays pour détecter les risques sanitaires liés au climat, notamment l'insécurité alimentaire et les mauvaises habitudes alimentaires, qui touchent particulièrement les personnes vulnérables, et pour déterminer les moyens efficaces de les combattre. Nous contribuons également à lutter contre le double fardeau de l'obésité et du retard de croissance, une action essentielle pour améliorer le capital humain.

Nous nous attaquons aux risques futurs de pandémie suivant une approche globale qui inclut la connaissance, les partenariats et le financement. Dans le document intitulé *Preventing, Preparing for, and Responding to Disease Outbreaks and Pandemics*, nous présentons un programme d'action ambitieux pour le Groupe de la Banque visant à améliorer la préparation et la riposte aux pandémies aux niveaux national, régional et mondial dans le cadre d'une approche plus large ayant pour objectif de renforcer les systèmes de santé. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, nous aidons à améliorer la coopération régionale en matière de santé publique, moderniser les laboratoires vétérinaires et prévenir la résistance aux antimicrobiens. En Afrique de l'Est, nous avons soutenu un réseau de laboratoires qui a renforcé les capacités régionales pour détecter des épidémies et mettre en place des réponses rapides. L'IDA renforcera également son appui aux pays à faible revenu afin qu'ils soient mieux préparés aux crises futures, y compris les pandémies. En septembre 2022, nous avons contribué à la création du nouveau Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, qui est hébergé par la Banque mondiale et dirigé par un conseil composé de représentants de gouvernements, de fondations et d'organisations de la société civile. Le Fonds fournit un flux dédié de financements catalytiques à long terme, visant à renforcer la préparation et la riposte aux pandémies dans les pays en développement et à fournir un appui technique. Le Fonds a lancé son premier appel à propositions en mars 2023.

Le Programme de préparation et de riposte aux urgences sanitaires fournit des ressources supplémentaires pour faire face à la COVID-19 et à d'autres crises sanitaires et aider les pays à mieux se préparer à de futures situations d'urgence sanitaire. Il offre un financement rapide aux pays dont les besoins sont les plus importants et dont certains n'ont pas accès aux financements traditionnels de la Banque. D'avril 2020, date de son lancement, à juin 2023, le Programme a alloué 126 millions de dollars provenant de fonds fiduciaires pour soutenir des initiatives nationales et régionales.

En raison des chocs économiques mondiaux, la capacité de dépense des États devrait diminuer ou stagner dans de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Pour nombre d'entre eux, l'augmentation des paiements d'intérêts sur la dette publique menace davantage leur capacité à investir dans la santé. Une version

actualisée du rapport *From Double Shock to Double Recovery* prévoit que ces tendances limiteront la capacité des pays à renforcer leur préparation aux pandémies, restreindront les progrès vers la couverture sanitaire universelle et entraîneront des inégalités croissantes entre les pays. Nous aidons les pays à prendre des mesures concertées en redéfinissant leurs priorités en matière de santé, en augmentant l'efficacité des dépenses publiques et en examinant les possibilités de mobilisation des ressources — telles que les taxes sanitaires sur le tabac, l'alcool ou les boissons sucrées — afin d'améliorer les résultats sanitaires et d'augmenter les recettes.

Hébergé par la Banque, le Mécanisme de financement mondial est un partenariat piloté par les pays qui promeut la santé et les droits des femmes, des enfants et des adolescents. Il relie les dons aux prêts de la Banque, de même qu'il débloque et aligne davantage de ressources afin que les investissements permettent d'en faire plus pour les femmes, les enfants et les adolescents des communautés les plus difficiles à atteindre. Entre les exercices 15 et 22, les prêts de l'IDA en faveur de la santé des femmes, des enfants et des adolescents ont augmenté de 12 %, se traduisant par un financement supplémentaire de 1,7 milliard de dollars pour les pays partenaires du Mécanisme de financement mondial, spécifiquement axés sur les femmes, les enfants et les adolescents. Depuis 2015, le Mécanisme de financement mondial et la Banque ont contribué à faire bénéficier plus de 96 millions de femmes enceintes de visites de soins prénatals, et à fournir à plus de 103 millions de femmes des soins d'accouchement sans risque, à 111 millions de nouveau-nés un allaitement précoce et à plus de 500 millions de personnes un accès à des moyens de contraception modernes, permettant ainsi d'éviter plus de 187 millions de grossesses non désirées. Au Kenya, 46 % de femmes en plus ont accouché dans des établissements dotés d'un personnel qualifié entre 2014 et 2021 ; le Viet Nam et l'Ouganda ont formé davantage d'agents de santé de première ligne ; et le Guatemala a accru les transferts monétaires pour la nutrition. Le Mécanisme aide également les pays à réformer leur financement afin d'augmenter les budgets de santé et de mieux aligner les ressources des partenaires. C'est notamment le cas en Côte d'Ivoire, où l'État a étendu la couverture de l'assurance à 89 % de la population, en particulier dans les populations les plus pauvres, ce qui a permis à 36 % de femmes enceintes en plus d'accéder aux soins prénatals entre 2020 et 2021.

Soutenir les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence

D'ici à 2030, jusqu'à deux tiers des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivront dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Selon le HCR, on dénombre actuellement plus de 108 millions de personnes déplacées de force dans le monde. L'insécurité alimentaire grave qui affectera probablement plus de 240 millions de personnes jusqu'en 2027 est deux fois plus répandue dans les pays FCV. Les sources de déstabilisation, telles que les coups d'État, les transitions politiques irrégulières et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, menacent encore plus les efforts déployés pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à relever ces défis en s'appuyant sur sa stratégie relative aux situations de FCV. Cette stratégie souligne notre engagement à contribuer à la prévention des conflits, à rester mobilisés pendant les conflits et les crises, à soutenir la sortie des pays des situations de FCV et à en atténuer les retombées, telles que les déplacements forcés. Nos évaluations des risques et de la résilience recensent les facteurs de FCV et les sources de résilience afin d'éclairer notre collaboration avec les pays. Au Mozambique, une évaluation de ce type a conduit à un dialogue constructif et à des changements de portefeuille pour aider l'État à faire face à une insurrection dans le nord du pays ainsi qu'à des problèmes résiduels liés à la guerre civile. Depuis le lancement de la stratégie relative aux situations de FCV en 2020, nous avons réalisé 32 évaluations, dont des évaluations régionales pour l'Asie centrale, le lac Tchad et la Corne de l'Afrique, ainsi qu'une évaluation infranationale au Soudan du Sud.

Les financements du Groupe de la Banque en faveur des pays en situation de FCV n'ont jamais été aussi élevés. La part du portefeuille de la BIRD dans les pays en situation de FCV a presque doublé entre les exercices 16 et 21¹. Pour les pays les plus pauvres, les financements annuels moyens de l'IDA destinés aux pays fragiles et touchés par des conflits ont plus que quintuplé depuis IDA-16, atteignant 39 % du total des ressources de l'IDA, plus de la moitié des dons étant destinés à des pays en situation de FCV durant l'exercice 21. La reconstitution des ressources d'IDA-20 continuera d'allouer une part importante de ressources aux pays fragiles

¹ Les estimations de la BIRD se basent sur la liste des pays en situation de fragilité et de conflit dressée à chaque exercice.

et touchés par des conflits entre juillet 2022 et juin 2025. Ce niveau d'appui record souligne l'importance de traiter les risques et les doléances de manière proactive, de soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil, de renforcer les fonctions gouvernementales essentielles et de s'attaquer aux facteurs transfrontaliers de ces défis. La préparation aux crises est une nouvelle question transversale dans le cadre d'IDA-20, car les pays les plus pauvres en situation de FCV connaissent souvent des crises complexes. IFC et la MIGA s'appuient également sur le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour soutenir les investissements et offrir des garanties dans les pays les plus pauvres et dans les pays en situation de FCV.

L'appui de l'IDA comprend l'enveloppe FCV (un complément aux allocations ordinaires de l'IDA), ainsi que des plateformes et des instruments pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil, répondre aux crises (y compris pour la sécurité alimentaire) et promouvoir les approches régionales. Environ 8,8 milliards de dollars ont été réservés à l'enveloppe FCV dans le cadre d'IDA-20, soit une augmentation de 17 % par rapport à IDA-19. Pour l'exercice 23, ce montant comprend 1,2 milliard de dollars pour aider les pouvoirs publics à prévenir l'escalade des conflits. Il comprend également 305 millions de dollars pour aider trois pays à sortir de leur situation de fragilité, et 141 millions de dollars pour continuer à se mobiliser face à des conflits de haute intensité dans deux pays. Davantage de pays peuvent désormais accéder à cet appui. Une enveloppe supplémentaire de 2,4 milliards de dollars a été réservée pour le Guichet d'aide aux communautés d'accueil et aux réfugiés dans le cadre d'IDA-20, dont 920 millions de dollars engagés durant l'exercice 23.



Le **Rapport sur le développement dans le monde 2023 : migrants, réfugiés et sociétés** propose une analyse exhaustive des migrations internationales et de leur capacité à contribuer à la réduction de la pauvreté et à la prospérité partagée dans tous les pays. Il met l'accent sur les 184 millions de personnes dans le monde qui ne possèdent pas la citoyenneté du pays dans lequel elles vivent, et dont 37 millions sont des réfugiés. L'avenir des migrations sera probablement déterminé par une évolution démographique rapide. Dans les pays à revenu intermédiaire comme dans les pays à revenu élevé, la population connaît un vieillissement rapide ; dans les premiers, le vieillissement précède l'enrichissement. Dans les pays à faible revenu, la population est en plein essor, mais de nombreux jeunes ne possèdent pas les compétences requises pour le marché mondial du travail. Ces tendances déclencheront une concurrence internationale dans la recherche de travailleurs et rendront les migrations de plus en plus nécessaires pour les pays à tous les niveaux de revenu.

Le rapport présente un cadre permettant d'orienter l'élaboration des politiques en fonction de l'adéquation entre les compétences des migrants et les besoins des pays de destination, ainsi que des motifs de leur déplacement et des obligations correspondantes en vertu du droit international. Dans ce cadre, les pays d'origine devraient faire de la migration de la main-d'œuvre un élément explicite de leur stratégie de développement en élaborant des politiques visant à réduire les coûts des transferts de fonds, à faciliter le transfert de connaissances de leur diaspora, à développer des compétences très demandées au niveau mondial, à atténuer les effets négatifs de la « fuite des cerveaux », à protéger leurs ressortissants pendant leur séjour à l'étranger et à les aider à leur retour. Les pays de destination devraient gérer les migrations de manière plus stratégique afin de combler leurs besoins en main-d'œuvre. Ils devraient offrir une protection internationale durable aux réfugiés en leur permettant de se déplacer, de trouver un emploi et d'accéder aux services nationaux lorsque ceux-ci sont disponibles. Ils devraient également réduire la nécessité des migrations de détresse et à haut risque, tout en traitant les migrants avec dignité.

La coopération internationale est essentielle pour faire de la migration une force puissante au service du développement, y compris la coopération bilatérale pour renforcer la compatibilité entre les migrations et les efforts multilatéraux de partage des coûts de l'accueil des réfugiés et s'attaquer au problème des migrations de détresse. De nouveaux instruments financiers peuvent aider les pays à prendre en charge les non-citoyens de manière prévisible. Les voix sous-représentées doivent également être entendues, notamment celles des pays en développement, du secteur privé et d'autres parties prenantes, ainsi que celles des migrants et des réfugiés eux-mêmes.

La coopération internationale est essentielle pour faire de la migration une force puissante au service du développement, y compris la coopération bilatérale pour renforcer la compatibilité entre les migrations et les efforts multilatéraux de partage des coûts de l'accueil des réfugiés et s'attaquer au problème des migrations de détresse. De nouveaux instruments financiers peuvent aider les pays à prendre en charge les non-citoyens de manière prévisible. Les voix sous-représentées doivent également être entendues, notamment celles des pays en développement, du secteur privé et d'autres parties prenantes, ainsi que celles des migrants et des réfugiés eux-mêmes.

Lancé pour la première fois en 2008, le Fonds fiduciaire pour l'édification des États et la consolidation de la paix est aujourd'hui le plus important fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale. Il fournit un financement catalytique pour aider à prévenir les conflits, à répondre rapidement aux crises et à renforcer la résilience à long terme. En 2022, ce fonds avait financé 286 dons dans 66 pays depuis sa création, avec plus de 327 millions de dollars engagés.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a provoqué la crise des réfugiés la plus rapide en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, a aggravé la crise mondiale des déplacements forcés. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel soutient les pays à revenu intermédiaire qui accueillent un grand nombre de réfugiés. Depuis 2016, il a accordé plus de 851 millions de dollars de dons, débloquant environ 6,8 milliards de dollars de financements concessionnels pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et des communautés d'accueil. Il aide la Jordanie et le Liban à faire face aux conséquences de l'accueil de réfugiés syriens, Moldova à soutenir les réfugiés ukrainiens et les communautés d'accueil, et la Colombie, le Costa Rica et l'Équateur à répondre aux besoins des réfugiés et des migrants vénézuéliens, ainsi qu'à ceux des communautés d'accueil. Il soutient également la coordination entre les banques multilatérales de développement, les Nations Unies et les pays participants.

Le Groupe de la Banque travaille avec des organisations de l'action humanitaire, du développement, de consolidation de la paix, de sécurité et du secteur privé afin de tirer parti de la complémentarité de nos mandats et de renforcer notre efficacité sur le terrain. La Banque travaille en partenariat avec des institutions des Nations Unies dans plus de 40 situations de crise, comme au Yémen, ce qui lui permet de rester mobilisée dans les environnements les plus difficiles. Il s'agit notamment du HCR, qui est un partenaire essentiel dans la prise en charge des besoins des personnes déplacées de force, des réfugiés et des communautés d'accueil, en particulier dans les pays bénéficiaires de l'IDA et du Mécanisme mondial de financement concessionnel. En outre, en s'associant à des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge, elle peut mettre en œuvre des projets dans des pays touchés par des conflits et fournir des services essentiels aux personnes vulnérables vivant dans des endroits difficiles, notamment au Myanmar, au Soudan du Sud et au Yémen.

Lutter contre la crise alimentaire mondiale tout en renforçant la résilience à long terme

Les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre l'insécurité alimentaire sont entravés par les conflits, les chocs économiques et les phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par le changement climatique. Le Groupe de la Banque s'efforce de répondre aux besoins de sécurité alimentaire du monde, aujourd'hui et à long terme. Depuis avril 2022, nous avons débloqué 22 milliards de dollars pour régler de la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont 11 milliards de dollars pour soutenir les réponses à court terme et 11 milliards de dollars pour les efforts de résilience à long terme.

À la suite de la crise alimentaire, la Banque mondiale et la présidence du G7 ont créé l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire afin de stimuler une réponse immédiate et coordonnée. En novembre 2022, l'Alliance a lancé le Tableau de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, qui fournit des informations actualisées et une base de données commune aux décideurs. Afin d'atténuer les risques de crises futures, nous collaborons avec des partenaires de développement à l'élaboration de plans de préparation aux crises de sécurité alimentaire dans 26 pays. Nous avons également élaboré des lignes directrices pour appliquer les méthodes d'évaluation de l'alignement du Groupe de la Banque sur l'Accord de Paris dans nos opérations agricoles et alimentaires. Presque tous les rapports nationaux sur le climat et le développement couvrent largement l'agriculture et l'alimentation, en présentant des réformes envisageables et des technologies pour soutenir une agriculture intelligente face au climat. En outre, nous élaborons une feuille de route qui guidera la Banque mondiale et ses partenaires dans la transition du système alimentaire mondial d'un modèle qui génère un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre vers un modèle qui contribue à moins d'émissions et séquestre le carbone dans les plantes et les sols.

Représentant une contribution aux biens publics mondiaux, notre rapport intitulé *Putting Pandemics Behind Us* propose un cadre pour aider les États, les organisations internationales et les bailleurs de fonds à orienter les ressources financières vers la prévention des pandémies. Grâce au Fonds fiduciaire pour les systèmes alimentaires 2030, nous fournissons des ressources pour proposer des analyses, expérimenter des options innovantes et financer des plateformes de réduction des risques, afin de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires en vue de garantir la santé des personnes, de la planète et de l'économie.



Garantir l'accès à une énergie durable pour tous

Les émissions liées à l'énergie représentent plus de 75 % des émissions mondiales. La guerre en Ukraine a entraîné une instabilité des prix et de l'offre d'énergie dans le monde entier, affectant particulièrement les pays les plus pauvres. Cette crise a mis en évidence la nécessité urgente de déployer massivement les énergies renouvelables afin d'atténuer le changement climatique et de garantir la fiabilité et la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Les progrès technologiques ont considérablement réduit le coût des énergies renouvelables, ce qui offre la possibilité d'accroître leur part dans le bouquet énergétique mondial.

La Banque mondiale entend accélérer une transition énergétique équitable et juste. Elle est l'un des principaux pourvoyeurs de financements pour les énergies renouvelables et les projets d'efficacité énergétique dans les pays en développement. Au cours des cinq dernières années, nous avons engagé plus de 7 milliards de dollars dans des projets de production d'énergies renouvelables, investi environ 4,6 milliards de dollars dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et contribué à mobiliser des capitaux privés. Nous avons accru notre appui à la promotion des énergies renouvelables afin d'élargir l'accès à l'énergie, en particulier en Afrique subsaharienne, grâce à des mini-réseaux d'énergies renouvelables, à des systèmes d'énergie solaire hors réseau et à l'électrification solaire durable des établissements de soins de santé et des écoles.

Pourtant, 675 millions de personnes vivent encore sans électricité et environ 2,3 milliards de personnes n'ont pas accès à des dispositifs de cuisson propres. Au cours des cinq dernières années, la Banque a contribué à créer ou à améliorer les raccordements électriques pour environ 77 millions de personnes et engagé 5,7 milliards de dollars dans des programmes d'accès à l'énergie. Au cours de l'exercice 23, la Banque a lancé une plateforme d'accès décentralisé à l'électricité grâce à l'augmentation de la production des énergies renouvelables (*Decentralized Access with Renewable Energy Scale-Up Platform*), qui vise à fournir l'accès à l'énergie à 100 millions de personnes en Afrique. En Tanzanie, nous avons contribué à fournir l'accès à l'électricité à plus de 4,5 millions de personnes et à raccorder plus de 1 600 établissements de soins de santé et près de 6 000 établissements d'enseignement, soit l'un des taux d'expansion de l'accès à l'énergie les plus rapides de l'Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie. Nous avons également lancé une plateforme d'échange de connaissances sur les services publics (*Utility Knowledge Exchange Platform*) en 2022, afin d'aider les pays à améliorer les performances de leurs sociétés d'électricité grâce à des réformes des politiques, des réglementations, des institutions et de la gouvernance. Entre 2018 et 2022, plus de 27 milliards de dollars de financements de la Banque ont soutenu des projets comportant une composante dédiée aux sociétés d'électricité.

Nous travaillons en partenariat avec le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique pour contribuer à l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030. Ce programme œuvre à la vulgarisation des solutions de mini-réseaux solaires afin de fournir aux populations isolées suffisamment d'électricité pour les équipements essentiels, tels que les équipements médicaux dans les hôpitaux ou le matériel de pompage d'eau salubre dans les exploitations agricoles.



Le portefeuille de projets de mini-réseaux de la Banque, qui s'élève à plus de 1,4 milliard de dollars, soutient plus de 3 000 mini-réseaux dans 30 pays afin de fournir de l'électricité à plus de 13 millions de personnes d'ici à 2029. L'hydrogène propre, produit à l'aide d'énergies renouvelables ou de procédés à faibles émissions de gaz, peut contribuer à la décarbonation des secteurs et à la création d'emplois verts. En 2022, la Banque a lancé le Partenariat pour l'hydrogène au service du développement afin de stimuler le financement des investissements dans le domaine de l'hydrogène dans les pays en développement.

Dans un nouveau cadre, baptisé *Scaling Up to Phase Down*, la Banque mondiale présente une vision de la manière dont la communauté internationale peut aider les pays en développement à surmonter les obstacles, qui paralysent la transition du secteur de l'électricité, en catalysant les investissements qui s'imposent d'urgence. Ce cadre définit la transition énergétique en six étapes visant à accélérer le déploiement d'une énergie propre abordable, sûre et fiable, tout en réduisant progressivement la production d'électricité à partir de charbon. Les États ont besoin de financements de l'action climatique peu onéreux et accordés à des conditions favorables pour préparer la transition, renforcer leurs services et leurs réseaux électriques et mettre en place un portefeuille d'investissements dans les énergies propres à un coût abordable.

Nous aidons les pays à gérer les industries extractives de façon à rendre la planète plus vivable, tout en contribuant à la croissance et au développement durables, en protégeant les populations et l'environnement et en réduisant les émissions. Au cours des deux dernières décennies, la Banque mondiale a fourni plus de 3 milliards de dollars pour aider des États à fermer des mines de charbon, et des centrales électriques à charbon, tout en assurant une transition juste qui offre des moyens de subsistance aux travailleurs et aux communautés et protège l'environnement. Nos efforts en faveur d'une transition équitable dans les régions charbonnières constituent l'une des cinq priorités de notre Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025. Pour maintenir le réchauffement climatique bien en deçà de 2 °C, le monde aura besoin de plus de 3 milliards de tonnes de minéraux et de métaux pour déployer l'énergie éolienne, solaire et géothermique, stocker cette énergie et la mettre à la disposition des utilisateurs finaux. Grâce à des projets tels que notre Initiative pour une exploitation minière intelligente face au climat, nous aidons les pays en développement à créer de la croissance et à diversifier leurs économies, à décarboner la production, à apporter une valeur ajoutée locale au-delà de l'exploitation minière, à accroître la compétitivité et les investissements, et à renforcer la durabilité et la résilience face au changement climatique. La Banque travaille également avec les pays et des partenaires pour réduire le torchage du gaz et les émissions de méthane. Aux niveaux actuels, le torchage est à lui seul à l'origine de plus de 350 millions de tonnes d'équivalent CO₂ d'émissions par an, selon les estimations. Le soutien à l'initiative mondiale visant à mettre fin à la pratique systématique du torchage d'ici à 2030, lancée par la Banque mondiale et les Nations Unies en 2015, a été élargi à 35 États et 54 entreprises au cours de l'exercice 23, représentant collectivement près des deux tiers du torchage mondial.

Créer des emplois productifs pour réduire la pauvreté et stimuler la prospérité partagée

Un bon emploi est le moyen le plus sûr de sortir de la pauvreté. Mais la disponibilité limitée d'emplois de qualité reste un problème pressant dans les pays en développement — l'emploi salarié formel ne représentant qu'un tiers des emplois et de nombreuses personnes occupant encore des emplois informels, peu productifs, mal rémunérés et précaires. Ces défis ont été exacerbés par la crise de la COVID-19 et les effets du changement climatique. Les pays doivent donner la priorité à l'amélioration de la qualité des emplois pour un plus grand nombre de personnes et à l'élargissement de l'accès à des emplois durables et de qualité pour les femmes, les jeunes et les migrants. La réalisation des gains potentiels qui seraient issus de la mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre est entravée par la discrimination et des conditions difficiles, tandis que des lacunes majeures persistent dans l'emploi des femmes et des jeunes.

La Banque investit dans l'amélioration de la situation de l'emploi, réalise des diagnostics de l'emploi et soutient le partage de connaissances et la recherche à l'échelle mondiale. En 2023, nous avons financé 510 projets liés à l'emploi pour un montant total d'environ 87 milliards de dollars. Au Kenya, un programme d'autonomisation des jeunes a combiné l'apprentissage en salle de classe avec une expérience en milieu professionnel et des stages, ce qui a permis d'augmenter considérablement le nombre de jeunes occupant un emploi rémunéré.

Avec le soutien du Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'emploi, nous nous servons de projets de prêts à l'investissement à grande échelle pour améliorer la situation de l'emploi. À Madagascar, nous stimulons la création et la qualité des emplois grâce à une série de projets qui ont mobilisé plus de 320 millions de dollars. Nous soutenons également le Programme pour l'emploi des femmes d'IFC, qui fournit aux clients des outils et des ressources pour renforcer l'inclusion des femmes. Le Fonds fiduciaire multidonateurs pour l'emploi soutient également des projets axés sur les défis liés à l'environnement et à l'emploi. Nous aidons le Cambodge à protéger ses ressources naturelles en encourageant l'écotourisme et l'agriculture de conservation des sols. Au Bangladesh, nous contribuons à réduire les rejets polluants et à améliorer la santé et la sécurité des travailleurs en repérant des technologies de remplacement viables et économes en ressources.

Nous hébergeons l'initiative *Solutions for Youth Employment*, un partenariat mondial comprenant une forte participation du secteur privé qui soutient l'emploi des jeunes et met en relation les parties prenantes avec plus de 150 opérations connexes de la Banque. En juin 2023, cette initiative a publié *Travailler sans frontières*, qui constitue la première analyse mondiale de l'économie du travail à la demande en ligne. Ce partenariat collabore également avec l'Organisation internationale du Travail et *Circle Economy* sur les retombées de l'économie circulaire sur l'emploi, et avec l'agence allemande de développement sur les possibilités d'emploi disponibles dans les secteurs créatifs.



Stimuler le commerce et renforcer les bases de la croissance future

Depuis 1990, l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale a joué un rôle essentiel dans la création d'emplois et contribué à sortir plus d'un milliard de personnes de la pauvreté. Le commerce est un puissant moteur qui a permis de soutenir la reprise économique après la pandémie. Les recherches menées par la Banque en novembre 2022 ont montré qu'une demande étrangère soutenue pour les exportations a contribué à compenser les baisses de la demande intérieure et a permis aux pays intégrés dans les chaînes de valeur mondiales, tels que ceux de l'Asie de l'Est, de se redresser jusqu'à deux ans plus tôt que les pays les moins intégrés. Nos analyses portent sur les moyens de faire du commerce une meilleure solution pour lutter contre le changement climatique, créer des emplois et se préparer aux crises sanitaires futures. Nous avons suivi l'évolution de la logistique et de la facilitation du commerce, y compris le transport maritime, par le biais de notre bulletin trimestriel *Trade Watch*. Publié en avril 2023, notre dernier Indice de performance logistique confirme que le commerce s'est largement remis des déséquilibres liés à la COVID-19 et donne un aperçu de la manière dont les pays en développement peuvent devenir plus compétitifs grâce à des investissements dans la logistique commerciale et l'innovation numérique.

Les efforts déployés pour soutenir la croissance économique ont ravivé l'intérêt pour la politique industrielle et la gestion des entreprises publiques, qui sont des acteurs majeurs sur les marchés commerciaux du monde entier. La nouvelle base de données *Business of the State* de la Banque mondiale constitue une mine de données sur les entreprises publiques opérant dans 91 pays. Elle montre que leur présence dans les secteurs privés concurrentiels est importante, représentant près de la moitié de l'emploi et des recettes dans un ensemble de 30 pays disposant d'une bonne couverture en matière de données. Si les activités économiques de ces entreprises peuvent être positives pour l'emploi et l'accès aux biens et services essentiels, tels que l'énergie, elles peuvent aussi être inefficaces — les décisions commerciales étant influencées par la politique — et représenter une part importante de la dette publique. Leurs activités peuvent freiner la concurrence et entraver les efforts visant à mobiliser des capitaux privés pour investir dans les priorités du développement, y compris l'action climatique. La Banque mondiale a entrepris d'intensifier sa collaboration avec les décideurs et les parties prenantes sur cet important sujet de développement.



Le rapport semestriel phare **Perspectives économiques mondiales**, publié en janvier et en juin, examine les évolutions, les perspectives et les politiques économiques mondiales, en mettant l'accent sur les pays en développement. L'édition de juin 2023 montre que l'économie mondiale restait inhibée plus de trois ans après le début de la pandémie de COVID-19 — avec une croissance de seulement 2,1 % en 2023, contre 3,1 % en 2022. Le rapport dresse également un tableau préoccupant de la situation des 28 pays les plus pauvres. Aux prises avec

des niveaux d'endettement record, ces pays ne consacrent plus que 3 % de leurs recettes publiques à leurs citoyens les plus vulnérables. La plus grande partie des recettes — près de la moitié — sert aujourd'hui à payer les salaires des employés et les intérêts de la dette. Le rapport constate également que les récentes hausses de taux d'intérêt, du type et de l'ampleur de celles qui ont eu lieu dans les principales économies avancées, comportent un risque accru de crise financière dans les pays en développement, en particulier ceux qui présentent des vulnérabilités sous-jacentes.

S'appuyer sur les politiques publiques pour promouvoir la stabilité financière et l'investissement

Les pays en développement sont confrontés à des risques complexes qui pèsent sur la stabilité financière et la croissance, notamment une dette élevée, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt mondiaux et le changement climatique. Nous aidons les autorités de réglementation et de surveillance financières des pays en développement à suivre l'évolution des tensions au sein des institutions financières par le biais de programmes d'évaluation du système financier menés conjointement par la Banque mondiale et le FMI dans les différents pays, ainsi que par des programmes de conseil. Nous fournissons également des orientations aux pouvoirs publics pour améliorer la résilience et la transparence sur des enjeux tels que les niveaux élevés de détention de dette souveraine par les banques nationales, les innovations financières numériques et les risques liés au climat pour les portefeuilles d'investissement.

Les pays en développement auront besoin de milliers de milliards de dollars d'investissements pour réussir la transition vers une économie sobre en carbone. Nous aidons les États à améliorer les incitations à la mobilisation de capitaux privés pour les investissements verts. Il s'agit notamment d'établir des normes pour les obligations liées à la durabilité en encourageant l'établissement et la publication de rapports, mais aussi en vérifiant et en certifiant les notations de crédit environnementales.

En novembre, nous avons lancé le nouveau Mécanisme de financement du bouclier mondial afin d'aider les pays en développement à obtenir davantage de financements pour se remettre des catastrophes naturelles et des chocs climatiques. Il s'appuie sur les travaux du précédent Mécanisme mondial de financement des risques qui, pendant trois ans, dans 18 pays, a combiné environ 200 millions de dollars de dons avec 3 milliards de dollars de prêts de la Banque mondiale pour mobiliser plus de 1 milliard de dollars de capital-risque privé par le biais de la réassurance et d'obligations. Avec le soutien du Canada, de l'Allemagne, du Japon et du Royaume-Uni, le nouveau fonds fiduciaire de 300 millions de dollars coordonne les dons avec le financement et les services de conseil aux pays en développement par le biais des projets et des partenaires de la Banque, y compris les institutions des Nations Unies et d'autres banques multilatérales de développement.

Nous aidons les gouvernements à rentabiliser au maximum les possibilités — et à gérer les risques — des technologies financières numériques. Notre série d'analyses sur les *fintech* et l'avenir de la finance s'est penchée sur la manière dont les technologies numériques facilitent l'accès aux paiements et à d'autres services financiers de base tels que le crédit, l'épargne et l'assurance, un processus accéléré par la pandémie. Elle a également examiné les questions relatives aux cryptoactifs et aux monnaies numériques des banques centrales. La toute dernière édition de notre rapport *Findex* met en évidence la manière dont les services financiers numériques ont élargi l'accès aux services financiers, en montrant que 76 % des adultes dans le monde ont eu accès à un compte d'opérations en 2021, contre 51 % en 2011.

Au cours de l'exercice 23, nous avons lancé le Fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour le financement du développement, soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Union européenne, *Global Affairs Canada* et le Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques, avec un financement de 40 millions de dollars à ce jour. Il coordonnera et ciblera mieux les financements des bailleurs de fonds afin de renforcer la résilience du secteur financier et de promouvoir le financement des personnes pauvres et vulnérables, de l'activité économique et du développement des marchés financiers.

S'attaquer à la crise mondiale de l'apprentissage

L'éducation est en crise. Selon les estimations, la pauvreté des apprentissages — la proportion d'enfants incapables de lire et de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans — est passée de 57 % à 70 % dans les pays en développement à la suite de la pandémie de COVID-19, le pire choc subi par l'éducation et l'apprentissage dans l'histoire de l'humanité. En moyenne, pour chaque période de 30 jours de fermeture d'école, les élèves ont perdu environ 32 jours d'apprentissage. Cette génération d'élèves risque de perdre 21 000 milliards de dollars de revenus potentiels au cours de sa vie, soit l'équivalent de 17 % du PIB mondial actuel. Les pertes d'apprentissage non récupérées conduiront également à une plus grande inégalité, car les élèves des ménages les plus pauvres et les moins instruits ont pris plus de retard lors des fermetures d'écoles. Le problème est particulièrement grave pour les filles, qui font face à des obstacles supplémentaires pour bénéficier d'une éducation de qualité, surtout dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Au cours des deux dernières années, le financement national de l'éducation n'a pas suivi le rythme des besoins de relance et d'accélération de l'apprentissage. Dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la part moyenne de



l'éducation dans les budgets publics a diminué pendant la pandémie ; en 2022, elle est restée inférieure aux niveaux de 2019. La meilleure chance d'avoir un avenir plus prometteur est d'investir dans l'éducation — dans un contexte de pressions budgétaires, la protection des dépenses qui produisent des gains à long terme, comme l'éducation, aura un impact maximal.

Notre cadre *RAPID* pour la relance et l'accélération des apprentissages synthétise les actions efficaces menées par les pouvoirs publics : atteindre chaque enfant et le maintenir à l'école ; évaluer régulièrement les niveaux d'apprentissage ; donner la priorité à l'enseignement des fondamentaux ; accroître l'efficacité de l'instruction (y compris par l'apprentissage de rattrapage) ; et développer la santé et le bien-être psychosociaux. Les pays ont également besoin de développer les compétences de base des étudiants de l'enseignement postsecondaire. Dans de nombreux pays, les étudiants ont besoin à la fois d'un enseignement de rattrapage pour ces compétences et d'une formation aux compétences techniques exigées par le marché du travail.

La Banque mondiale est la principale source de financement extérieur de l'éducation dans les pays en développement. Nos projets touchent plus de 432 millions d'élèves et d'étudiants et 18 millions d'enseignants, soit un tiers des élèves et des étudiants et près d'un quart des enseignants des pays en développement. Nous sommes également la plus grande agence d'exécution des dons du Partenariat mondial pour l'éducation en cours, administrant environ 59 % de son portefeuille de 3,6 milliards de dollars.

Nous aidons les États à mettre en œuvre des programmes ambitieux de relance de l'apprentissage afin de ramener les enfants à l'école, de rattraper les apprentissages perdus, d'assurer le bien-être des élèves et des enseignants, de soutenir les enfants marginalisés et d'accélérer les progrès. Dans l'État d'Edo, au Nigéria, nous aidons les autorités à améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans l'éducation de base, tout en mettant l'accent sur le développement des aptitudes numériques et entrepreneuriales. En Roumanie, nous soutenons les élèves du secondaire qui passent à l'enseignement supérieur, ainsi que les étudiants du supérieur pendant leurs premières années d'université, grâce à une série de dons accordés à des établissements d'enseignement pour qu'ils mettent en place des programmes d'aide sociale à l'intention des étudiants. En Afghanistan, nous fournissons un financement d'urgence pour faciliter l'accès des filles et des garçons à l'école et améliorer le cadre scolaire, notamment en construisant des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Nous touchons également les enfants non scolarisés par le biais de programmes d'éducation communautaires.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'UNICEF, l'UNESCO, les Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni et la Fondation Bill et Melinda Gates sur l'apprentissage fondamental. Ces efforts portent notamment sur le développement de la petite enfance pour que les enfants puissent aller à l'école en étant prêts à apprendre. Ils comprennent également le

Renforcer le capital humain

Alors que les pays sont confrontés à de multiples crises mondiales, il est essentiel d'investir pour combler les déficits de capital humain — les connaissances, les compétences et une bonne santé dont les personnes ont besoin pour réaliser leur potentiel. Le Projet sur le capital humain de la Banque mondiale soutient ces efforts en combinant la recherche, les données, l'analyse et la mobilisation nationale et mondiale. Avec un réseau de 89 pays membres, il aide les décideurs à définir des plans et priorités nationaux et à dégager un consensus pour relever les défis mondiaux en investissant dans le capital humain. Parallèlement aux événements organisés avec les points focaux des pays issus des ministères des Finances et des services de la Banque, nos conclaves ministériels semestriels de l'exercice 23 ont porté sur la sécurité alimentaire et l'accélération de l'action climatique. Le capital humain est également devenu un thème particulier dans le train de mesures d'IDA-20, l'accent étant mis sur la nécessité de combler les lacunes et de tirer parti des investissements dans les personnes dans les pays les plus pauvres.

Depuis le lancement de l'Indice de capital humain en 2019, nous avons utilisé la recherche et les données pour aider à suivre les résultats du capital humain et à déterminer les domaines à améliorer. Les fiches-pays offrent des aperçus et mesurent les progrès réalisés dans chaque cycle de vie pour 172 pays. Plus de 46 examens du capital humain en cours aident les États à recenser les contraintes et à améliorer le financement et l'efficacité des dépenses publiques en vue de meilleurs résultats. Nous mettons également en œuvre des plans régionaux pour le capital humain pour les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Asie du Sud. Ces outils mettent en évidence les investissements et les interventions nécessaires, soutenant ainsi l'élaboration de politiques relatives au capital humain fondées sur des données probantes.

Notre rapport intitulé *Effondrement et redressement* a constitué le premier examen exhaustif des données mondiales sur les jeunes pendant la pandémie de COVID-19. Il a montré que la pandémie a perturbé l'accumulation de capital humain à des moments critiques du cycle de vie, faisant dérailler le développement de millions d'enfants et de jeunes dans les pays en développement. Nous avons également publié des notes d'information sur le renforcement de la sécurité alimentaire et le capital humain, le genre et le changement climatique, afin d'aider les pays et les partenaires à prendre en compte les politiques de capital humain lorsqu'ils font face à des crises dans un contexte de réduction des marges de manœuvre budgétaire.

Financé par la Fondation Bill et Melinda Gates et le Gouvernement canadien, le Programme-cadre pour le capital humain représente un modèle de financement flexible qui permet aux bailleurs de fonds et aux partenaires de soutenir des réformes institutionnelles et politiques plus larges et systématiques. Il a permis de fournir à 18 pays d'Afrique et d'Asie du Sud des analyses et de l'assistance technique pour relever les défis du capital humain. Ce programme a également permis de guider plus de 15 opérations de la Banque pour un montant total supérieur à 4 milliards de dollars, touchant plus de 35 millions de personnes.



Programme d'accélération, qui lutte contre la pauvreté des apprentissages dans les pays, et la Coalition pour l'apprentissage fondamental, un réseau mondial d'acteurs engagés à réduire de moitié la pauvreté des apprentissages d'ici à 2030, comme le prévoit le programme *S'engager à agir en faveur de l'apprentissage fondamental*. Le programme mondial pour l'enseignement supérieur et les compétences, lancé avec le soutien de la Fondation Mastercard, prépare les jeunes et les adultes à l'avenir du travail et de la société, en améliorant l'accès à des possibilités de reconversion professionnelle et d'éducation postsecondaire pertinentes, équitables et de qualité. Nous collaborons également avec le Comité consultatif mondial sur les données probantes de l'éducation, un groupe indépendant d'experts mondiaux réunis par la Banque mondiale, l'UNICEF et les Gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni. Le rapport 2023 du groupe d'experts, intitulé *Smart Buys*, s'appuie sur 400 études d'impact de grande qualité et présente des données sur les interventions d'un bon rapport coût-efficacité qui améliorent l'apprentissage des élèves. Il se fonde sur le rapport 2020 du même groupe d'experts, en actualisant et en élargissant la base de données probantes et en l'étendant à de nouveaux domaines importants, notamment les interventions dans le domaine de la santé et de la nutrition.

Notre contribution en faveur de l'éducation dans les situations de fragilité, de conflits et de violence s'élève à plus de 5 milliards de dollars, ce qui représente un quart de notre portefeuille d'éducation. Conformément à la stratégie relative aux situations de FCV du Groupe de la Banque mondiale, notre approche reconnaît que l'éducation est cruciale pour limiter les effets de la fragilité et des déplacements sur les enfants et les jeunes et pour prévenir les conflits violents à long terme.

Investir dans le développement du numérique pour relever les défis mondiaux

L'infrastructure et les technologies numériques aident les pays à répondre aux défis de développement complexes d'aujourd'hui et à renforcer leur résilience face à ceux-ci — qu'il s'agisse du changement climatique, des conflits et de l'insécurité alimentaire ou encore des pandémies — en améliorant la connectivité, l'inclusion et l'accès aux services. Mais la numérisation peut aussi exacerber les fractures économiques et sociales et exposer les pays à des risques accrus pour la protection de la vie privée et la cybersécurité. La Banque mondiale s'efforce de maximiser les avantages de la numérisation, tout en atténuant les risques qu'elle comporte. Dans plus de 100 pays en développement, nous collaborons avec les États pour établir des bases solides permettant aux économies numériques de prospérer. Il s'agit notamment de la connectivité à haut débit, de l'infrastructure pour les données numériques, des garanties, de la croissance fondée sur les technologies de l'information et de la communication, des compétences et des emplois dans le numérique et de l'intersection entre la numérisation et l'atténuation des effets du changement climatique.

En Ouganda, nous avons contribué à améliorer l'accès et l'accessibilité financière des infrastructures de communication du pays, en augmentant le taux de pénétration d'Internet de 25 % et en réduisant le prix de l'Internet mobile à haut débit de 74 %. Nous avons également contribué à améliorer les services publics en soutenant la numérisation des services en ligne et les investissements dans la cybersécurité. Aux Maldives, nous soutenons des plateformes numériques qui permettent le partage de données pertinentes pour le climat et améliorent la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des données, ce qui peut contribuer à atténuer l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière. En Argentine, nous aidons à renforcer l'infrastructure des données et à combler la fracture numérique ; plus de 300 000 personnes vivant dans des zones dépourvues de connexion Internet recevront ainsi une formation aux compétences numériques, l'accent étant mis en particulier sur les femmes.

Nos travaux de recherche montrent le rôle des technologies et des plateformes numériques dans la stimulation de l'emploi et la transformation économique. Notre rapport *Afrique numérique* a démontré que la disponibilité d'Internet contribue à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté dans les pays africains. Notre rapport *Travailler sans frontières* révèle que le travail en ligne, souvent informel, connaît une croissance plus rapide dans les pays en développement et offre des possibilités d'inclusion. Les groupes vulnérables devront avoir accès à des appareils numériques et à un Internet à haut débit, fiable et à un coût abordable pour pouvoir travailler en ligne et profiter des avantages de l'économie numérique.

Sous la présidence indienne du G20, la Banque a soutenu l'élaboration d'un cadre commun pour les infrastructures publiques numériques. Nous avons également établi un partenariat avec la présidence japonaise du G7 sur une infrastructure numérique inclusive, sécurisée et résiliente. Nous travaillons avec plusieurs initiatives et fonds fiduciaires qui soutiennent la transformation numérique, tels que le Partenariat pour le développement numérique, le

Fonds fiduciaire multidonateurs pour la cybersécurité, les initiatives Identification pour le développement et Paiements de gouvernement à personne, et le Programme coréen de développement numérique.

Construire des systèmes de protection sociale plus modulables

Des systèmes de protection sociale efficaces protègent les personnes pauvres et vulnérables, y compris les personnes âgées et les personnes handicapées, et les aident à sortir de la pauvreté et à accroître leur résilience. Pourtant, leur couverture reste très lacunaire et les multiples crises liées aux chocs climatiques, à la guerre et à l'inflation augmentent la nécessité d'une assistance. Les transitions démographiques — y compris le vieillissement de la société, le besoin de nouveaux emplois dans le cadre d'une transition verte et les perturbations dues à l'évolution rapide des technologies — signifient que les pays ont besoin de meilleures politiques, de meilleurs programmes et de meilleures approches pour protéger et autonomiser leurs populations. Notre nouvelle stratégie baptisée, *The Compass* reconnaît qu'il est essentiel de progresser vers une protection sociale universelle pour protéger les personnes contre les chocs, renforcer le capital humain et jeter les bases de sociétés inclusives, équitables et résilientes. Elle appelle à la mise en place de programmes de protection sociale modulables afin d'accroître la résilience face aux chocs climatiques, économiques et sanitaires, à l'insécurité alimentaire et à l'inflation, et d'assurer la transition vers une économie verte par le biais d'une aide au revenu, d'un perfectionnement professionnel et d'une reconversion professionnelle. Nous aidons les pays à mettre en œuvre des politiques d'assistance sociale, de marché du travail, d'assurance sociale et de retraite, et à étendre les systèmes de prestation pour atteindre un plus grand nombre de personnes. Pour l'exercice 23, nous avons engagé 7,3 milliards de dollars pour la protection sociale, dont 4,1 milliards de dollars provenant de l'IDA.

Nous sommes le fer de lance des efforts visant à surveiller les réponses de protection sociale aux chocs, y compris la guerre en Ukraine et les chocs des prix des denrées alimentaires, des carburants et des engrais qui ont été exacerbés par la guerre. En avril 2023, le suivi de l'inflation a enregistré plus de 1 300 mesures de protection sociale dans 178 économies, soit une augmentation de 30 % depuis décembre 2022. Nous avons également réalisé d'importantes avancées dans la collecte de données au cours de l'exercice 23, notamment avec notre Atlas de la protection sociale : indicateurs de résilience et d'équité sur l'assurance sociale, l'assistance sociale et les programmes de travail.

Au cours de l'exercice 23, nous avons contribué à renforcer les programmes d'inclusion économique et à améliorer la coordination entre les politiques d'aide sociale et d'emploi. Nous avons soutenu les marchés du travail pour améliorer la résilience face au changement climatique, en promouvant des politiques en faveur des emplois verts, du perfectionnement professionnel et de l'adéquation au marché de l'emploi, en particulier pour les jeunes. Nous avons offert des possibilités aux personnes pauvres et vulnérables, en protégeant et en soutenant les travailleurs du secteur informel, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés, et en renforçant l'autonomie des femmes et des filles. Nous avons en outre souligné les conséquences du vieillissement de la société et des changements démographiques sur les pensions et l'assurance sociale.



En Zambie, le programme Éducation des filles et autonomisation et moyens de subsistance des femmes a permis de réduire le taux d'abandon scolaire chez les adolescentes et d'augmenter de 63 % les bénéficiaires des entreprises grâce aux dons et aux groupes d'épargne des femmes. Au Malawi, le programme phare de transferts monétaires a été élargi pour en faire un outil de réponse aux crises et fournir une aide à plus de 100 000 ménages en cas de sécheresse. Au Cameroun, nous avons aidé les autorités à mettre en place des systèmes de filets de sécurité de base qui touchent près d'un tiers des pauvres — 2,3 millions de personnes, y compris des réfugiés de pays touchés par des conflits. Nous avons également fourni un appui technique pour aider les pays à étendre la couverture de leurs régimes de pension afin de soutenir leurs populations vieillissantes, notamment en Albanie et au Mexique.

Nos travaux sur les politiques relatives aux travailleurs migrants et aux réfugiés comprennent l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement, qui suit les flux migratoires et les envois de fonds, ainsi que l'évolution des politiques, et le Centre de Rome pour l'emploi et la mobilité de la main-d'œuvre, qui soutient des flux migratoires ordonnés et sûrs grâce à une meilleure création d'emplois. L'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement a montré que les envois de fonds vers les pays en développement ont augmenté en 2022 d'environ 5 % pour atteindre 626 milliards de dollars. Les flux de réfugiés ont également augmenté, notamment en raison de la guerre en Ukraine, et le changement climatique devrait accroître les migrations, principalement à l'intérieur des pays, les plus pauvres étant susceptibles d'être les plus touchés.

Accélérer l'égalité entre les genres pour une croissance durable et la résilience

Le monde connaît une série sans précédent de crises interdépendantes qui ont des répercussions particulièrement négatives sur les femmes, les filles, les minorités sexuelles et de genre et les personnes marginalisées. Ces crises menacent durement les gains sur les plans du capital humain, de l'autonomisation économique, de la participation à la gestion et de la capacité d'agir. Les effets négatifs sont davantage aggravés par des lois et des politiques discriminatoires, des normes sociales restrictives, la violence sexiste et le rejet croissant de l'égalité des genres.

Le Groupe de la Banque aide les pays à progresser sur la voie de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes afin de parvenir à un développement durable, résilient et inclusif. Notre travail est guidé par notre Stratégie pour l'égalité des genres 2016–2023, qui vise à combler les écarts entre les hommes et les femmes sur quatre piliers clés : les dotations humaines (santé, éducation et protection sociale), les emplois, le patrimoine, et la participation à la gestion et la capacité d'agir. Au cours de l'exercice 23, 95 % des opérations financées par la Banque ont décelé un écart entre les genres, conçu une intervention pour combler cet écart et suivi les résultats — une augmentation par rapport aux 50 % de l'exercice 17. En juin 2023, nous avons publié nos rétrospectives sur *l'égalité des genres dans le développement* et sur *la prévention des violences sexistes et la riposte dans les opérations de la Banque mondiale*, qui examinent les progrès réalisés dans ces domaines au cours de la dernière décennie. Dans le cadre de notre campagne sur l'accélération de l'égalité (*#AccelerateEquality*), nous avons initié une série d'analyses, de partenariats, d'événements et de jalons pour réfléchir aux progrès réalisés au cours de la dernière décennie. Nous continuons à mobiliser les parties prenantes afin d'enrichir la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre pour la période 2024–2030.

Par l'intermédiaire de l'IDA, nous nous attaquons à des défis qui sont au premier plan de l'égalité des genres et de l'autonomisation des filles et des femmes, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, les soins aux enfants, l'inclusion économique, l'accès des femmes à des emplois plus qualifiés, la violence sexiste et les réformes des politiques fiscales et du système budgétaire. Les ressources de l'IDA ont permis de financer plus de 300 actions menées par des pays dans des domaines ciblés et d'atteindre plus de 700 millions de femmes et de filles depuis l'exercice 15.

Le *Mécanisme-cadre pour la promotion de l'égalité des genres* finance des évaluations d'impact afin d'élaborer des solutions pouvant être adaptées par les États, les partenaires de développement et le secteur privé. Nous collectons et conservons des données par l'intermédiaire du Portail de données sur le genre, qui fournit des données ventilées par sexe pour plus de 900 indicateurs couvrant la démographie, l'éducation, la santé, les activités économiques, les actifs, le leadership, la violence sexiste et plus encore, afin d'éclairer les politiques et les programmes.

Nous aidons les femmes à participer à l'activité économique et promovons une inclusion économique productive. Nous finançons des programmes de travail contre rémunération, apportons une plus grande aide à l'éducation des enfants, fournissons des services de vulgarisation agricole et favorisons un meilleur accès aux services financiers et numériques,

Le rapport **Les Femmes, l'entreprise et le droit 2023** mesure les lois et réglementations qui influent sur les possibilités économiques qui s'offrent aux femmes dans 190 pays. Ce rapport contribue à la recherche et au débat sur les politiques relatives à l'émancipation économique des femmes en examinant les décisions économiques prises par ces dernières tout au long de leur vie professionnelle, ainsi que le rythme des réformes au cours des cinq dernières décennies. Il présente huit indicateurs sur les interactions des femmes avec la loi au cours de leur vie et de leur carrière : mobilité, lieu de travail, rémunération, mariage,

parentalité, entrepreneuriat, patrimoine et pension.

La dernière édition offre une vue d'ensemble des progrès réalisés au niveau mondial, sur le plan juridique, en matière d'égalité des sexes. Elle constate que des progrès considérables ont été réalisés depuis 1970, le score moyen s'étant amélioré de près de 70 %, passant de 45,8 à 77,1 points. Cependant, une lassitude par rapport aux réformes semble s'être installée et, en 2022, le rythme global des réformes est tombé à son niveau le plus bas depuis 20 ans. Le rapport souligne qu'il reste encore beaucoup à faire dans le monde entier pour que les bonnes intentions s'accompagnent de résultats tangibles.



y compris le crédit et les liquidités pour les entreprises dirigées par des femmes. En Serbie, nous améliorons la recherche scientifique, l'entrepreneuriat et l'accès au financement, et plus de la moitié des 6,8 millions de dollars de bourses scientifiques sont accordés à des femmes. Dans des pays comme l'Angola, le Nigéria et la Tanzanie, nous contribuons à créer des espaces sûrs pour les filles dans les écoles, à améliorer leur santé sexuelle et reproductive et à travailler avec les enseignants pour faire évoluer les normes. En soutenant l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures (*We-Fi*), nous contribuons à débloquer des systèmes de financement et d'appui pour les entreprises dirigées et détenues par des femmes dans les pays en développement. Depuis 2018, l'initiative *We-Fi* a travaillé avec des centaines de partenaires dans plus de 60 pays pour mobiliser des milliards de dollars afin de fournir des financements et des formations et de combler les lacunes systémiques en matière de données et de politiques publiques.

Nous visons également à rendre l'action climatique plus efficace et plus inclusive. Au Costa Rica, nous avons travaillé avec l'État et le Fonds de partenariat pour le carbone forestier sur une analyse des questions de genre afin de soutenir la participation des femmes à des activités qui contribuent à réduire les émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi qu'à conserver et à améliorer les stocks de carbone forestier.

Nous nous employons à prévenir la violence sexiste et à y répondre en soutenant les services de conseil à distance, en éduquant les parents sur les relations saines, en luttant contre le harcèlement sexuel dans les transports publics, en formant les travailleurs de la santé à l'identification et à l'orientation des cas, et en renforçant les mécanismes de collecte de données et d'orientation. Nous aidons les directeurs d'écoles et les enseignants de la Tanzanie à mieux prévenir et traiter la violence sexiste. Nous nous attaquons également à la violence sexiste par le biais d'opérations à l'appui des politiques de développement, notamment en renforçant les protections juridiques et les systèmes de recours.

Le Groupe de la Banque attache du prix à la non-discrimination, à l'inclusion et à l'égalité des chances pour tous, y compris les minorités sexuelles et de genre. Nos travaux de recherche et nos interventions portent sur les désavantages auxquels sont confrontés les hommes et les garçons, ainsi que sur les vulnérabilités résultant de l'intersection du genre avec d'autres caractéristiques, telles que la pauvreté, l'appartenance ethnique et le handicap.

Investir dans des infrastructures durables

La Banque mondiale travaille à accroître les investissements dans les infrastructures afin de soutenir des projets durables et de qualité qui apportent un maximum de valeur aux personnes, à l'économie et à l'environnement. Au cours de l'exercice 23, nous avons fourni 12,5 milliards de

dollars pour soutenir les dépenses d'infrastructure dans les pays en développement. Pourtant, d'énormes lacunes subsistent. Les pays en développement doivent dépenser environ 4,5 % de leur PIB par an pour financer des améliorations de base dans les secteurs de l'énergie, des transports, du numérique et autres, et 2,7 % du PIB pour l'entretien et l'exploitation dans ces secteurs, soit bien plus que la contribution qu'une seule entité peut fournir.

Au cours des deux décennies qui ont précédé le début de la COVID-19, le secteur privé a engagé environ 97 milliards de dollars par an, en moyenne, dans des projets d'infrastructure sur les marchés émergents. Bien que la pandémie ait eu un impact majeur sur la participation du secteur privé aux infrastructures, on observe des tendances encourageantes vers la reprise. Notre rapport annuel sur la *participation privée au secteur des infrastructures* montre que ces engagements ont augmenté pour la deuxième année consécutive en 2022, atteignant 91,7 milliards de dollars pour 263 projets, soit une augmentation de 23 % par rapport à 2021.

En combinant les financements publics et privés et en les associant au renforcement des capacités, aux garanties et à la gestion des risques, nous contribuons à créer un environnement propice aux investissements privés dans des infrastructures qui tiennent compte du climat, sont viables sur le plan budgétaire et peuvent être financées par des banques. Il s'agit notamment de nos plateformes mondiales, telles que le Mécanisme mondial de financement des infrastructures, le Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé et le Partenariat pour l'investissement dans des infrastructures de qualité. Nous travaillons aussi efficacement avec IFC et la MIGA pour déployer toute la gamme des instruments de la Banque mondiale, le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA continuant à accompagner IFC et la MIGA sur des marchés difficiles, ce qui permet de réaliser des projets qui, autrement, ne seraient pas viables sur le plan commercial.

Ces efforts produisent des résultats concrets. Au Kenya, nous avons contribué à la mise en place d'une solide filière de partenariats public-privé qui devrait permettre de mobiliser 1,3 milliard de dollars de capitaux privés pour les transports, l'énergie, l'éducation et l'agriculture. Au Sénégal, la Banque a fourni un appui complet en amont et en aval — y compris l'identification, la conception et la structuration de projets jusqu'au bouclage financier — pour le premier réseau de transport rapide par bus électriques à Dakar, qui devrait mobiliser 200 millions de dollars de capitaux privés sur une période de 15 ans. L'appui de la Banque aide l'Inde à faire progresser sa transition énergétique, à mettre en œuvre le programme national d'infrastructures et à renforcer ses capacités en matière de recyclage d'actifs.

Investir dans la nature pour soutenir la vie et les moyens de subsistance

Nous investissons dans un développement plus vert afin d'aider les pays à faire face aux crises interdépendantes de la biodiversité, du climat et de la pollution. Nous aidons les pays à valoriser la nature grâce à des données et à des analyses et à prendre des décisions éclairées sur la gestion durable des ressources terrestres, marines et dulcicoles afin de créer des emplois, d'améliorer les moyens de subsistance, de renforcer les services écosystémiques, de réduire la pollution, de stocker le carbone et d'accroître la résilience face au changement climatique.

Lors de la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui s'est tenue en décembre 2022, les pays se sont mis d'accord sur de nouveaux objectifs ambitieux pour le Cadre mondial de la biodiversité à l'horizon 2030. La Banque mondiale a éclairé ce débat avec une série de notes d'information sur l'intégration de la nature dans les politiques de développement des pays, l'augmentation des financements et l'intégration des investissements dans la nature avec ceux consacrés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Nos analyses alimentent également les processus multilatéraux en cours, tels que les négociations sur un traité juridiquement contraignant sur la pollution par les matières plastiques. Le rapport intitulé *Pathways Out of Plastic Pollution* aide les pays à évaluer le coût réel des matières plastiques et des produits de substitution, et propose des orientations sur les politiques susceptibles d'accélérer l'évolution vers une économie plus circulaire.

En plus d'être la principale source multilatérale de financements pour la biodiversité, la Banque accorde la priorité à la nature dans tous les secteurs. Dans les Caraïbes, nous investissons dans tous les secteurs de l'« économie bleue » pour renforcer la résilience, créer des emplois et accélérer la reprise. Avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial, nous expérimentons la restauration des zones humides au Rwanda afin d'améliorer la résilience au changement climatique et les moyens de subsistance de plus de 250 000 personnes exposées aux inondations. Nous nous efforçons également d'intégrer la nature dans l'ensemble des activités du Groupe de la Banque, notamment dans le cadre des engagements pris au titre de l'IDA et de notre Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025.



Assurer la sécurité de l'eau pour les populations et la planète

Aujourd'hui, plus de deux milliards de personnes manquent d'eau potable et 3,6 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires sûres, et au moins 1,8 milliard de personnes sont exposées à un risque important d'inondation. Avec 70 % des eaux du monde qui traversent les frontières nationales et avec la variabilité des ressources hydriques transnationales due au changement climatique, les risques de conflits induits par l'eau s'amplifient. D'ici à 2050, l'économie mondiale pourrait subir des pertes de 5 600 milliards de dollars en raison de l'aggravation des sécheresses, des tempêtes et des pluies torrentielles dans certaines des plus grandes économies du monde. Ces défis sont aggravés par l'explosion démographique, l'augmentation de la demande d'eau pour l'énergie, l'agriculture, l'industrie et la consommation humaine, et l'aggravation de la crise climatique.

Le Groupe de la Banque mondiale accompagne les pays dans leurs efforts pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau dans le monde, d'une manière qui favorise un développement inclusif et durable. Le programme *One-Wash* en Éthiopie contribue à élargir l'accès à l'eau et à l'assainissement en réunissant les secteurs de l'eau, de la santé, de l'éducation et de la finance. La deuxième phase du programme, qui a débuté en 2019, vise à fournir de l'eau potable à 4,4 millions de personnes et de meilleurs services d'assainissement à 4,8 millions de personnes. Aux Philippines, où les inondations sont un problème récurrent, le Projet de gestion des inondations dans l'agglomération de Manille améliore l'infrastructure de drainage de la ville, met en place des systèmes d'alerte en cas d'inondation et permet de réinstaller des familles établies dans des quartiers informels. Ces mesures protègent la vie et les moyens de subsistance de plus d'un million de personnes, dont beaucoup vivent dans des quartiers informels le long des cours d'eau les plus exposés aux inondations de la ville. Au Tadjikistan, où près de la moitié de la population active est tributaire de l'agriculture, nous avons contribué à la modernisation des services d'irrigation et à l'augmentation de la productivité agricole, des revenus et de la sécurité alimentaire. Nous avons également soutenu la réponse du Gouvernement haïtien à une myriade de crises, notamment une épidémie de choléra, l'ouragan Matthew, la pandémie de COVID-19 et un tremblement de terre, en aidant plus d'un demi-million de personnes dans les zones rurales à accéder à de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Nos opérations sont renforcées par nos travaux d'analyse. Il s'agit notamment de notre rapport intitulé *Regarder vers l'avenir : un nouveau paradigme du stockage de l'eau*, qui examine les moyens de combler le fossé croissant en matière de stockage de l'eau (naturel, bâti et hybride), afin de garantir à tous la sécurité de l'approvisionnement en eau. Le rapport sur les aspects économiques des eaux souterraines à l'heure du changement climatique, intitulé *The Hidden Wealth of Nations: The Economics of Groundwater in Times of Climate Change*, permet de mieux comprendre la valeur des eaux souterraines, les coûts d'une mauvaise gestion et les possibilités d'exploiter leur potentiel. Une nouvelle analyse sur la Sécurité de l'approvisionnement en eau et la fragilité au Soudan du Sud, intitulée *Rising from the Depths: Water Security and Fragility in South Sudan*, examine les possibilités et les compromis nécessaires pour aligner les investissements et les politiques liés à l'eau du pays avec son engagement en faveur de la paix et ses besoins en matière d'adaptation au changement climatique.



Nous hébergeons deux initiatives mondiales, à savoir le Partenariat mondial sur la sécurité hydrique et l'assainissement, qui réunit des partenaires bilatéraux en vue d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable liés à l'eau, et le 2030 *Water Resources Group*, un partenariat mondial public-privé pour la sécurité de l'eau. Ces initiatives constituent une plateforme mondiale pour accélérer l'action menée aux niveaux mondial et national en vue d'assurer la sécurité hydrique pour les populations et la planète.

Soutenir des transports plus verts et plus résilients

Les transports relient les personnes aux emplois, à l'éducation, aux soins de santé et aux possibilités économiques, mais ils font également payer un lourd tribut aux personnes et à la planète du fait de l'augmentation des émissions mondiales, de la pollution de l'air et des décès dus aux accidents de la circulation.

La Banque collabore avec les pays en développement pour modifier les comportements en matière de mobilité et développer des solutions de transport qui permettent aux personnes et aux marchandises de se déplacer de manière sûre et moins polluante. Elle est le plus grand pourvoyeur de financements à l'appui du développement pour le secteur des transports au niveau mondial ; au cours de l'exercice 23, la Banque a engagé 2,8 milliards de dollars pour des projets liés aux transports dans le monde entier, dont 56 % ont des retombées positives sur le climat.

Nous nous efforçons de rendre la mobilité électrique plus accessible aux pays en développement et nous aidons les pays à évaluer leur état de préparation à cette forme de mobilité. L'électrification des flottes de bus publics et celle des véhicules à deux ou trois roues sont deux moyens efficaces d'amorcer cette transition. Au Sénégal, le Projet pilote de transport rapide par autobus de Dakar mettra bientôt en service la première flotte d'autobus entièrement électriques d'Afrique.

Nous nous appuyons également sur notre nouveau Mécanisme mondial pour la décarbonation des transports afin d'accélérer l'innovation et l'investissement dans des solutions de mobilité sobres en carbone dans les pays en développement. Au cours de sa première année d'existence, le mécanisme a accordé des dons à sept programmes visant à stimuler les investissements dans la mobilité durable. Grâce à ce nouveau mécanisme, nous aidons les pays à préparer l'électrification de milliers d'autobus, à améliorer les options de transport public dans les villes et à mettre en place des mécanismes de financement régionaux pour moderniser le parc automobile et faire progresser la mobilité à zéro émission.

Notre action dans le domaine des transports s'étend également à la sécurité routière. Les pays en développement enregistrent plus de 90 % des quelque 1,4 million de décès annuels dus aux accidents de la route dans le monde, alors qu'ils possèdent moins de 60 % des véhicules à moteur de la planète. Nous travaillons à la réalisation de l'objectif de l'ONU consistant à réduire de moitié le nombre de morts et de blessés dans les accidents de la route d'ici à 2030, grâce à la recherche et à l'appui aux programmes fournis par le Mécanisme mondial pour la sécurité routière. Ce mécanisme a récemment réalisé des évaluations de la sécurité des

infrastructures routières sur plus de 1 800 kilomètres en Argentine, en Chine, en Éthiopie, au Ghana, en Inde, aux Philippines et au Viet Nam. Ces évaluations ont permis d'étayer des projets d'investissement de la Banque dans le secteur des transports d'une valeur de 2,3 milliards de dollars et de faire en sorte que la sécurité occupe une place centrale dans nos plans de projet.

Les récentes perturbations des chaînes de logistique et d'approvisionnement ont eu de graves répercussions sur la stabilité économique et la sécurité alimentaire, en particulier pour les plus pauvres de la planète. Nous aidons les pays à développer des systèmes logistiques plus résilients et plus efficaces en investissant dans des infrastructures de qualité, en promouvant la numérisation du transport de marchandises et en facilitant l'intégration régionale et le commerce transfrontalier. Notre *Indice de performance des ports à conteneurs* publié chaque année, identifie les politiques essentielles, telles que la numérisation, qui contribuent à améliorer l'efficacité des chaînes de logistique et d'approvisionnement. En Afrique, nous concentrons de plus en plus notre action sur des programmes de corridors régionaux, y compris des projets de connectivité commerciale et de transport dans la Corne de l'Afrique qui renforceront la résilience tout au long de la chaîne d'approvisionnement et contribueront à faire baisser les prix des denrées alimentaires.

Ouvrir la voie à une reprise résiliente après une catastrophe

Les populations les plus vulnérables du monde continuent d'être frappées par des tremblements de terre, des cyclones, des sécheresses, des inondations et des éruptions volcaniques. Après une catastrophe, il est impératif d'agir rapidement. Des évaluations rapides et précises des effets des catastrophes permettent de mobiliser rapidement et d'allouer efficacement les fonds de secours, ce qui est essentiel pour orienter les efforts de relèvement et de reconstruction et guider les investissements dans la reconstruction et l'adaptation au changement climatique. Soutenue par le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), la Banque a mis au point la méthodologie d'estimation mondiale rapide des dommages post-catastrophe (connue sous son acronyme anglais *GRADE*), un moyen plus économique d'évaluer rapidement les dommages économiques après une catastrophe. Elle peut fournir des estimations fiables et précises de la répartition des dommages physiques par zone et par secteur dans un délai de deux semaines, ce qui permet d'orienter efficacement les ressources là où elles sont le plus urgentes. Nous avons réalisé ces évaluations pour le Pakistan, la Syrie et la Türkiye à la suite de tremblements de terre et d'inondations. Depuis 2022, cette méthodologie a permis de mobiliser directement plus de 500 millions de dollars auprès du Mécanisme de réponse aux crises de l'IDA. Le GFDRR contribue également à la base de connaissances mondiale pour la gestion des risques de catastrophe grâce à son travail sur les solutions fondées sur la nature, les services hydrométéorologiques et la gestion inclusive des catastrophes. Il partage cette expertise par le biais de rencontres telles que le Forum mondial sur la compréhension des risques.



Construire des villes plus durables et plus inclusives

Les villes abritent 56 % de la population mondiale — un chiffre qui devrait atteindre 70 % d'ici à 2050 — et plus de 80 % de l'activité économique mondiale. Elles subissent également de plein fouet des crises telles que les pandémies, les conflits, les déplacements et le changement climatique, qui peuvent exacerber les risques et aggraver les inégalités. Notre rapport intitulé *Thriving* a révélé que si les villes des pays à revenu élevé et des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure contribuent de manière significative aux émissions mondiales de CO₂, les villes des pays à faible revenu sont celles qui souffrent le plus des chocs et des tensions liés au changement climatique en raison d'une mauvaise gestion des pressions de l'urbanisation. Cela conduit à l'étalement urbain, à la construction de logements et d'entreprises dans des zones à risque, aux embouteillages et à l'augmentation des émissions. En tant que premier bailleur de fonds multilatéral pour le développement urbain durable, nous soutenons un développement soucieux du climat et travaillons avec les villes et les autorités nationales pour mettre en place des cadres financiers et des institutions solides. Nous aidons les villes à fournir de meilleures infrastructures et de meilleurs services, à attirer les investissements, à réduire les émissions, à s'adapter aux risques climatiques et à favoriser des économies inclusives, à faible émission de carbone, résilientes au changement climatique et durables. Aux Maldives, nous renforçons la résilience des infrastructures, des bâtiments et des populations face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes. Nous apportons notre appui aux services urbains au Rwanda, au-delà de la capitale Kigali, aux villes secondaires, tout en contribuant à améliorer la résilience grâce à la gestion intégrée des inondations, à la réhabilitation des zones humides et à des solutions fondées sur la nature. En collaboration avec le Gouvernement japonais et la ville d'Hiroshima, nous avons coorganisé un symposium international par l'intermédiaire de notre Centre de formation au développement de Tokyo en mars 2023, réunissant des responsables de haut niveau et des experts techniques afin de partager les meilleures pratiques pour faire face aux conflits, au changement climatique et aux pandémies. Nous menons également des recherches sur le développement urbain durable, notamment par le biais d'études sur l'urbanisation, de rapports nationaux sur le climat et le développement et d'autres analyses, fournissant aux dirigeants des villes des cadres pour identifier les déséquilibres des politiques publiques et analyser les priorités d'investissement. Grâce à des initiatives telles que le Programme pour la résilience des villes, le Programme de partenariat urbain, le *Gap Fund* et l'Initiative pour la solvabilité des villes, nous aidons les villes à mener des études diagnostiques essentielles, à concevoir des projets disponibles à des fins d'investissement et des réserves de projets d'investissement, à améliorer leur solvabilité et à obtenir des financements pour la résilience au changement climatique et aux catastrophes.

Renforcer la durabilité sociale pour de meilleurs résultats de développement

La Banque promeut la cohésion sociale afin d'instaurer la confiance et d'aider les communautés à travailler ensemble pour résoudre des problèmes de développement complexes, tels que les migrations ou le changement climatique. Aux Philippines, notre intervention à Mindanao a permis de réunir des groupes en conflit afin de les amener à allouer conjointement des ressources et à résoudre des problèmes. Au Sahel, nous aidons à dénouer les conflits entre agriculteurs et éleveurs, tout en renforçant leurs relations avec les autorités locales.

Pour nous, l'inclusion ne se limite pas à l'accès aux services et aux marchés ; elle donne également aux populations la possibilité d'être des acteurs de la société et de participer à un développement qui a un impact sur leur vie. Le Programme de financement des actions climatiques d'initiative locale permet aux partenariats entre les citoyens et les autorités locales d'évaluer les risques climatiques et d'identifier des solutions inclusives et adaptées. Au Bangladesh, le projet *Nuton Jibon* évalue les phénomènes météorologiques extrêmes et les communautés locales par le biais d'analyses de risques participatives qui permettent de déterminer l'emplacement et la conception des centres communautaires, des routes rurales, des puits tubulaires et d'autres ouvrages. Nous renforçons également la manière dont les décisions publiques sont prises et mises en œuvre en permettant à toutes les parties prenantes de s'exprimer et d'être entendues, en instaurant la confiance et en donnant de la légitimité au processus. Nous œuvrons notamment pour que l'abandon des combustibles fossiles s'opère de manière juste et équitable.

Nous renforçons la résilience des populations afin que chacun, y compris les groupes pauvres et marginalisés, puisse résister aux chocs en toute sécurité et protéger son intégrité culturelle. En Argentine, nous avons collaboré avec le ministère national de la Production et du Travail pour renforcer les agences pour l'emploi dans tout le pays afin de mieux répondre aux défis auxquels les femmes sont confrontées en matière d'accès à la formation et au marché



du travail formel. Le projet s'est également attaqué aux défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées, les populations autochtones et les personnes LGBTI. En outre, nous aidons les pays à élaborer des cadres réglementaires et à développer des capacités institutionnelles plus solides sur les plans environnemental et social (voir page 78).

Par l'intermédiaire du Partenariat mondial pour la responsabilité sociale, nous amplifions la voix des populations les plus marginalisées de manière systématique. Notre action inclut notamment l'Appel à propositions pour la responsabilité environnementale, qui place les citoyens et la société civile au cœur du financement de l'action climatique afin d'orienter les fonds, de mettre en œuvre des solutions et de tenir les décideurs responsables d'une action climatique efficace et équitable.

Nous intégrons activement la technologie et l'agilité pour faire davantage participer les citoyens à la prise de décision. La technologie citoyenne recouvre divers moyens de stimuler la boucle de retour d'information grâce à l'innovation numérique, en mobilisant les citoyens, les communautés, les groupes de la société civile et les institutions du secteur public afin de générer des solutions de développement et d'améliorer la prestation de services. La Banque s'efforce de rendre ces outils accessibles tout en veillant à ce que les populations vulnérables acquièrent une culture numérique et en comblant le fossé numérique entre les genres.

Renforcer les institutions publiques et améliorer la gouvernance

Les États jouent un rôle crucial dans la protection des citoyens et dans la création d'un avenir meilleur pour eux, en particulier en période de crise. La Banque mondiale collabore avec les pays pour renforcer l'efficacité, l'inclusivité et la transparence des institutions publiques, ce qui est essentiel pour assurer un développement juste et durable, en particulier dans un contexte de besoins croissants et de resserrement des marges de manœuvre budgétaires. Notre appui

permet aux pays de stimuler la productivité du secteur public, de mobiliser la technologie pour fournir des services publics, de lutter contre la corruption et de mieux gérer les catastrophes climatiques et d'autres chocs.

En janvier 2023, nous avons créé un nouveau centre de données sur les modèles de gouvernement et de gouvernance dans les pays en développement. Il appuiera un répertoire d'études analytiques clés au niveau mondial, régional et national, couvrant des questions de gouvernance telles que la répartition du pouvoir, des intérêts et des ressources, ainsi que la capacité organisationnelle, les processus et les systèmes techniques. Il s'agira notamment de l'outil baptisé Évaluation et examen des institutions au niveau national, qui fournira des orientations sur la réalisation d'examen des institutions publiques afin d'influencer le dialogue sur les actions à mener par les pouvoirs publics et d'éclairer la mobilisation des pays.

Nous avons mis au point plusieurs outils et ensembles de données à l'appui d'une refonte efficace des politiques. L'Indice d'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances publiques 2022 donne un aperçu de l'indépendance juridique et opérationnelle d'institutions cruciales dans plus de 100 pays. Nous avons également lancé l'Indice de maturité *GovTech* 2022, qui évalue la manière dont les gouvernements de 198 pays utilisent la technologie pour améliorer la prestation des services publics et renforcer la participation des citoyens. Nos Indicateurs de la bureaucratie dans le monde (*Worldwide Bureaucracy Indicators*) constituent l'ensemble de données le plus complet sur l'emploi et les salaires dans le secteur public, avec 192 indicateurs provenant de 200 pays. La Base de données sur les marchés publics dans le monde contient des informations sur les lois, les réglementations et l'utilisation des marchés publics dématérialisés dans plus de 200 pays. Notre plateforme dédiée à la lutte contre la corruption et à la transparence dans les marchés publics permet aux utilisateurs de contrôler et d'analyser les données afin de renforcer l'efficacité et l'intégrité des marchés publics.

La corruption peut coûter des vies, réduire l'accès aux services de base et exacerber les inégalités, souvent au détriment des personnes les plus pauvres. Grâce à notre travail sur l'intégrité et la lutte contre la corruption, nous aidons les pays à mieux détecter et dissuader la corruption le plus tôt possible en analysant l'évolution des tendances, les défis émergents et les nouvelles technologies.

L'Atlas des objectifs de développement durable 2023 est une plateforme interactive d'analyse et de visualisation de données qui examine les 17 objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies en 2015. Alors que nous sommes à mi-parcours de la date butoir de 2030 pour la réalisation des objectifs, les Nations Unies ont prévenu que leur atteinte était compromise. L'Atlas met en évidence les tendances pour chaque objectif et vise à inspirer une action collective pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les peuples jouissent de la paix et de la prospérité d'ici à 2030.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.worldbank.org/topics.



Promouvoir la finance durable et les marchés financiers

Depuis sa première obligation émise en 1947, la BIRD a mobilisé, en plus de 75 ans, 1 000 milliards de dollars auprès d'investisseurs privés en faveur de pays à revenu intermédiaire. La BIRD collabore avec des investisseurs à travers l'émission d'obligations pour le développement durable, aidant à orienter les investissements vers la réalisation des objectifs de développement durable et, de plus en plus, vers les considérations environnementales, sociales et de gouvernance. Les investisseurs s'intéressent également à la manière dont leurs ressources contribuent à des enjeux tels que l'action climatique, la préservation de la biodiversité et l'égalité des genres. Le service de Trésorerie de la Banque mondiale publie un rapport d'impact annuel à l'intention des investisseurs, qui résume les résultats obtenus par les projets financés par la BIRD ; les points saillants des activités d'émission de la Trésorerie durant l'exercice écoulé sont également exposés dans ce rapport.

Durant l'exercice 23, la BIRD a tiré parti de sa notation AAA et de l'excellente réputation dont elle jouit sur les marchés pour lever environ 43 milliards de dollars d'obligations à l'appui du développement durable, qui ont été émises selon différentes structures et avec des échéances différentes. Dans le cadre de son programme de financement, la BIRD émet des obligations durables et des obligations vertes. Depuis l'émission de la toute première obligation étiquetée « verte » en 2008, elle a émis des obligations étiquetées représentant près de 290 milliards de dollars, dont 18 milliards de dollars d'obligations vertes. Pour les obligations vertes, la BIRD alloue des montants équivalents à des activités remplissant les critères voulus qui luttent contre le changement climatique. Nous avons élargi notre approche pour émettre des obligations de développement durable qui soutiennent toutes nos activités : aujourd'hui, la BIRD est le plus grand émetteur d'obligations de développement durable et utilise les fonds levés sur les marchés financiers pour promouvoir des activités de développement dans les pays membres.

Depuis le début de ses transactions sur les marchés financiers en 2018 avec une obligation de 1,5 milliard de dollars des États-Unis, l'IDA a renforcé sa présence sur lesdits marchés pour soutenir un programme de financement plus vaste en émettant des obligations assorties d'échéances diverses et libellées en différentes monnaies, dont l'euro, la livre sterling, la couronne suédoise et la couronne norvégienne. La notation AAA de l'IDA lui permet d'émettre des obligations de développement durable qui mobilisent des contributions de ses actionnaires pour aider les pays à faible revenu à faire face à leurs problèmes les plus pressants. Durant l'exercice 23, l'IDA a émis des obligations d'environ 2 milliards de dollars.

Soutenir l'action climatique, la préservation de l'environnement et d'autres priorités de développement en ayant recours aux marchés financiers

Durant l'exercice 23, la BIRD a continué de collaborer avec les investisseurs obligataires dans le cadre de ses efforts de mobilisation de capitaux sur les marchés financiers afin de déterminer comment généraliser l'action climatique et intégrer le climat et la durabilité dans toutes les opérations qu'elle poursuit avec les pays. Elle a également travaillé avec les investisseurs dans des domaines prioritaires comme la biodiversité, l'éducation, de changement climatique, la sécurité routière et l'eau.

Après avoir émis, en mars 2022, la toute première obligation axée sur les résultats pour la conservation des espèces sauvages, nous avons procédé en mars 2003 à l'émission d'une deuxième obligation axée sur les résultats : le lancement de cette obligation à cinq ans liée aux réductions d'émissions a permis à un projet de purification d'eau au Viet Nam de bénéficier de financements supplémentaires d'investisseurs privés. Au lieu de recevoir les coupons habituels, les investisseurs obligataires obtiendront un rendement qui sera fonction des crédits carbone générés par le produit. Cette nouvelle approche a permis de mobiliser des financements initiaux pour un projet axé sur le climat grâce à la titrisation du produit des ventes futures des crédits carbone qu'il générera. Le projet de purification permettra d'alimenter en eau potable 2 millions d'enfants au Viet Nam et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 6 millions de tonnes de CO₂ sur une période de dix ans.

Développer des marchés financiers durables

La Banque fournit aux pays une assistance technique dans le but de les aider à développer des marchés et des systèmes financiers plus verts et plus durables, à faciliter l'adoption de solutions basées sur le marché et à mobiliser des capitaux du secteur privé pour financer la poursuite de priorités environnementales et sociales. Après avoir collaboré avec la Colombie à la première émission d'obligations souveraines vertes du pays — en appuyant l'élaboration d'une taxonomie verte nationale permettant de recenser les projets et les activités pouvant bénéficier de ressources financières produites par ces obligations — nous avons aidé les autorités nationales à établir le rapport d'impact de l'émission durant l'exercice 23. Nous avons aussi fourni une assistance technique pour l'élaboration des rapports d'impact relatifs aux émissions effectuées en Égypte et en Indonésie et d'un rapport d'impact concernant l'entreprise publique, *PT Indonesia Infrastructure Finance*. Nous avons également, durant l'exercice 23, apporté une assistance technique aux autorités indiennes en vue de la conception d'un programme d'obligations souveraines vertes, et nous les avons aidés à lever la contre-valeur de 2 milliards de dollars en roupies indiennes sur les marchés financiers intérieurs grâce à deux obligations vertes. Ces ressources contribueront au financement d'énergies renouvelables et à l'électrification des systèmes de transport sur l'ensemble du territoire national. La Banque a également mis à profit ses connaissances spécialisées des marchés financiers en analysant les options de financement climatique, notamment les obligations vertes, sociales et durables, dans ses rapports nationaux sur le climat et le développement ; durant l'exercice 23, elle a procédé à ce type d'analyse pour l'Afrique du Sud, le Malawi et les pays du Sahel.

Informer les pays des solutions et produits financiers

Avant d'abandonner le LIBOR pour passer à un autre taux de référence pour tous les prêts de la Banque mondiale en juillet 2023, le service de la Trésorerie a procédé durant l'exercice 23 à des opérations de fixation des taux d'intérêt portant sur 1,3 milliard de dollars, en collaboration avec ses clients en vue de l'adoption, dans la mesure du possible, d'options de gestion des risques de taux d'intérêt lors de l'obtention de nouveaux emprunts. Par exemple, la Banque s'est engagée avec l'Arménie et la Géorgie à fixer automatiquement les taux d'intérêt aux niveaux en vigueur à la date de décaissement de récents prêts de la BIRD afin de financer une reprise verte et inclusive. Elle a également poursuivi des activités de renforcement des capacités et dispensé des formations à la gestion des risques financiers à des fonctionnaires en Afrique du Sud, au Bhoutan, au Botswana, au Brésil, au Kenya, en Macédoine du Nord, aux Maldives, au Mozambique, en Namibie, au Pakistan et au Pérou.

Nous avons aidé les pays à obtenir accès à des financements climatiques concessionnels en procédant au montage de financements mixtes au titre d'investissements. Durant l'exercice 23, nous avons notamment accordé des prêts de montants élevés associant des financements de la BIRD à des prêts concessionnels provenant de différents fonds climatiques afin de financer des investissements dans les énergies renouvelables en Afrique du Sud et dans la résilience climatique en République du Congo. En Tanzanie, nous avons octroyé un prêt de 500 millions de dollars à l'appui de la politique de développement — le plus important financement jamais accordé au pays — en regroupant les ressources procurées par le nouveau produit de prêt à court terme très concessionnel de l'IDA et celles provenant du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA (qui sont prêtées aux conditions financières de la BIRD). Nous avons également conçu et mis en œuvre le nouveau produit de financement de projets d'investissement assorti d'une option de tirage différé, qui permet de financer des dépenses déterminées en cas de choc ; l'opération pilote a assuré des facilités de trésorerie au Fonds roumain de garantie des dépôts bancaires.

Gérer les risques de catastrophes par l'intermédiaire des marchés financiers mondiaux

La Banque aide les pays à accroître leur résilience financière face au risque de catastrophe en améliorant leur accès aux marchés de la réassurance et aux marchés financiers. Le service de Trésorerie collabore avec les autorités nationales à la préparation et à l'exécution de transactions de transfert de risque avant que ne survienne un événement de cette nature. En mars 2023, nous avons procédé conjointement à l'émission d'une obligation catastrophe et à une opération de swap de risques de catastrophe qui permet au Chili de bénéficier pendant trois ans d'une assurance à hauteur de 630 millions de dollars — 350 millions de dollars grâce à l'émission de l'obligation catastrophe et 280 millions de dollars par suite des swaps — en cas de séisme extrême. Cette opération a constitué la 19^e émission des obligations catastrophe de



la BIRD et la deuxième opération de transfert de risque de catastrophe du Chili. L'obligation a été la première émission de la Banque mondiale et la première obligation catastrophe cotée à la bourse de la RAS de Hong Kong (Chine), *l'Exchanges and Clearing Limited*.

Le montant des risques de catastrophe que nous avons aidé les pays à transférer sur les marchés internationaux se chiffrait à 5,8 milliards de dollars en juin 2023 ; une partie de ce montant provenant de l'émission d'obligations catastrophe par la BIRD et d'opérations de swaps, soit 1,3 milliard de dollars, doit permettre de couvrir les risques de séisme et de cyclone au Chili, en Jamaïque et au Mexique.

Renforcer les capacités de gestion des actifs du secteur public

Le Partenariat pour les services de conseil et la gestion des réserves, qui relève du service de la Trésorerie de la Banque mondiale, apporte un appui aux institutions procédant à la gestion d'actifs publics dans le monde entier en leur fournissant des services de conseil et de gestion d'actifs et en dispensant des formations aux gestionnaires — dans tous les cas par l'intermédiaire d'un réseau mondial de professionnels en la matière. Il fournit ses services à 72 banques centrales, fonds de pension publics, fonds de patrimoine souverain et institutions financières internationales, dont six se trouvent dans des pays à faible revenu et six dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence. Le Fonds fiduciaire du Partenariat pour les services de conseil et la gestion des réserves élargit la gamme des partenaires en permettant d'inclure dans ces derniers des banques centrales et d'autres institutions du secteur public de pays IDA ou de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, qui n'auraient pas les moyens de participer au Partenariat sans son appui.

La Banque gère également environ 82 milliards de dollars provenant de fonds fiduciaires et de clients extérieurs, parmi lesquels des institutions du secteur public. Elle a publié son premier rapport d'impact de la stratégie d'inclusion du critère de durabilité dans les placements à revenu fixe, qui met l'accent sur la mission de gestion d'actifs des fonds fiduciaires qu'elle administre.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse treasury.worldbank.org.



Collaborer avec des partenaires sur des priorités communes

Le Groupe de la Banque mondiale collabore avec des institutions multilatérales, des partenaires de développement bilatéraux, des organisations de la société civile, le secteur privé, des fondations, des groupes de réflexion, des parlementaires et d'autres parties prenantes dans le but de relever les défis mondiaux, d'appuyer la fourniture de biens publics mondiaux et d'atteindre des objectifs de développement partagés. Les partenariats ainsi forgés donnent lieu à des dialogues, au partage d'informations et à la poursuite concertée d'opérations aux niveaux national, régional, sectoriel et international.

Partenariats avec des institutions multilatérales

Nous collaborons étroitement avec le G7, le G20, le FMI, d'autres banques multilatérales de développement, l'Union européenne et l'ONU pour promouvoir la réalisation des priorités de développement des pays et relever les défis mondiaux. Lors du Sommet de Bali qu'ils ont tenu en novembre 2022, les dirigeants du G20 ont manifesté leur soutien aux interventions du Groupe de la Banque axées sur la sécurité alimentaire, notamment l'engagement d'un montant de 30 milliards de dollars au titre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils ont également accueilli favorablement la constitution du Fonds de lutte contre les pandémies — qui est hébergé par la Banque mondiale — dans le but de remédier aux carences fondamentales qui caractérisent la prévention des pandémies, la préparation à ces dernières et les interventions menées pour y faire face. Le fonds a déjà collecté des contributions initiales à hauteur de deux milliards de dollars, dont 700 millions de dollars provenant des États-Unis. Durant les présidences indonésienne et indienne du G20, nous avons examiné les options pouvant être retenues en vue de mettre en œuvre les recommandations de l'examen indépendant des cadres d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement réalisé par le G20, dont nous avons présenté les conclusions dans le rapport sur l'évolution du Groupe de la Banque mondiale en avril 2023. Nous avons également organisé conjointement au FMI et à l'Inde (qui assurait la présidence du G20) la Table ronde mondiale sur la dette souveraine dans le but d'accélérer les processus de restructuration de la dette, y compris celui du Cadre commun du G20.

Le Groupe de la Banque a apporté un appui aux présidences allemande et japonaise du G7 en les faisant bénéficier de ses compétences spécialisées dans les domaines de l'atténuation des effets du changement climatique et de l'adaptation à ce dernier, des infrastructures durables et de l'aide aux pays pauvres vulnérables. Le G7 a reconnu les efforts que nous avons déployés pour fournir un important soutien financier à l'Ukraine et a pris note avec satisfaction des travaux menés par IFC et la MIGA à l'appui des investissements privés. Lors de la réunion conjointe qu'ils ont tenue en mai 2023, les ministres des Finances et de la Santé du G7 ont insisté sur l'importance que revêtait la mobilisation efficace et rapide de financements de sources diverses à l'appui de mesures de prévention, de préparation et d'intervention pour une maîtrise des pandémies à un stade précoce. Durant le sommet organisé à Hiroshima en mai 2023, les dirigeants du G7 ont résolument appuyé le programme d'évolution du Groupe de la Banque, qui a pour objet de revoir et de transformer les modèles d'activité. Ils ont également chargé les ministres des Finances d'examiner des mesures particulières en constituant le Partenariat pour le renforcement de chaînes d'approvisionnement résilientes et inclusives, notamment en collaboration avec le Groupe de la Banque.

Le Groupe de la Banque travaille en partenariat avec l'Union européenne pour améliorer les résultats obtenus par les pays dans des domaines prioritaires communs, notamment les contextes fragiles, l'Afrique subsaharienne, l'eau, la sécurité alimentaire, les pandémies, le développement numérique, le climat, la gestion du risque de catastrophe, la gouvernance, les réformes du secteur public et le développement du secteur privé. Nous coordonnons avec l'Union européenne l'action que nous menons par suite de la guerre en Ukraine, notamment notre coopération aux évaluations rapides des dommages et des besoins et à l'initiative des corridors de solidarité. L'Union européenne est également un important partenaire financier

du Groupe de la Banque et s'est engagée à verser une contribution de 467 millions de dollars au Fonds pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies.

Nous avons continué de collaborer avec les institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales — notamment le HCR, l'OMC, l'OMS, l'UNICEF, l'UNOPS et le Comité international de la Croix-Rouge — dans le but de renforcer la résilience des pays dans un contexte caractérisé par des crises étroitement liées, tout en soutenant le développement à long terme de ces derniers. Le Groupe de la Banque et l'ONU mettent conjointement à profit leurs capacités et leurs compétences spécialisées pour s'attaquer à des questions fondamentales, comme les situations de fragilité, les réfugiés, la sécurité alimentaire, les pandémies, la protection sociale et l'emploi. Nous mobilisons ces partenariats dans le contexte de l'Assemblée générale de l'ONU et d'autres forums de haut niveau de l'ONU, ainsi que dans le cadre des travaux menés en étroite collaboration avec différentes institutions pour procurer des financements, assurer un appui aux politiques et transmettre des connaissances. Nous avons ainsi collaboré avec les institutions de l'ONU pour assurer la poursuite d'opérations financées par la Banque, notamment dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence où le Groupe de la Banque n'est guère représenté sur le terrain, ou dans des situations de crise ou d'urgence. En Afghanistan, nous apportons un soutien important à l'approvisionnement alimentaire, aux moyens de subsistance, ainsi qu'aux services de santé et d'éducation, et nous renforçons les capacités de la société civile dans le cadre de projets mis en œuvre par des organismes de l'ONU et des organisations de la société civile. Durant l'exercice 23, nous avons publié des déclarations communes avec les directeurs du FMI, de l'OMC, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial sur la crise de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, et nous avons collaboré avec le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation internationale du Travail dans le cadre du panel consultatif de haut niveau de notre *Rapport sur le développement dans le monde 2023* consacré aux migrations internationales.

Collaboration avec la société civile, le secteur privé, des fondations, des groupes de réflexion et des parlementaires

Nous poursuivons une collaboration de vaste portée avec des organisations de la société civile, qui est déterminée par les rôles divers que jouent ces dernières : il peut s'agir de groupes de plaidoyer ayant un large rayon d'action ou d'organisations menant des opérations à l'échelle internationale, d'acteurs régionaux ou d'organisations locales produisant des résultats pour les collectivités au sein desquelles elles travaillent. Durant les Assemblées annuelles et les Réunions de printemps tenues durant l'exercice 23 par le Groupe de la Banque mondiale et le FMI, le Forum de la société civile — qui est la plus importante instance de collaboration avec ces groupes — a réuni plus de 2 000 parties prenantes, dont plus de la moitié venaient de pays en développement. Durant l'exercice écoulé, les Administrateurs ont retenu un nouveau modèle pour la Table ronde à laquelle sont conviées les organisations de la société civile durant ces réunions, de manière à favoriser les interactions et de francs échanges de vues. Tout au long de l'exercice, nous avons collaboré avec ces organisations dans le cadre de discussions consacrées, avec la participation d'experts techniques, à des questions essentielles comme le genre ; la fragilité, les conflits et la violence ; le climat ; la dette ; et l'IDA. Nous avons sollicité leur opinion en vue des consultations menées à l'échelle mondiale ainsi qu'avec des pays particuliers ; nous avons ainsi récemment procédé à une consultation sur la mise en œuvre de la stratégie de la Banque pour les situations de fragilité, de conflit et de violence ainsi qu'à des consultations nationales au sujet de la note sur l'action menée au Yémen. Nos principaux modes de communication comprennent un bulletin d'information mensuel et des audioconférences mensuelles de portée mondiale. Nous travaillons également avec des organisations confessionnelles telles que l'Initiative de mettre fin à l'extrême pauvreté : une obligation morale, l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la religion et le développement, *Joint Learning Initiative* et le Partenariat international sur la religion et le développement durable.

Dans le cadre de notre collaboration avec le secteur privé et les organismes philanthropiques, nous avons organisé des réunions d'information à l'intention de ces partenaires sur le thème *Insights and Opportunities*, durant lesquelles nous avons examiné notre action face à la fragilité grandissante, à la crise de l'apprentissage dans le monde et aux interrelations entre le climat et l'éducation. Durant les Assemblées annuelles et les Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, nous nous sommes entretenus avec des représentants du secteur privé et des fondations travaillant sur la crise climatique — étant donné l'action fondamentale qu'ils peuvent mener pour remédier à ses répercussions — ainsi qu'avec des partenaires représentant, entre autres, les secteurs des

services financiers, de la technologie, et de la philanthropie, dans le but de partager les meilleures pratiques et de procéder à des échanges de vues. Nous collaborons avec plus de 400 partenaires dans le cadre du Fonds de partenariat pour la réalisation des objectifs de développement durable qui, à ce jour, a décaissé plus de 10 millions de dollars au titre d'initiatives visant à promouvoir des investissements dans des approches environnementales, sociales et de gouvernance et dans un développement sobre en carbone.

L'initiative conçue pour stimuler l'action du secteur privé en faveur des réfugiés (*Private Sector for Refugees*) fait profiter du développement du secteur privé les communautés accueillant des personnes déplacées en les aidant à établir de petites et moyennes entreprises qui créent des emplois. Nous appuyons ces efforts en forgeant des partenariats et en procédant à des communications stratégiques. Selon les données pour l'exercice 23, cette initiative a produit des résultats dans cinq pays, notamment au Moyen-Orient et en Afrique et, plus récemment, en Pologne où elle a donné lieu à l'évaluation de l'inclusion économique des Ukrainiens déplacés de force et a permis d'établir des lignes directrices concrètes pour les autorités publiques et le secteur privé.

Nous établissons des rapports et renforçons nos liens avec des groupes de réflexion en organisant des entretiens réguliers entre leurs experts et la direction du Groupe de la Banque, qui permettent d'obtenir des avis fondés sur les défis que peuvent poser, entre autres, la reprise économique, la dette, les échanges internationaux, les conflits et la fragilité, le changement climatique et la réforme des banques multilatérales de développement. Nous travaillons également avec des législateurs et des organisations parlementaires partenaires, comme le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI. Durant l'exercice 23, les manifestations que nous avons organisées — notamment deux forums parlementaires mondiaux et des visites virtuelles de terrain au Kenya et à Madagascar — ont permis d'associer plus de 300 parlementaires du monde entier à des débats sur des questions prioritaires comme le climat, la dette, la préparation aux pandémies, le genre, la fragilité, la numérisation, le capital humain et l'Ukraine. Nous avons aussi lancé une initiative de renforcement des capacités des jeunes parlementaires — parrainée conjointement par l'Université McGill et par notre Réseau parlementaire — qui a donné lieu à l'inscription de la première cohorte de 14 membres de chaque région.

Les membres du personnel de la Banque mondiale soutiennent des associations caritatives locales et mondiales dans le cadre de la campagne *Community Connections* du Groupe de la Banque mondiale. Durant l'exercice 23, ce programme de contribution de l'institution a permis de collecter plus de 12 millions de dollars grâce aux dons de membres du personnel, de consultants et de retraités et aux fonds de contrepartie versés par l'institution. Les donateurs, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, n'ont jamais été aussi nombreux que durant cette campagne et le taux de participation des effectifs du Groupe de la Banque mondiale a dépassé 79 % à l'échelle mondiale. Le programme a également aidé les membres du personnel de l'institution à contribuer à la riposte aux catastrophes survenues tout au long de l'année, puisqu'elle a levé plus de 1,5 million de dollars pour les interventions d'urgence à la suite des catastrophes provoquées par un séisme en Türkiye et en Syrie, des inondations au Pakistan et un cyclone au Mozambique et au Malawi.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/en/about/partners.

Accroître l'efficacité et la durabilité de nos opérations

Les opérations de la Banque mondiale bénéficient d'une solide approche de la gestion des risques qui permet à l'institution de fournir un important appui aux pays, tout en protégeant les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Les sauvegardes mises en place comprennent le Cadre environnemental et social, le Cadre de passation des marchés, les mécanismes de règlement des plaintes et les mesures visant à prévenir et à combattre la violence basée sur le genre dans le contexte de nos opérations. Nous avons également recours à des fonds fiduciaires et à des fonds d'intermédiation financière pour décaisser rapidement des financements et produire des savoirs à l'appui de la réalisation des principales priorités de développement. Ces efforts nous permettent, conjointement, d'apporter un appui efficace, efficient et adapté aux pays, qui les aide à poursuivre un développement plus résilient, durable et inclusif.

Le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale

Le Cadre environnemental et social s'applique aux financements effectués au titre de projets d'investissement entrepris à compter du 1^{er} octobre 2018. Il favorise l'obtention de résultats à l'appui d'un développement durable et inclusif en renforçant les mesures de protection de la population et de l'environnement et en permettant de traiter de manière intégrée une large gamme de questions et de risques environnementaux et sociaux. Ces derniers concernent la main-d'œuvre et les conditions de travail, la santé et la sécurité des communautés, l'utilisation efficace des ressources, la biodiversité, la violence basée sur le genre, et l'inclusion et la non-discrimination.

Le Cadre fait également une grande place à la transparence et à la participation des parties prenantes en prévoyant la tenue de consultations réelles et systématiques tout au long du cycle de vie du projet, la mise en place de mécanismes réactifs de règlement des plaintes, et la divulgation rapide d'informations. Il favorise la poursuite d'une approche proportionnelle fondée sur le risque et permet de gérer celui-ci de manière adaptative en fonction de l'évolution de la situation du projet. Il a également pour objet de renforcer les capacités et les systèmes environnementaux et sociaux nationaux. À la fin de juin 2023, le Cadre était appliqué dans 47 % des projets d'investissement du portefeuille en cours ; la transition des politiques de sauvegarde à ce cadre devrait prendre plusieurs années.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/esf.

Le Cadre de passation des marchés de la Banque mondiale

Depuis juillet 2016, le Cadre de passation des marchés de la Banque aide les pays clients à mettre en place des approches adaptées pour la passation de marchés au titre d'opérations de financement de projets d'investissement en mettant l'accent sur la durabilité et l'optimisation des ressources dans la passation de marchés. Durant l'exercice 23, 76 % du portefeuille de projets d'investissement de la Banque, en valeur des marchés attribués, ont appliqué les dispositions du Cadre. Le taux de couverture augmente à mesure que les anciens projets sont clôturés et que de nouveaux sont approuvés ; toutes les passations de marchés devraient appliquer les dispositions du Cadre d'ici à 2026.

Durant l'exercice 23, nous avons réalisé un examen du cadre afin d'en évaluer les résultats. Cet examen a révélé un impact profondément positif sur de nombreux aspects de la passation des marchés dans le cadre des opérations de financement de projets d'investissement de la Banque. Les marchés d'approvisionnement se diversifient, ce qui se traduit par une concurrence accrue. En outre, 77 % des contrats, en valeur, conclus au cours des cinq dernières années l'ont été avec de nouveaux entrants sur le marché, ce qui suggère une plus grande confiance du secteur privé dans les procédures de passation des marchés de la Banque.

Les innovations dans la passation de marchés — telles que l'Assistance directe à la mise en œuvre et la passation de marchés facilitée par la Banque — jouent un rôle essentiel dans notre riposte à la COVID-19, et nous aident à nous adapter à l'évolution des environnements opérationnels et de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement mondiale tout en fournissant un soutien accru aux pays. Grâce à un appui à la mise en œuvre direct et élargi, la Banque apporte un soutien direct aux pays emprunteurs, en particulier dans les situations de fragilité, de conflits et de violence. Une démarche qui permet de réduire de deux tiers le délai moyen de traitement des actions de passation de marchés, avec des réductions encore plus importantes dans les contextes de fragilité. Cette modalité a également accru la transparence et nous a permis de traiter les plaintes plus rapidement, la moitié de ces dernières durant l'exercice 22 ayant été traitées dans un délai de 19 jours calendaires.

Au cours de l'exercice 23, nous avons mis à jour tous les documents d'appel d'offres, publié de nouvelles orientations et lancé un important programme de formation et de communication pour soutenir l'utilisation obligatoire de critères cotés par points pour tous les marchés et contrats internationaux dont l'appel d'offres a été rendu public à compter du 1^{er} septembre 2023. L'utilisation plus large de ces critères donnera plus de souplesse aux emprunteurs pour passer les marchés de travaux et de fournitures et les contrats de services autres que des services de consultants les mieux adaptés à leur situation particulière. Elle encouragera également les meilleurs fournisseurs à soumissionner et à participer aux projets financés par la Banque.

Nous avons élaboré des notes d'orientation et des programmes de formation sur des aspects clés de la passation de marchés, tels que la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les pratiques durables de passation de marchés, la gestion des contrats et la cybersécurité. Nous avons mis en place le système de paiement direct obligatoire pour tous les marchés et contrats passés dans les contextes de fragilité. Nous avons élargi la publication des noms des adjudicataires à tous les contrats ayant fait l'objet d'un appel d'offres international. Nous avons également procédé à une mise à niveau majeure du système de suivi systématique des échanges dans la passation de marchés afin de faciliter la gestion des marchés et contrats, y compris en assurant un meilleur suivi de l'exécution physique et financière des marchés et contrats.

Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/procurement.

Lutter contre les risques d'exploitation, d'agression et de harcèlement sexuels dans le cadre de nos opérations

Nous restons déterminés à prévenir et à atténuer les risques de violence basée sur le genre, notamment les risques d'exploitation, d'agression et de harcèlement sexuel, dans le cadre de nos opérations.

Nous avons publié en septembre 2022 une nouvelle note de bonnes pratiques pour aider les membres des services de la Banque et les emprunteurs de l'institution à détecter les risques d'exploitation, d'agression et de harcèlement sexuels dans le cadre d'opérations de financement de projets d'investissement axés sur l'éducation, la santé, la nutrition, la protection sociale et l'emploi, et à assurer leur suivi. Cette note, qui est basée sur les principes du Cadre environnemental et social et sur une Directive de la Banque sur la manière de contrer les risques et les conséquences sur les personnes ou les groupes défavorisés ou vulnérables, traite des facteurs de risques et d'opportunités particuliers découlant des opérations de développement humain, notamment la présence d'un grand nombre de personnes sur les sites des projets, parmi lesquels se trouvent fréquemment de nombreux fonctionnaires ; l'importante empreinte des opérations de développement humain ; et les rapports de force inégaux entre les acteurs des projets et les personnes les plus vulnérables.

Nous avons consacré en interne des formations spéciales portant sur cette note et exploité toute une gamme de possibilités de sensibilisation, qui nous ont permis de former quelque 250 membres du personnel dans les six derniers mois de l'exercice 23, et nous avons entrepris de dispenser des formations aux emprunteurs. Et nous avons mis à jour notre note de bonnes pratiques concernant les risques d'exploitation, d'agression et de harcèlement sexuels dans le cadre des opérations de financement de projets d'investissement donnant lieu à d'importants travaux de génie civil afin d'inclure des directives plus strictes sur la manière de déterminer les besoins particuliers des enfants et à y répondre.

Nous continuons de collaborer avec d'autres institutions financières internationales en vue d'harmoniser les approches concrètes permettant de faire face aux questions ou problèmes d'exploitation, d'agression et de harcèlement sexuels dans le cadre des opérations de développement ; de partager nos informations, notamment sur un site Web commun ; et de soutenir la collaboration et la coordination des actions menées avec les pays, tout en encourageant la poursuite d'une approche axée sur les personnes survivantes.

Apporter un soutien aux pays à travers des fonds fiduciaires et des fonds d'intermédiation financière

Grâce aux fonds fiduciaires et aux fonds d'intermédiation financière, le Groupe de la Banque est en mesure de déployer rapidement des financements, d'élargir la portée de ses opérations et de produire des savoirs pour aider les pays à réduire la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée de manière durable. Ces fonds ont en effet permis d'accorder des financements, de fournir un soutien et de formuler des conseils sur l'action à mener face à des problèmes de développement comme la COVID-19, le changement climatique, les crises alimentaires et énergétiques et l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

À la fin de l'exercice 23, 51,1 milliards de dollars étaient détenus en fiducie sous forme de liquidités, de placements et de billets à ordre. Sur ce montant, 14,7 milliards de dollars se trouvaient dans des fonds fiduciaires et 34,5 milliards de dollars dans des fonds d'intermédiation financière. Les fonds fiduciaires financent environ les deux tiers des services d'analyse et de conseil, 85 % (31,5 milliards de dollars) du montant total des décaissements au titre de fonds fiduciaires ayant été alloués à des pays durant les exercices 19 à 23. Sur ce montant, plus de 8,3 milliards de dollars ont été versés à des pays IDA et à des pays à financement mixte (c'est-à-dire des pays admissibles à bénéficier des financements de l'IDA et de la BIRD). Les contributions aux fonds d'intermédiation financière se sont élevées en moyenne à 9,6 milliards de dollars par an, et les transferts de liquidités aux entités d'exécution, qui se sont établis en moyenne à 7,9 milliards de dollars par an au cours des cinq dernières années, sont demeurés stables.

La Banque mondiale a lancé des initiatives et mené des réformes visant à améliorer l'efficacité de l'emploi des ressources et des activités des fonds fiduciaires en raison de l'évolution de leur rôle depuis quelques dizaines d'années. Elle a entrepris de transformer la structure du portefeuille de fonds fiduciaires pour établir des programmes-cadres dits « *Umbrella 2.0* », moins nombreux, de plus large portée et conçus de manière plus stratégique. Le Cadre de gestion des fonds d'intermédiation financière renforce les critères de sélectivité de ces derniers et assure la poursuite d'une approche plus systématique de la gestion de leur cycle de vie.

Les programmes-cadres et les fonds d'intermédiation financière sont des mécanismes importants qui permettent aux bailleurs de fonds de soutenir la fourniture de biens publics mondiaux. Le partenariat SCALE visant à déployer à grande échelle les actions climatiques en réduisant les émissions est un programme-cadre qui aidera les pays à exploiter les possibilités offertes par le marché du carbone. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel, qui est un fonds d'intermédiation financière aidant les pays à gérer les entrées de réfugiés, revêt une importance cruciale lorsque l'accès aux ressources de la BIRD est limité. La Banque mondiale a mobilisé plus de 21,6 milliards de dollars de financements essentiels par l'intermédiaire de ces fonds fiduciaires, et a fourni des financements à décaissement rapide à l'Ukraine pour assurer le maintien de services fondamentaux et la poursuite des principales fonctions de l'État durant la guerre. La Banque a également lancé un nouveau Fonds fiduciaire pour la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies, qui permettra d'évaluer et de renforcer l'état de préparation des pays en développement aux crises sanitaires.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/dfi.

Service d'instruction des plaintes et de recours

Créé en 2015, le Service d'instruction des plaintes et de recours constitue un moyen de recours pour les individus et les collectivités qui estiment qu'un projet soutenu par la Banque mondiale a ou est susceptible d'avoir des effets néfastes sur eux, sur leurs communautés ou sur leur environnement. Il vient s'ajouter aux mécanismes de règlement des griefs établis au niveau des projets supervisés par les autorités nationales et garantit que les plaintes reçues directement par la Banque sont traitées de manière diligente grâce à la recherche de solutions appropriées et durables. Les plaintes déposées couvrent un large éventail de problèmes, y compris les préjudices qui se rapportent aux moyens de subsistance des populations, à l'environnement, et à la santé et la sécurité des communautés. Ce service joue un rôle clé en permettant de déterminer les tendances et les problèmes systémiques à partir des affaires antérieures afin de favoriser l'apprentissage institutionnel et d'appliquer les enseignements tirés aux opérations nouvelles et en cours.

Durant l'exercice 23, le Service d'instruction des plaintes et de recours a reçu 538 plaintes provenant de plus de 70 pays.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/grs.

Nos **valeurs**, notre **personnel** et nos **lieux de travail**

Nous nous employons à représenter un lieu de travail plus viable et responsable en défendant et en mettant en pratique nos valeurs fondamentales, en préservant la santé et le bien-être du personnel, en réduisant notre empreinte environnementale, et en trouvant des méthodes de travail plus efficaces. Notre *indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance* et notre *Examen de la viabilité* donnent de plus amples informations sur la manière dont la durabilité est prise en compte dans nos opérations et nos pratiques institutionnelles. L'indice et l'examen peuvent être consultés en ligne sur le site Web du Rapport annuel.

Nos valeurs

Les valeurs fondamentales du Groupe de la Banque mondiale sont : **impact, intégrité, respect, travail d'équipe** et **innovation**. Elles incarnent ce qui compte le plus pour nous en tant qu'institution et guident la façon dont nous travaillons les uns avec les autres, ainsi qu'avec nos clients et nos partenaires. Notre Code d'éthique, qui définit le sens de nos valeurs fondamentales dans la pratique et met l'accent sur les comportements plutôt que sur la conformité, vient compléter ces valeurs. Durant l'exercice 23, nous avons renforcé l'accent mis sur la lutte contre le racisme et la discrimination dans ce code, clarifié les solutions envisageables pour signaler différents types d'inconduites, précisé les responsabilités des membres du personnel qui supervisent d'autres collègues sans autorité formelle, et étoffé les dispositions relatives aux représailles et à la sensibilité à la diversité. Le règlement du personnel continue de définir les réglementations et les politiques ayant pour objet de prévenir et de prohiber tout comportement répréhensible. Nous nous employons à favoriser une meilleure compréhension des questions d'éthique et de conformité sur le lieu de travail grâce à un cours en ligne obligatoire pour le personnel portant sur nos valeurs fondamentales et notre Code d'éthique. Nous facilitons l'organisation de séances de formation en personne sur la création d'un milieu de travail empreint de respect, les responsabilités des superviseurs et des chefs de service, et les interventions des témoins. Nous menons également des activités de sensibilisation via des réunions publiques du personnel, une série de cours d'apprentissage sur l'éthique en milieu de travail et des communications internes.

Notre personnel

Nous cherchons à attirer, motiver et conserver un personnel diversifié venant du monde entier et possédant des compétences particulières en évaluant et en améliorant systématiquement la proposition de valeur pour notre personnel. Durant l'exercice 23, le service des Ressources humaines a été renommé le service de la Gestion du personnel et de la culture organisationnelle en témoignage de notre détermination à améliorer l'expérience de nos effectifs, faciliter une culture plus compatissante et fondée sur des valeurs, et renforcer notre réputation en tant que meilleur environnement de travail dans le domaine du développement. Nous donnons la priorité aux approches permettant de renforcer notre culture que nous intégrons dans nos stratégies et nos communications avec le personnel.

À la fin de l'exercice 23, la Banque comptait 13 122 agents employés à plein temps (dont 53,2 % de femmes) répartis entre 141 sites et représentant 181 nationalités. Ce chiffre comprend les 1 081 agents qui ont rejoint la Banque durant l'exercice.

Mettre l'accent sur le personnel. Nous sommes déterminés à optimiser l'expérience de notre personnel et nous nous employons à tous les niveaux à renforcer sa résilience, à maintenir sa compétitivité et à conforter notre position en tant qu'institution de développement de premier plan. À cet effet, nous avons entre autres continué à fournir un appui à nos agents et à l'organisation pour faire face aux répercussions de la COVID-19, et nous nous sommes efforcés de mettre en place un environnement de travail plus sain et souple pour permettre aux membres de nos services de s'épanouir et de promouvoir leur carrière à l'échelle mondiale. Nous avons également modifié nos politiques de congé de manière à mieux prendre en compte les besoins personnels, notamment en élargissant l'accès des parents principalement ou secondairement responsables des enfants à des congés parentaux rémunérés et en définissant plus largement la notion de « parent » pour inclure les beaux-parents et autres personnes chargées d'élever les enfants.



Nous avons amélioré notre soutien aux employés confrontés à un handicap grâce à l'adoption de différentes mesures, notamment en rendant la procédure de traitement des demandes recevables plus conviviale et en assouplissant les critères de rémunération. Nous avons également procédé à des améliorations en mettant l'accent sur la réhabilitation, la reprise du travail et l'offre d'aménagements spéciaux

Durant l'exercice, nous avons pris des mesures pour promouvoir l'harmonie entre la vie professionnelle et la vie personnelle et aider les agents de l'institution à retourner au bureau après une période de deux ans durant laquelle ils ont dû travailler à leur domicile en raison de la pandémie de COVID-19. Nous avons adopté une approche par étapes pour faciliter ce retour dans de bonnes conditions sanitaires en surveillant les indicateurs de santé locaux, en assouplissant progressivement les mesures de protection selon l'évolution de la situation et en fournissant systématiquement des orientations à nos agents.

Nous surveillons attentivement la situation sécuritaire dans les pays où nous avons des bureaux, en particulier dans les situations de fragilité, de conflits et de violence, de manière à garantir la santé et la sécurité de nos agents et de leurs familles dans le monde entier. Durant l'exercice 23, nous avons procédé à l'évacuation rapide et dans de bonnes conditions de sécurité de 53 membres du personnel d'Haïti, de la République démocratique du Congo et du Soudan en raison de crises de grande envergure.

Renforcer la culture institutionnelle. Durant l'exercice 23, nous nous sommes efforcés de soutenir des transformations culturelles et d'améliorer la confiance, la transparence et les communications à double sens au sein de l'institution. Les membres de la haute direction ont, dans le cadre de réunions ouvertes à tous les agents, mené un dialogue ouvert avec ces derniers sur le processus d'intégration de nouveaux collaborateurs, les profils de carrière, la mobilité, la discrimination et d'autres questions importantes. Ils se sont également rendus sur le terrain pour s'informer des préoccupations particulières des personnes travaillant dans les bureaux de pays et y remédier. Ils ont également participé à diverses manifestations, notamment des conversations trimestrielles avec des groupes d'employés et des tables rondes avec les membres de la direction pour examiner des questions comme la rémunération, la mobilité et la performance. Grâce à notre campagne « *Be the Value* », nous avons promu les valeurs fondamentales du Groupe de la Banque au sein de l'institution, et nous montrerons notre reconnaissance aux employés qui n'ont épargné aucun effort pour les incarner.

Protéger et promouvoir la santé et la sécurité du personnel. Nous sommes déterminés à protéger et à promouvoir la santé et la sécurité du personnel en privilégiant la santé et le bien-être de chaque personne, la santé et la sécurité au travail ainsi que la santé mentale et le bien-être. À la fin de l'exercice 23, nous avons mis en place dans le cadre d'une stratégie pluriannuelle conçue dans le but de renforcer les services au personnel dans le monde entier, des pôles pluridisciplinaires dotés d'effectifs au complet en Bulgarie, en Inde et au Kenya qui proposent des services médicaux et de conseil ainsi qu'un appui dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail aux agents en poste dans les régions. Cet accroissement des services offerts concerne également les équipes médicales opérant en Afrique du Sud, au Cameroun, au Sénégal et à Singapour. Nous avons aussi poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de la Banque pour la santé mentale afin d'ériger une culture de la santé et du bien-être, d'atténuer les facteurs de risque liés, entre autres, au travail, et de fournir un meilleur soutien au personnel et aux membres de leurs familles confrontés à des problèmes de santé mentale.

Renforcer notre culture institutionnelle

La culture institutionnelle du Groupe de la Banque revêt une importance fondamentale pour l'accomplissement de sa mission. En septembre 2022, David Malpass, qui était alors le Président de l'institution, et les membres du groupe de travail sur la culture institutionnelle —formée par le Président en novembre 2021— ont fait part de leurs recommandations initiales en vue du renforcement de la responsabilisation des membres de la direction et de l'atténuation des craintes de représailles. Ces recommandations étaient basées sur les informations issues de discussions poursuivies avec le personnel pendant plusieurs mois.

Le Groupe de la Banque a pris plusieurs mesures depuis l'annonce de ces recommandations. Nous avons créé l'unité Services d'éthique et de justice interne et avons nommé une vice-présidente pour la diriger. Nous avons entrepris un examen dans le but de créer une structure de notation moderne qui sera conforme aux meilleures pratiques et accroîtra notre aptitude à attirer, motiver et conserver des agents. Nous avons élargi la portée de notre programme de vérification des antécédents pour inclure la consultation du casier judiciaire pour tous les nouveaux consultants engagés pour des missions de courte durée.

Nous poursuivons la mise en œuvre des recommandations, notamment la constitution du Panel consultatif de discipline et l'apport de précisions au Règlement du personnel et aux protections conférées aux lanceurs d'alerte. Ces diverses actions contribuent, conjointement, à accroître la confiance, à responsabiliser et à motiver le personnel et à renforcer notre culture en tant que proposition de valeur fondamentale.

Nous avons lancé une campagne de sensibilisation afin de renforcer le soutien que nous apportons aux membres de notre personnel souffrant de problèmes de santé mentale en luttant contre la stigmatisation dont ils peuvent faire l'objet et en les encourageant à obtenir de l'aide au plus tôt. Nous avons également élaboré, durant l'exercice, des plans médicaux plus robustes pour améliorer l'accès de tous les membres du personnel et de leurs familles à des services de santé mentale — ces plans visent plus particulièrement les bureaux de pays en raison de la pénurie de professionnels de la santé mentale dans certains sites.

Combattre le racisme et la discrimination raciale. Depuis juin 2020, le Groupe de travail sur la lutte contre le racisme formule des recommandations à la haute direction en vue de combattre le racisme et la discrimination raciale au sein du Groupe de la Banque mondiale, dans ses opérations et dans les communautés auxquelles il apporte son appui. Durant la première phase de ses travaux, le Groupe de travail a présenté des avis concernant les problèmes rencontrés sur le lieu de travail, dont la mise en œuvre a été approuvée par la direction. Durant la deuxième phase, il a tourné son attention vers l'extérieur pour examiner la question raciale dans le cadre des opérations, de la passation des marchés institutionnels et de la collaboration avec les populations locales, et pour considérer la composition du personnel des bureaux de pays et la répartition des agents dans le monde entier. Les recommandations issues de ces derniers travaux ont été soumises pour examen et approbation au président du Groupe de la Banque et à la haute direction en mars 2023. Le Groupe de travail a été dissous à l'issue de sa mission.

Au début de 2023, les vice-présidents du Groupe de la Banque ont organisé des réunions-débats pour permettre au secrétariat du Groupe de travail de présenter et de discuter de l'action menée contre le racisme, d'échanger avec les membres du personnel et d'assurer la poursuite des efforts sur la base d'efforts antérieurs menés en interne et par des organisations extérieures. Pour finir, une assemblée ouverte à tout le personnel, à laquelle ont participé le Président, les membres de la haute direction et l'Association du personnel, s'est déroulée en mars 2023.

Le Groupe de travail s'est également employé à mieux faire prendre conscience des questions ayant trait à la race et a encouragé la poursuite de conversations et d'activités en ce domaine à l'échelle de l'organisation. Le Groupe de travail a élaboré et diffusé des guides et d'autres outils afin d'appuyer les efforts poursuivis par le personnel en ce domaine, et a soumis des informations et proposé des orientations concrètes. Il a également diffusé une image infographique établie à partir de données présentant la composition du personnel par nationalité et région, en considérant notamment le recrutement, les promotions et notre empreinte mondiale. Le Groupe de travail arrivant au terme de sa mission et compte tenu des commentaires émanant du personnel et de la haute direction recommandant que l'effort de lutte contre le racisme continue d'être intégré à la culture, aux politiques et au travail de l'organisation, son président, Ethiopis Tafara, poursuivra la mise en application des recommandations durant une période de transition et rendra périodiquement compte des progrès accomplis qui feront l'objet d'un suivi de la part de l'unité chargée du suivi de la mise en œuvre.

Apporter un soutien à des opérations plus efficaces et modernes grâce aux technologies et aux systèmes d'information. Durant l'exercice 23, la Banque a poursuivi la modernisation des lieux de travail dans lesquels elle poursuit ses activités en interne — qui sont occupés par plus de 6 000 équipes — en améliorant ses capacités numériques. Grâce au projet ARIA, qui est une initiative pluriannuelle menée à l'échelle du Groupe de la Banque, nous avons poursuivi le processus de remplacement de nos progiciels de gestion financière intégrée de manière à renforcer l'efficacité des procédures, accroître leur souplesse, améliorer les informations et réduire les risques liés aux opérations. Nous avons aussi renforcé nos efforts de préparation dans le domaine de la cybersécurité grâce à notre initiative d'architecture confiance zéro, qui nous a aidés à faire obstacle à 177 millions de cyberattaques durant l'exercice 23.

Soutenir l'apprentissage et le renforcement des compétences du personnel. Le campus d'apprentissage ouvert de la Banque mondiale donne accès au personnel à une large gamme de programmes d'apprentissage et de développement des capacités de diriger, notamment des cours en ligne que les agents peuvent suivre à leur propre rythme, un apprentissage facilité et des formations en cours d'emploi. Durant l'exercice 23, nous avons mis en place la plateforme *EdCast Learning Experience* pour suivre l'évolution des besoins du Groupe de la Banque et aussi simplifier et améliorer les produits proposés au personnel et aux clients. La plateforme aide le personnel à bénéficier d'un apprentissage continu et personnalisé grâce à l'intelligence artificielle et à l'apprentissage automatique.

Créer un environnement sûr permettant au personnel de remédier aux préoccupations et de régler les conflits. Durant l'exercice 23, nous avons créé la Vice-présidence pour les Services d'éthique et de justice interne dans le but de fournir des services complets et coordonnés liés au respect du Règlement du personnel et à la résolution des préoccupations et des griefs liés au travail. Cette nouvelle vice-présidence comprend les fonctions assurées par les Services de justice interne et le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité de la Banque.

Grâce aux Services de justice interne, les membres du personnel disposent de canaux confidentiels pour obtenir des conseils sur des problèmes sur le lieu de travail et résoudre des conflits. Ces services comprennent l'Ombudsman, le programme des conseillers pour le respect sur le lieu de travail, les Services de médiation, les Services d'examen par les pairs, l'évaluation de la gestion des performances et le Bureau de l'équité raciale. Durant l'exercice 23, plus de 1 100 employés se sont tournés vers ces services pour obtenir de l'aide. Les Services de justice interne ont également assuré des activités de formation et de sensibilisation pour 5 827 employés.

Le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité (EBC) est une autre ressource fiable pour les membres du personnel qui recherchent des conseils sur des questions de conformité et sur le lieu de travail, et pour prévenir et traiter les inconduites. Durant l'exercice 23, ce bureau a examiné 168 allégations d'inconduite et organisé des formations et une campagne de sensibilisation sur l'éthique à l'intention de 8 113 employés. Grâce à ses services de conseil, il répond également, en moins d'une journée de travail en moyenne, aux demandes de conseils éthiques venant des membres du personnel concernant d'éventuels conflits d'intérêts ou d'autres problèmes de conformité. Durant l'exercice 23, 1 248 employés ont demandé conseil au bureau. Il a concentré ses efforts sur la promotion de la transparence autour des résultats de ses examens des inconduites et mène des examens approfondis des cas à haut risque ou récurrents pour aider à combler les lacunes dans les contrôles. Le coordonnateur de la lutte contre le harcèlement de ce bureau traite des allégations de harcèlement sexuel ainsi que d'autres formes de harcèlement. Durant l'exercice 23, il a reçu 278 affaires ; avec d'autres parties prenantes institutionnelles, il a également mis en œuvre des mesures de soutien, telles que le suivi après le règlement d'une affaire pour garantir un environnement de travail sans risque pour les victimes de harcèlement sexuel.

Représenter le personnel. L'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale défend les droits et les intérêts du personnel auprès de la haute direction et des Administrateurs. Elle offre plusieurs services aux membres, y compris des consultations pour les questions liées aux griefs, une couverture d'assurance maladie pour les temporaires à court terme et les consultants au siège, et des communications régulières pour s'assurer que les membres du personnel sont informés et au fait des questions susceptibles de les toucher. Au cours de l'exercice 23, l'Assemblée des délégués de l'Association du personnel est entrée dans la deuxième année de son mandat de deux ans pour défendre les priorités et les préoccupations du personnel, notamment la rémunération (en particulier dans les bureaux-pays), la rétention des talents et l'évolution de carrière. En mars 2023, l'Association du personnel a organisé un Forum des présidents des sections des bureaux-pays de l'Association du personnel, qui a réuni des représentants du monde entier en vue d'échanger des connaissances et de participer à des activités de plaidoyer, avec le soutien des vice-présidents régionaux de la Banque. L'Association du personnel a également facilité l'organisation de réunions ouvertes et soutenu des réformes par le biais de ses groupes de travail.

TABLEAU 16 DONNÉES SUR LE PERSONNEL DE LA BANQUE MONDIALE (BIRD/IDA), EXERCICES 21–23

INDICATEUR	EX. 21	EX. 22	EX. 23	INDICATEURS CONNEXES
Total employés à plein temps	12 528	12 778	13 122	GRI 401 ; ODD 8
Hors États-Unis (%)	45	46	47	
Consultants à court terme/temporaires (ETP)	5 944	6 163	5 986	
Indice de diversité	0,89	0,89	0,90	
<i>% représente l'écart par rapport à l'objectif de parité hommes-femmes pour une catégorie donnée*</i>				
Personnel administratif et d'appui (%)	17,8	17,6	17,7	
Personnel technique de niveau débutant et junior (%)	3,2	2,7	2,7	
Personnel technique de niveau supérieur (%)	5,8	4,7	3,8	
Chefs de service (%)	2,7	4,7	3,4	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	3,1	2,6	2,7	GRI 404 ; ODD 8
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	3,1	2,9	2,1	

Note : – = non disponible ; ETP = équivalent temps plein (personnel) ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable. *La parité hommes-femmes s'entend de 50 % d'hommes et 50 % de femmes, avec une marge de +/- 2 % ; 0 % signifie que nous avons atteint notre objectif de parité hommes-femmes, tandis que des chiffres supérieurs à 0 % signifient que les hommes ou les femmes sont surreprésentés.

Nos lieux de travail

La Banque gère les impacts environnementaux, sociaux et économiques de ses activités internes en s'efforçant d'avoir des effets positifs nets sur les écosystèmes, les populations locales et les pays dans lesquels elle a des bureaux.

Réduire nos émissions à travers le monde. Les voyages ayant repris durant l'exercice 22, ils ont entraîné, selon les estimations, une augmentation de 24 % des émissions par rapport à l'exercice 21. Les différents bâtiments de la Banque répartis dans le monde ne sont toujours pas pleinement occupés. Dans le cadre des efforts que nous déployons chaque année pour compenser les émissions de carbone que nous n'avons pas pu réduire, nous achetons et retirons des crédits de carbone compensatoires et des crédits d'énergie renouvelable.

Réduire nos émissions à notre siège. En juillet 2022, nous avons lancé un modèle de travail hybride à titre d'opération pilote, et nous avons repris les services de cafétéria, de café-bar et de restauration. Nous nous sommes engagés, en ce domaine, à atténuer l'impact climatique des services alimentation (*Cool Food Pledge*) en réduisant les émissions de gaz à effet de serre engendrées par ces derniers de 25 % d'ici 2030 par rapport à la référence de 2019. Nous avons acheté des crédits d'énergies renouvelables représentant l'équivalent de 100 % de la consommation d'électricité des bâtiments du siège. Ces crédits représentent l'impact environnemental d'un mégawattheure produit par des sources d'énergie renouvelable alimentant le réseau. Les projets de compensation des émissions de carbone sont sélectionnés sur la base de rigoureuses directives du Groupe de la Banque mondiale dans les pays IDA ; des projets ont récemment été réalisés au Cambodge (pour réduire les fuites de méthane), à Madagascar (pour développer la production d'électricité solaire) et au Myanmar (pour restaurer les mangroves).

Concevoir des bâtiments durables. Prenons en compte les considérations de durabilité sous toutes leurs formes dans notre parc immobilier, qu'il s'agisse de nouveaux bâtiments, d'installations rénovées, ou de la poursuite des opérations courantes, de manière à ce que nos bureaux soient non seulement modernes, salubres et confortables, mais aussi respectueux de l'environnement. Nous nous employons à obtenir, à cet effet, des certificats d'économies d'énergie en utilisant des technologies renouvelables dans nos bâtiments, en ayant recours à une conception verte et biophysique des bâtiments et en appliquant ces principes à toutes nos installations, du siège aux bureaux de pays.

Nous avons modernisé notre approche afin d'optimiser la durabilité de nos installations. Il nous est ainsi possible d'utiliser les locaux au maximum, de réduire les coûts d'exploitation, d'accroître la souplesse d'occupation des bureaux et de réduire les émissions de carbone, la consommation d'énergie et le gaspillage. À Washington, nous avons entrepris de rénover le « bâtiment I », qui est un immeuble ancien, en adoptant une conception propice aux économies d'énergie, en ayant recours à des matériaux durables et en utilisant un mobilier de bureau remanufacturé (suivant l'approche de l'économie circulaire). Nous avons adopté des concepts similaires pour nos bureaux extérieurs, notamment en Australie, au Bhoutan, en France, au Liban, au Kenya, au Mali, en Micronésie, au Népal, au Nigéria, en Ouganda, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en République centrafricaine, au Sri Lanka et en Zambie.

Le bureau de la Banque à Dhaka (Bangladesh) offre un exemple de la manière dont nous incorporons la durabilité dans nos rénovations puisque des travaux menés dans le bâtiment nous ont récemment permis d'obtenir le certificat de respect de la norme *LEED Gold* au titre de l'exploitation et de l'entretien. Nous avons rénové le bâtiment, construit il y a 20 ans, en l'équipant de systèmes de filtrage plus efficaces, de murs verts, d'installations permettant de réaliser des économies d'eau, d'un système d'éclairage LED et de systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation. Nos projets actuels comprennent une installation de panneaux solaires pouvant générer 150 kWh, ainsi qu'un système de collecte d'eau de pluie d'une capacité de 88 000 litres, qui permettront de réduire dans une plus large mesure notre consommation d'énergie et d'eau. À Paris, nous améliorons la durabilité de notre bureau grâce au raccordement de ce dernier au premier réseau de rafraîchissement installé en Europe, qui utilise l'eau de la Seine refroidie pour réduire la température dans le bâtiment, ce qui nous évite d'avoir ou d'entretenir des matériels de refroidissement ou de climatisation. Nous avons aussi achevé la construction de nouveaux bâtiments au Brésil, au Burkina Faso, au Niger et en Sierra Leone, conformément aux normes de construction verte.

Notre chaîne d'approvisionnement

Promouvoir une chaîne d'approvisionnement plus inclusive et durable. Durant l'exercice 23, la chaîne d'approvisionnement institutionnel de la Banque a continué de subir des perturbations dues à la pandémie de COVID-19, aux conflits géopolitiques et au surendettement dans le monde. Les principaux problèmes rencontrés ont tenu à la volatilité de la demande, aux pénuries de stocks et aux problèmes de main-d'œuvre observés dans différents secteurs et en divers lieux. Nous avons redoublé d'efforts pour gérer les risques de tiers liés à nos fournisseurs, qui se trouvent dans 196 pays, en procédant à une évaluation approfondie des risques et des facteurs de vulnérabilité et en mettant en place des solutions de remplacement. Étant donné les perturbations financières et l'inflation sévissant dans le monde entier, nous avons également cherché à concilier la stabilité financière et les capacités opérationnelles de nos fournisseurs avec la nécessité de promouvoir un développement durable dans un environnement en constante évolution.

Malgré ces difficultés, nous avons continué d'accroître la passation de marchés institutionnels avec des entreprises appartenant à des femmes et à des minorités et nous sommes sur le point de doubler leur proportion pour la porter à 7 % pour l'exercice 23 et à 8 % pour l'exercice 25. Les résultats obtenus seront annoncés pendant l'exercice 24. Nous avons inclus dans nos fournisseurs trois fois plus d'entreprises appartenant à des femmes durant l'exercice 23 que durant l'exercice 18, qui est le premier pendant lequel ces statistiques ont été établies, de manière à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et à promouvoir l'inclusion économique des femmes. *WEConnect International* a, pour la deuxième année consécutive, attribué à la Banque mondiale le titre de champion de la diversité de l'inclusion des fournisseurs *Platinum Top Global Champion for Supplier Diversity and Inclusion*.

TABLEAU 17 QUELQUES EFFETS DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT, EXERCICES 19–22

INDICATEUR	EX.19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	INDICATEURS CONNEXES
Émissions absolues de GES (tonnes métriques d'équivalent CO ₂) ^a	248 336	180 890	39 773	85 480	GRI 305 ; CDP C6 ; ODD 13
Utilisation d'énergie (GJ) ^b	458 315	471 930	393 728	360 514	GRI 302 ; CDP C8.2 ; ODD 7
Intensité de l'utilisation d'énergie (GJ/m ²) ^b	0,74	0,74	0,61	0,56	
Utilisation d'eau (m ³)	299 054	261 534	201 134	196 562	GRI 303 ; ODD 6
Eau détournée des sites d'enfouissement (%) ^c	61	67	33	40	GRI 306 ; ODD 12
Utilisation totale de papier recyclé à 100 % (photocopie et impression, %) ^c	57	54	34	57	GRI 301 ; ODD 12

Note : Les données sont décalées d'un exercice financier en raison du moment de leur collecte. Les installations de la Banque étaient fermées ou peu occupées pendant la majeure partie de l'exercice 21, et des membres du personnel ont procédé à une reprise partielle du travail au bureau durant l'exercice 22. Pour de plus amples informations et des données supplémentaires, rendez-vous sur le site *Web dédié à la responsabilité de l'organisation*. CO₂ = dioxyde de carbone ; CDP = Carbon Disclosure Project ; GES = gaz à effet de serre ; GJ = gigajoule ; GJ/m² = gigajoule par mètre carré ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable.

- Ces données se rapportent aux installations de la Banque dans le monde entier et englobent les émissions résultant des voyages d'affaires et des achats de produits alimentaires au siège, ces émissions relevant des catégories (ou « scopes ») 1, 2 et 3. Les émissions de catégorie 3 liées aux voyages d'affaires par avion incluent le forçage radiatif et excluent les émissions résultant des voyages d'affaires par avion effectués par des membres du personnel du Fonds pour l'environnement mondial et de la MIGA, et qui sont par ailleurs rapportées dans le rapport de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. L'exercice 20 inclut les émissions de l'initiative *Cool Food Pledge* résultant de l'achat de produits alimentaires pour le siège de la Banque. De plus amples informations sont présentées dans le Plan de gestion des stocks.
- Ces données se rapportent aux installations de la Banque mondiale dans le monde entier et englobent l'électricité, la combustion fixe et la combustion mobile.
- Ces données se rapportent uniquement aux installations du siège de la Banque.

Publication des informations financières de la Banque mondiale relatives au climat

La Banque mondiale publie, dans ce rapport, sa deuxième déclaration d'informations liées au climat, conformément aux recommandations de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat. Les données communiquées pour l'exercice 23 témoignent des progrès réalisés en ce qui concerne l'identification et la gestion des risques et des opportunités liés au climat dans le cadre de nos activités financières, institutionnelles et de développement, et pour ce qui est de la publication d'informations. Elle montre clairement que nous sommes résolus à soutenir des marchés financiers durables en accordant une grande importance à la communication d'informations harmonisées, cohérentes et comparables sur le climat et à l'adoption d'une conception plus large des opportunités et des risques financiers liés à la durabilité pouvant contribuer à réorienter les flux financiers vers des projets et des initiatives axées sur le climat et la durabilité.

La Banque a largement contribué durant l'exercice 23 à aider les pays à saisir les opportunités qui se sont présentées dans le cadre des efforts qu'ils ont déployés pour promouvoir leurs objectifs climatiques et favoriser le passage à transition d'un développement sobre en carbone et résiliant sur le plan climatique. Nous avons publié plus de 20 rapports nationaux sur le climat et le développement durant l'exercice 23, en continuant de soutenir la prise en compte par les pays des considérations relatives au changement climatique et celles concernant le développement. Ces rapports aident également les pays à donner la priorité aux actions permettant le mieux de réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir l'adaptation, tout en favorisant la réalisation d'objectifs de développements plus généraux, et apportent des éléments utiles à d'autres études diagnostiques du Groupe de la Banque, aux interventions qu'elle poursuit dans les pays et à ses opérations.

Conformément à l'engagement pris par le Groupe de la Banque mondiale dans son Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025, toutes les nouvelles opérations de financement de la Banque mondiale seront alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1^{er} juillet 2023. Cela permettra d'adopter des solutions plus sobres en carbone lorsque cela sera possible sur le plan technique et économique, de prévenir le verrouillage carbone et de veiller à ce que les risques climatiques notables soient évalués et ramenés à un niveau acceptable. Ce processus évoluera parallèlement à l'apport de précisions aux orientations, au renforcement des capacités et à l'adaptation des mécanismes sur la base des leçons tirées de l'expérience.

Nous savons que nos principales parties prenantes, nos actionnaires et nos investisseurs veulent être informés des répercussions de nos activités institutionnelles et de développement sur le niveau des émissions et d'autres effets sur le climat. La Banque est favorable à la transparence promue par les dispositions générales en matière d'information financière liée à la durabilité et les normes sur les informations liées au climat publiées en juin 2023 par le Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité. La publication de ces normes marque un progrès important en direction de l'établissement de références mondiales pour la publication d'informations sur la durabilité, qui faciliteront la prise en compte systématique des risques et des opportunités et la normalisation de leur présentation. Nous avons entrepris de préparer une feuille de route pluriannuelle dans le but d'assurer la conformité de nos critères de communication des informations financières liées à la durabilité et au climat à ces normes, et d'aider nos clients à adopter ces derniers. La Banque collabore étroitement avec les organismes internationaux de normalisation et a l'intention d'offrir des services de renforcement des capacités et d'assistance technique de grande envergure aux autorités publiques, au secteur privé, à la société civile et à d'autres parties prenantes notables.

Nous savons que les procédures d'établissement de rapports liés au climat évoluent, de même que les outils et les méthodes d'évaluation des risques et des impacts climatiques, comme l'évaluation des progrès réalisés par les entités en vue de réduire leurs émissions et l'application des analyses de scénario aux entités souveraines. La Banque continuera de contribuer à l'amélioration des méthodologies en collaborant avec ses partenaires de développement et d'autres parties prenantes. Elle poursuivra à l'avenir les efforts entrepris dans le but de préciser son approche et d'améliorer la publication de ses informations sur la base des enseignements tirés de l'expérience et de l'évolution des meilleures pratiques, tout en déterminant la manière dans laquelle les normes de publication d'informations s'appliquent à son modèle opérationnel et à sa mission de développement qui sont uniques.

Les informations liées au climat que nous avons publiées, conformément aux recommandations de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat pour l'exercice 23, sont présentées dans leur intégralité dans les annexes au rapport.



Donner une orientation à l'institution

Tous les pouvoirs de la Banque mondiale sont dévolus au Conseil des Gouverneurs, son principal organe de décision, conformément aux Statuts de la BIRD et de l'IDA. Chaque pays membre de la Banque est représenté par un gouverneur et un gouverneur suppléant.

Le Conseil des Gouverneurs délègue l'essentiel des pouvoirs à 25 Administrateurs permanents, qui composent le Conseil des Administrateurs de la BIRD et de l'IDA. Les Administrateurs représentent les 189 pays membres de la Banque mondiale et sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque. Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2022 à octobre 2024.

Les Administrateurs supervisent l'orientation stratégique de la Banque et représentent les points de vue des pays membres sur son rôle. Ils statuent sur les projets de prêts, de crédits, de dons et de garanties de la BIRD et de l'IDA proposés par le Président, ainsi que sur les politiques, le budget administratif et d'autres questions opérationnelles ou financières. Ils examinent les Cadres de partenariat-pays qui déterminent la collaboration du Groupe de la Banque avec les pays clients et l'appui apporté aux programmes de développement. Les Administrateurs sont chargés de fournir au Conseil des Gouverneurs les comptes vérifiés, un budget administratif et le rapport annuel de la Banque sur les résultats de l'exercice écoulé.

Le Conseil compte cinq comités permanents. Les Administrateurs siègent à un ou plusieurs de ces comités, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et d'autres documents cruciaux. Le Comité directeur des Administrateurs, auquel siègent tous les Administrateurs, se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil. Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil s'entretient régulièrement sur l'efficacité des activités du Groupe de la Banque avec la direction et le Mécanisme de redevabilité indépendant et avec le Groupe indépendant d'évaluation, qui tous deux rendent compte directement au Conseil.

FIGURE 8 LES COMITÉS DU CONSEIL DES ADMINISTRATEURS



Assurer la surveillance et la responsabilité

Nous nous tenons comptables de notre action à travers des mécanismes institutionnels — aussi bien internes à la Banque qu'indépendants de celle-ci — qui surveillent les résultats opérationnels, gèrent les risques institutionnels, préviennent et luttent contre la corruption et garantissent la transparence dans notre travail. Ces mécanismes fournissent des conseils et formulent des recommandations pour assurer une efficacité maximale sur le plan du développement et le respect des normes de responsabilité les plus élevées.

Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation renforce l'efficacité des actions du Groupe de la Banque en faveur du développement au moyen d'évaluations qui donnent une appréciation des résultats et de la performance et formulent des recommandations pour les améliorer. Il valide également les auto-évaluations réalisées par le Groupe de la Banque portant sur les résultats des programmes et projets menés dans les pays. Les évaluations et les validations fournissent des éléments probants attestant des facteurs qui influent sur le succès et l'échec, ainsi que des enseignements à tirer pour aider à éclairer les orientations, les politiques, les programmes et les opérations du Groupe de la Banque.

Au cours de l'exercice 23, le Groupe indépendant d'évaluation a réalisé des évaluations couvrant plusieurs priorités institutionnelles et stratégiques du Groupe de la Banque. Ces évaluations ont examiné les actions de la Banque dans la réduction des risques de catastrophe et son Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu, et ont apprécié l'efficacité de l'appui du Groupe de la Banque à des projets axés sur l'efficacité énergétique du côté de la demande. Le Groupe a également validé les auto-évaluations de la direction sur la mise en œuvre de ses recommandations pour les exercices 18 à 21 et a évalué la valeur ajoutée d'IFC dans les pays à revenu intermédiaire. Le Groupe indépendant d'évaluation s'est également penché de plus près sur deux aspects de la riposte du Groupe de la Banque à la COVID-19 : la protection du capital humain et la prise en compte des conséquences économiques. Dans le droit fil de l'accent que le Groupe de la Banque met sur les résultats au niveau des pays, il a réalisé des évaluations des programmes menés à Madagascar, au Maroc, au Mozambique et en Ukraine. Il a également contribué à la Feuille de route pour l'évolution, en s'appuyant sur sa masse de données d'évaluation pour donner des avis sur le modèle de développement du Groupe de la Banque au niveau des pays, la mobilisation pour les biens publics mondiaux et l'optique de résultats.

Pour de plus amples informations et pour consulter le rapport annuel du Groupe indépendant d'évaluation, rendez-vous à l'adresse ieg.worldbankgroup.org.

Mécanisme de redevabilité

Le Mécanisme de redevabilité de la Banque mondiale est un mécanisme de plainte indépendant destiné aux personnes et aux collectivités qui estiment avoir été ou être susceptibles d'être affectées par un projet financé par la Banque. Il abrite le Panel d'inspection et le nouveau Service de règlement des différends. Le Panel d'inspection, qui récemment a célébré ses 30 ans d'existence, a été créé en 1993. Il était alors le premier mécanisme indépendant de redevabilité établi au sein d'une institution financière internationale et continue de recevoir et d'instruire des plaintes de populations affectées et de mener des enquêtes indépendantes sur la conformité. Le Service de règlement des différends facilite un processus indépendant et librement consenti de règlement des différends entre les plaignants et les emprunteurs. Le Secrétaire du Mécanisme de redevabilité et le Panel d'inspection rendent compte chacun au Conseil et sont indépendants de la direction de la Banque.

Le **Panel d'inspection** est composé de trois membres, dont son président, qui rendent compte directement aux Administrateurs. Durant l'exercice 23, le Panel a reçu sept demandes d'inspection. Il a enregistré trois affaires en Bolivie, au Cameroun et en Inde, et recommandé des enquêtes sur des projets en Bolivie et au Cameroun. L'enquête pour la Bolivie est en cours. Le Panel a également soumis un rapport d'enquête au Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale au cours de l'exercice 23 concernant une affaire reçue du Togo. Le Conseil a examiné les rapports d'enquête concernant l'Ouganda et l'Inde, qui ont fait l'objet d'enquêtes menées par le Panel au cours des exercices précédents.

Le **Service de règlement des différends** est devenu opérationnel en 2021. Durant l'exercice 23, les toutes premières affaires traitées par le Service de règlement des différends — une au Népal et une en Ouganda — ont abouti à un accord dans les délais fixés par le Conseil. En outre, une affaire au Cameroun a fait l'objet d'un processus de règlement de différends, tandis qu'une autre affaire a été renvoyée au Panel d'inspection pour enquête. Les procédures opérationnelles du Mécanisme de redevabilité ont été rendues publiques en décembre 2022 à l'issue d'une vaste consultation ouverte.

Pour de plus amples informations sur le Mécanisme de redevabilité, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/programs/accountability.

Système de sanctions

Le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale est un processus administratif à plusieurs niveaux, conçu pour lutter contre la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction par les entreprises et les particuliers intervenant dans des opérations du Groupe de la Banque.

La **Vice-présidence de l'Intégrité** détecte, dissuade et prévient la fraude et la corruption dans les opérations financées par le Groupe de la Banque et concernant son personnel et les prestataires. Elle enquête sur les allégations de fraude, de corruption et d'autres pratiques passibles de sanctions et, lorsque celles-ci sont fondées, applique des sanctions à l'encontre des entités externes concernées et communique ses constatations en vue de décisions sur les mesures disciplinaires à prendre à l'encontre des membres du personnel concernés. Cette vice-présidence s'efforce également d'identifier, de surveiller et d'atténuer les risques liés à l'intégrité dans les opérations du Groupe de la Banque. En outre, le Bureau du respect de l'intégrité, une unité indépendante au sein de la Vice-présidence de l'Intégrité, examine la conformité des entités concernées par le processus de sanctions et travaille avec celles qui s'efforcent de remplir les conditions de levée des sanctions qui leur ont été imposées.

Durant l'exercice 23, la Vice-présidence de l'Intégrité a organisé le cinquième forum de l'Alliance internationale anti-corruption à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour discuter avec des professionnels de la lutte contre la corruption du monde entier des défis mondiaux, en mettant l'accent sur les liens entre corruption et développement. Le forum de cette année s'est appuyé sur les efforts actuellement déployés pour renforcer le réseau des acteurs intervenant dans la lutte contre la corruption aux niveaux local, régional et mondial.

Le **Bureau de la suspension et de l'exclusion** est dirigé par le directeur des suspensions et des exclusions de la Banque mondiale et constitue le premier niveau d'arbitrage dans le système de sanctions du Groupe de la Banque. Tous les cas de sanctions qui ne font pas l'objet d'un appel devant le Conseil des sanctions du Groupe de la Banque sont résolus suivant les décisions du responsable, dont les condensés sont mis à la disposition du public.

Le **Conseil des sanctions** est composé de sept membres qui sont tous extérieurs au Groupe de la Banque. Il lui revient de prendre les décisions finales dans tous les cas de sanctions contestées dans l'ensemble du Groupe de la Banque et rend publiques ses décisions qu'il motive entièrement et qui ne sont pas susceptibles d'appel.



Durant l'exercice 23, le Groupe de la Banque a sanctionné 23 entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque et des accords de règlement. Il a également levé la sanction de 17 entités et converti les exclusions avec levée conditionnelle d'une entité en non-exclusion conditionnelle. Une entité n'a pas rempli les conditions de non-exclusion, aussi sa sanction a-t-elle été convertie de non-exclusion conditionnelle à exclusion avec levée conditionnelle. Le Groupe de la Banque a également entériné 44 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement, et 12 exclusions du Groupe de la Banque remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres banques multilatérales de développement.

Pour de plus amples informations concernant le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale et son rapport annuel, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/integrity.

Pour signaler des soupçons de fraude ou de corruption dans des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/fraudandcorruption.

Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe

La Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe est une fonction indépendante qui rend compte au Président et est placée sous la supervision du Comité d'audit du Conseil. Elle donne à la direction et au Conseil une assurance raisonnable que les processus de gestion et de maîtrise des risques ainsi que leur gouvernance générale sont bien conçus et fonctionnent efficacement. Son travail aide le Groupe de la Banque à servir ses clients plus efficacement. Elle assure deux services — assurance et conseil — couvrant tous les domaines institutionnels essentiels : stratégie, opérations, finances et fonctions institutionnelles, dont les systèmes, les applications et les processus informatiques. Durant l'exercice 23, cette vice-présidence a ajouté des examens de vérification et des notes d'information, qui permettent d'obtenir plus rapidement des informations et des prévisions plus ciblées. Elle entreprend ses travaux, conformément au Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'*Institute of Internal Auditors*. La Vice-présidence de l'Audit interne collabore avec les fonctions de gestion des risques et de gouvernance au sein de la direction, ainsi qu'avec d'autres unités indépendantes de contrôle et de responsabilité du Groupe de la Banque.

Le programme de travail de la Vice-présidence de l'Audit interne met un accent sur les priorités institutionnelles et sur celles des parties prenantes, ainsi que sur les risques importants. La Vice-présidence de l'Audit interne fournit environ 30 prestations par an. Les principaux sujets couverts durant l'exercice 23 étaient les suivants : gestion de la continuité des activités, conflits d'intérêts, planification des effectifs, allocations par pays des ressources de l'IDA, passation de marchés facilitée par la Banque, utilisation de la technologie dans la supervision des projets, approche en amont d'IFC, mobilisation du secteur privé par IFC, services de conseil remboursables, gestion des risques de fraude et de corruption dans les opérations de financement de projets d'investissement, consolidation des systèmes de gestion des actifs de trésorerie, politique de confidentialité des données et continuité des services informatiques.

La Vice-présidence de l'Audit interne utilise un modèle de prestation flexible basé sur le risque pour ajuster son orientation en fonction des changements dans les activités du Groupe de la Banque et le paysage des risques. Au cours de l'exercice 23, il a mis à l'essai un nouveau Programme d'assurance et de conseil aux pays afin d'élargir sa couverture de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles internes des processus appliqués dans les pays. Ce programme répond à des évolutions internes telles que la décentralisation, ainsi qu'aux conclusions et recommandations de l'évaluation externe de la qualité réalisée par la Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe en 2022.

La Vice-présidence de l'Audit interne collabore activement avec les unités d'audit interne et d'enquête d'autres organisations bilatérales, multilatérales et de développement afin d'améliorer la collaboration, en particulier en matière de renseignement sur les risques et d'échange d'informations, et de partager de nouvelles approches, de nouveaux outils et de nouvelles méthodologies pour renforcer la surveillance dans des contextes difficiles, y compris dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

Pour de plus amples informations et pour consulter les rapports trimestriels de la Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/internalaudit.

Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

La Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale est entrée en vigueur en 2010, marquant un changement décisif dans son approche de la transparence. En vertu de cette politique, toute information en la possession de l'institution est accessible au public, à moins qu'elle ne fasse partie d'une liste d'exceptions définies. Parallèlement à l'initiative Données ouvertes, également lancée en 2010, cette politique a favorisé une culture d'ouverture qui transparait dans des initiatives telles que Archives ouvertes, Archives du savoir en libre accès et Données financières en libre accès.

Durant l'exercice 23, les visiteurs ont téléchargé des documents depuis nos dépôts officiels en ligne plus de 37 millions de fois, et plus de 275 000 pages de documents d'archives ont été déclassifiées.

Grâce à cette politique, les membres du public peuvent demander des renseignements relatifs à nos activités, à nos recherches, à nos finances et aux délibérations du Conseil. En ce qui concerne les demandes rejetées, le public peut faire appel en alléguant une violation de cette politique et/ou de l'intérêt public. Le Comité interne sur l'accès à l'information constitue la première instance d'appel. La Commission d'appel externe et indépendante de l'accès à l'information fait office de deuxième et dernier recours pour les appels alléguant une violation de cette politique.

Au cours de l'exercice 23, la Banque a reçu 549 demandes d'informations, dont 83 % ont été traitées sous 20 jours ouvrables. Le Comité a statué sur trois affaires, et un appel a été interjeté auprès du Conseil.

Pour de plus amples informations et pour envoyer des demandes d'accès à l'information à la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/en/access-to-information.

Déployer les ressources de manière stratégique

Le Groupe de la Banque mondiale a mis au point un modèle de prestation de services financiers, analytiques et consultatifs, qui vise assurer une solide appropriation par les pays et l'obtention par ces derniers de bons résultats dans le domaine du développement. Ce modèle d'intervention repose sur plusieurs mécanismes, dont le Cadre de partenariat-pays et les diagnostics-pays systématiques.

Le Cadre de partenariat-pays guide l'aide du Groupe de la Banque à un pays sur une période de quatre à six ans, tout en étant suffisamment souple dans un contexte de mutation rapide des circonstances mondiales et nationales. C'est le principal outil employé par la direction et les Administrateurs pour examiner et orienter les programmes menés dans les pays. Pour préparer et mettre en œuvre ces cadres de partenariat, la Banque, IFC et la MIGA :

- prennent en compte les objectifs de développement du pays ;
- se fondent sur le diagnostic-pays systématique établi en étroite consultation avec les autorités nationales, le secteur privé et d'autres parties prenantes. Ces diagnostics portent sur une série d'enjeux et cherchent à recenser les obstacles et/ou les opportunités liés à la réduction durable de la pauvreté et à la prospérité partagée ;
- tiennent compte de l'avantage comparatif du Groupe de la Banque, des enseignements tirés de l'expérience et des activités d'autres partenaires ;
- s'alignent sur les objectifs du Groupe de la Banque et les engagements de la Banque découlant de l'augmentation de son capital en 2018 et de la reconstitutions des ressources d'IDA-20.

Durant l'exercice 23, nous avons pleinement mis en œuvre les orientations et les procédures révisées sur l'action menée dans les pays. Ces orientations visent à renforcer l'optique de résultats en intégrant les réalisations de haut niveau dans les cadres de résultats et en précisant comment le programme du Groupe de la Banque y contribue. Des réalisations de haut niveau sont attendues sur plusieurs cycles du Cadre de partenariat-pays dans le droit fil des objectifs de développement du pays. Après une période de report, qui a pris fin progressivement au cours de l'exercice 22, au début de la pandémie de COVID-19, nous avons repris la préparation des produits de collaboration avec les pays. Au cours de l'exercice 23, nous avons réalisé 11 diagnostics-pays systématiques, élaboré 25 cadres de partenariat-pays, entrepris 14 examens des progrès et des enseignements et deux notes sur l'action menée dans les pays.

En juillet 2022, nous avons publié le Cadre de riposte aux crises mondiales, qui décrit et guide la riposte opérationnelle de la Banque sur la période de 15 mois, allant d'avril 2022 à juin 2023. Grâce à ce cadre, nous entendions faire face aux chocs à court terme afin d'améliorer les perspectives de développement durable, tout en renforçant la résilience à long terme pour aider à la préparation des chocs futurs. Ce cadre repose sur quatre piliers interdépendants qui combinent l'appui à la riposte aux crises et les objectifs à long terme.

- Pilier 1 : Faire face à l'insécurité alimentaire par une réponse immédiate à la crise consistant à apporter une aide d'urgence et à éviter un déraillement à long terme des perspectives de développement.
- Pilier 2 : Protéger les personnes et préserver les emplois afin d'aider à atténuer l'impact des crises à moyen et long terme.
- Pilier 3 : Renforcer la résilience pour mieux se préparer aux crises et aux défis futurs.
- Pilier 4 : Renforcer les politiques, les institutions et les investissements pour reconstruire en mieux afin d'exploiter les opportunités offertes par les crises pour améliorer les réalisations à long terme en matière de développement.

Nous proposons aux pays une approche sur mesure de leur riposte à la crise. Nos produits d'analyse et de conseil aux niveaux mondial, régional et national sont des compléments essentiels à notre portefeuille de financements, car ils aident à mettre en œuvre des politiques fondées sur des données probantes et à réaliser des opérations de financement qui optimisent l'impact au niveau des pays.



Entre avril 2022 et juin 2023, la Banque mondiale a approuvé 529 opérations autonomes et régionales couvrant plus de 110 pays sur les quatre piliers du cadre, pour un montant total de 104,9 milliards de dollars, dont 53,1 milliards de dollars de la BIRD et 51,8 milliards de dollars de l'IDA. Sur le montant total, 23,7 milliards de dollars ont été engagés en faveur de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, et 2 milliards de dollars pour les petits États.

Instruments et approches de financement pour les pays

La Banque propose une palette d'instruments de financement et d'approches, tels que l'Approche-programme à phases multiples, pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Il s'agit des instruments suivants :

- financement de projets d'investissement, qui aide à construire des infrastructures physiques et sociales et à développer des capacités institutionnelles ;
- financement à l'appui des politiques de développement, qui soutient les réformes des politiques et des institutions, notamment par le biais de garanties ;
- programme pour les résultats, qui assujettit le décaissement de fonds à l'obtention de résultats prédéfinis.

Le Groupe de la Banque a utilisé ces trois instruments de financement pour soutenir les ripostes des pays aux crises au titre du Cadre de riposte aux crises mondiales. Grâce aux instruments « financement de projets d'investissement » et « programmes pour les résultats » appliqués dans le cadre de l'Approche-programme à phases multiples, nous avons contribué à renforcer la riposte sanitaire à la COVID-19, en nous concentrant initialement sur les tests et les équipements de santé, et par la suite sur l'acquisition et le déploiement de vaccins. Nous avons mobilisé l'instrument « financement à l'appui des politiques de développement » pour accompagner des mesures institutionnelles et des politiques de riposte à la crise et de reprise, en soutenant les réformes dans les domaines de la santé, de la protection sociale, de la gestion budgétaire et de la dette, de la réglementation des affaires, de l'administration publique, de l'éducation, de l'environnement, du développement rural et du travail.

Durant l'exercice 23, nous avons approuvé 55 opérations de financement à l'appui des politiques de développement et une opération supplémentaire d'un montant total de 20,5 milliards de dollars ; 40 opérations au titre du Programme pour les résultats et huit financements additionnels d'un montant total de 13,6 milliards de dollars — et 171 opérations de financement de projets d'investissement et 47 financements additionnels, pour un montant total de 38,7 milliards de dollars. Les avantages climatiques connexes ont représenté 40 % de l'ensemble des engagements, dont 37 % pour ce qui est du financement à l'appui des politiques de développement, 35 % pour le Programme pour les résultats et 44 % pour le financement de projets d'investissement.

L'Approche-programme à phases multiples permet aux pays de structurer une collaboration complexe de longue durée sous la forme d'un ensemble d'opérations interdépendantes ou de phases d'un même programme. Elle soutient des programmes verticaux, qui permettent de se consacrer en profondeur à un seul pays sur le long terme — et des programmes horizontaux, qui couvrent plusieurs pays, traitent souvent des défis communs, y compris les biens publics mondiaux, pour lesquels un ciblage étroit et une approche commune se justifient sur le

moyen terme. Durant l'exercice 23, la Banque a approuvé 12 programmes verticaux et quatre programmes horizontaux menés au titre de l'Approche-programme à phases multiples, financés à hauteur de 2,7 milliards de dollars et 1,2 milliard de dollars, respectivement. Ils ont également approuvé deux opérations de financement additionnel verticales et une opération de financement additionnel horizontale au titre de l'Approche-programme à phases multiples, à hauteur de 120 millions de dollars et 50 millions de dollars respectivement.

Les services de conseil et d'analyse pour des résultats de développement

Les services d'analyse et de conseil du Groupe de la Banque permettent aux pays de mettre en œuvre des politiques et des stratégies plus efficaces et de renforcer leurs institutions afin qu'ils puissent pérenniser les gains accumulés au fil du temps sur le plan du développement. Ces produits comprennent des rapports d'analyse, des notes de bonnes pratiques et des notes d'orientation, des boîtes à outils, des conseils pratiques, des initiatives de renforcement des capacités, des ateliers de partage de connaissances et des programmes de formation. Au niveau des pays, nos services de conseil et d'analyse sous-tendent nos diagnostics-pays systématiques et nos cadres de partenariat-pays, ainsi que les programmes gouvernementaux et les projets financés par la Banque. Aux niveaux régional et mondial, ces produits guident des solutions de développement et contribuent aux biens publics mondiaux. Durant l'exercice 23, la Banque a réalisé 1 089 produits de services d'analyse et de conseil dans plus de 120 pays et à l'échelle mondiale. Ces produits portaient sur des sujets tels que le changement climatique, la croissance et la planification économiques, la constitution de données et le renforcement des capacités du secteur public, l'administration publique, la riposte aux pandémies et l'emploi.

Les services de conseil remboursables sont des services de conseil et d'analyse demandés et payés par des pays ; tous les États membres, y compris les pays non emprunteurs, peuvent les solliciter. Durant l'exercice 23, 53 accords de ce type ont été signés dans 14 pays, pour un montant total de 63 millions de dollars. Ces services ont permis de fournir à des pays de l'assistance technique, du renforcement des capacités et un soutien à la mise en œuvre dans des domaines tels que le changement climatique, la transformation numérique, les filets de protection sociale, la transition énergétique, la croissance tirée par le secteur privé, la gestion des investissements publics, l'agriculture et la réforme du secteur judiciaire.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/asa.

Une plus grande attention accordée au changement climatique

Le changement climatique fait peser de graves menaces sur le développement durable, et les pays doivent de toute urgence intégrer les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre et prendre en compte l'adaptation et la résilience dans leurs stratégies de développement. Dans le cadre du nouveau Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque, nous avons lancé un produit de diagnostic de base : les rapports nationaux sur le climat et le développement, qui sont établis conjointement par la Banque, IFC et la MIGA. S'appuyant sur des données et des travaux de recherche rigoureux, ces rapports examinent comment un pays peut atteindre ses objectifs de développement, tout en s'employant à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter. Constituant un diagnostic de base, ces rapports sont censés fournir des éléments d'information pour les Diagnostics-pays systématiques qui, à leur tour, orientent l'élaboration des Cadres de partenariat-pays. Nous avons publié la première vague de 20 rapports durant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de novembre 2022.

À compter du 1^{er} juillet 2023, la Banque mondiale alignera toutes ses nouvelles opérations de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris, conformément aux engagements pris dans le Plan d'action sur le changement climatique pour la période 2021–2025. Chaque activité menée dans le cadre d'un financement de projets d'investissement, d'un Programme pour les résultats et d'un financement à l'appui des politiques de développement devra montrer qu'elle a été conçue à travers un prisme climatique rigoureux, méticuleux et transparent, et qu'elle repose sur une méthodologie en trois étapes fondée sur les risques.

Soutien aux petits États

Les petits États, c'est-à-dire les pays ne comptant pas plus de 1,5 million d'habitants, sont confrontés à certains des risques les plus graves posés par les crises multiples qui frappent l'économie mondiale. Ils sont extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs provoqués, notamment, par la volatilité économique, à des catastrophes naturelles et au changement climatique en raison de l'étroitesse de leur économie, de leur isolement géographique et de problèmes de capacités. Ils subissent chaque année des pertes dues à des catastrophes qui représentent approximativement 5 % de leur PIB. Plusieurs petits États ont enregistré un taux d'inflation supérieur à 10 % en 2022, qui a entraîné un durcissement des conditions financières et a accru le coût de leurs emprunts internationaux. Les facteurs de vulnérabilité liée à l'endettement se sont aggravés dans un grand nombre d'entre eux. La plupart de ces pays sont des importateurs nets de produits alimentaires et des combustibles ; la persistance du niveau élevé des cours contribue donc à la dégradation de leurs comptes extérieurs et a des répercussions sociales négatives. Ces dernières sont particulièrement notables dans les pays ayant des taux de pauvreté relativement élevés.

Durant les exercices 21–22 (IDA-19), la Banque a accordé en moyenne 1,5 milliard de dollars par an aux petits États, ce qui était supérieur de 66 % à l'aide annuelle moyenne fournie au cours des exercices 18–20 (IDA-18). Durant l'exercice 23, les financements accordés aux petits États ont totalisé 0,6 milliard de dollars (0,5 milliard de l'IDA et 0,1 milliard de la BIRD). Ces ressources correspondent au niveau des financements de la première année d'IDA-18, le dernier cycle de refinancement normal non condensé de l'IDA. L'édition de janvier 2023 des *Perspectives économiques mondiales* de la Banque présente également une analyse des défis auxquels sont confrontés les petits États.

La Banque héberge le Secrétariat des petits États, qui organise chaque année le Forum de haut niveau des petits États en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI et une session d'information sur les petits États en marge des Réunions de printemps des deux institutions. À la dernière séance d'information d'avril 2023, les entretiens ont porté sur la manière dont les petits États pourraient mieux faire face aux crises et renforcer leur résilience aux chocs. Ce forum demeure une importante plateforme où les petits États peuvent promouvoir des partenariats, faire du plaidoyer par rapport à leurs besoins et faciliter l'échange de connaissances pour relever leurs défis singuliers.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse
www.worldbank.org/smallstates.

Formuler le budget face à une convergence de crises sans précédent

Durant l'exercice 23, la Banque est intervenue à un rythme et dans une mesure sans précédent pour aider les pays à faire face à de multiples crises se chevauchant et se renforçant mutuellement ainsi qu'à des défis de développement de plus en plus complexes. Ses efforts ont visé à : faire face à l'insécurité alimentaire ; protéger les populations et préserver les emplois ; accroître la résilience ; et renforcer les politiques, les institutions et les investissements. Outre les financements d'un montant inégalé qu'elle a accordés pour remédier aux crises, la Banque a élaboré divers instruments et facilité l'octroi de financements rapides et souples pour fournir un appui aux pays.

L'expansion du programme de la Banque a été facilitée par la rigueur budgétaire dont l'institution a fait preuve et par l'exécution d'un programme de réalisation d'économies au cours des dernières années. Grâce à l'optimisation de l'emploi des ressources et aux mesures prises pour éviter des dépenses, à la réaffectation de ressources et au recouvrement des coûts, la Banque a pu consacrer une plus grande partie de son budget administratif aux services de première ligne ; promouvoir la constitution de savoirs et les analyses aux niveaux national, régional et mondial ; et accroître la présence de ses effectifs dans les pays clients.

Les engagements et les services financiers de la BIRD

La BIRD est une coopérative de développement mondiale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque multilatérale de développement au monde. Elle accorde des prêts et fournit des garanties, des produits de gestion des risques et des services de conseil à des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et coordonne les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale.

TABLEAU 18 ENGAGEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Afrique de l'Est et Afrique australe	315	1 716	1 525	2 907	2 364
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	505	9	500	386	564
Asie de l'Est et Pacifique	4 030	4 770	6 753	5 482	6 636
Europe et Asie centrale	3 749	5 699	4 559	5 974	10 162
Amérique latine et Caraïbes	5 709	6 798	9 464	9 407	9 828
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 872	3 419	3 976	4 135	4 697
Asie du Sud	4 011	5 565	3 746	4 781	4 321
Total	23 191	27 976	30 523	33 072	38 572

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

TABLEAU 19 DÉCAISSEMENTS DE LA BIRD, PAR RÉGION, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Afrique de l'Est et Afrique australe	159	932	325	2 441	1 690
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	531	155	132	261	161
Asie de l'Est et Pacifique	5 048	4 679	4 439	5 439	4 350
Europe et Asie centrale	2 209	3 100	3 625	4 580	4 833
Amérique latine et Caraïbes	4 847	5 799	8 741	8 911	8 216
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 790	2 415	2 764	3 407	2 964
Asie du Sud	2 598	3 158	3 665	3 129	3 290
Total	20 182	20 238	23 691	28 168	25 504

TABLEAU 20 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR SECTEUR, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Agriculture, pêche et foresterie	1 025	1 767	1 260	3 611	3 669
Éducation	1 875	1 135	2 017	1 090	1 529
Énergie et industries extractives	2 847	2 053	2 379	3 069	6 913
Secteur financier	2 299	3 702	3 828	1 877	4 212
Santé	1 674	3 980	2 606	6 252	3 128
Industrie, commerce et services	2 361	2 208	3 030	1 916	2 301
Technologies de l'information et de la communication	611	886	773	509	630
Administration publique	5 327	4 301	5 666	6 484	9 314
Protection sociale	2 115	4 786	4 800	3 446	3 270
Transports	1 485	1 323	2 273	3 036	1 249
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 571	1 834	1 891	1 782	2 359
Total	23 191	27 976	30 523	33 072	38 572

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/sector pour de plus amples informations.

Au cours de l'exercice 23, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD ont atteint 38,6 milliards de dollars pour 136 opérations, dont six étaient des opérations mixtes BIRD/IDA.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels elle oriente ses ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits et servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de l'appui de la Banque à la réalisation des objectifs de développement durable.

TABLEAU 21 ENGAGEMENTS DE LA BIRD PAR THÈME, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Politique économique	1 363	1 000	2 194	3 147	4 164
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	8 514	9 423	10 902	13 664	18 412
Finances	3 546	5 304	6 408	4 375	7 417
Développement humain et genre	7 227	12 799	21 928	16 024	12 066
Développement du secteur privé	4 438	4 936	6 616	5 101	5 682
Gestion du secteur public	2 912	3 206	3 682	4 671	5 528
Progrès social et protection sociale	2 453	4 721	5 603	3 964	4 518
Développement urbain et rural	6 511	6 777	7 945	10 549	14 272

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/theme pour de plus amples informations.

TABLEAU 22 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE LA BIRD, EXERCICE 23

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Inde	4 321	Maroc	1 850
Türkiye	3 881	Argentine	1 800
Indonésie	3 250	Colombie	1 750
Ukraine	3 133	Roumanie	1 327
Philippines	2 336	Angola	1 250

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

Les ressources et le modèle financier de la BIRD

La BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par l'émission d'obligations de la BIRD pour soutenir les projets de développement dans les pays membres. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par *Standard & Poor's*, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. La stratégie de financement de la BIRD continue de viser à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. La capacité de la BIRD à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux au profit des pays en développement membres est importante et aide à réaliser ses objectifs.

La BIRD a recours aussi bien à des émissions à caractère mondial qu'à des émissions adaptées aux besoins de marchés spécifiques ou de types particuliers d'investisseurs. Ses obligations favorisent la participation des secteurs privé et public à la réalisation des objectifs de la Banque par le truchement d'investisseurs tels que les gestionnaires d'actifs, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les banques centrales, les sociétés de capitaux et les trésoreries du monde entier. La BIRD émet des obligations à l'intention des investisseurs dans des monnaies, avec des échéances et sur des marchés divers, et à des conditions fixes et variables. Elle ouvre souvent de nouveaux marchés pour les investisseurs internationaux en émettant de nouveaux produits ou de nouvelles obligations dans les monnaies des marchés émergents. Les volumes des financements annuels de la BIRD varient d'une année à l'autre.

TABLEAU 23 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA BIRD, EXERCICES 19–23
EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Opérations de prêt en bref					
Engagements nets ^a	23 191	27 976	30 523	33 072	38 572
Décaissements bruts	20 182	20 238	23 691	28 168	25 504
Décaissements nets	10 091	10 622	13 590	14 876	12 736
Base de déclaration					
<i>Compte de résultat</i>					
Transferts approuvés par le Conseil des Gouverneurs et autres transferts	(338)	(340)	(411)	(354)	(221)
Résultat net/(perte)	505	(42)	2 039	3 990	1 144
<i>Bilan</i>					
Total des actifs	283 031	296 804	317 301	317 542	332 641
Portefeuille de placements nets	81 127	82 485	85 831	82 057	79 195
Encours des prêts	192 752	202 158	218 799	227 092	241 041
Portefeuille d'emprunts ^b	228 763	237 231	253 656	256 909	266 828
Revenu disponible					
Revenu disponible	1 190	1 381	1 248	806	1 312
Réparti comme suit :					
Réserve générale ^c	831	950	874	589	921
Association internationale de développement	259	—	274	117	291
Compte de surplus	100	431 ^d	100	100	100
Capital disponible^{e,f}	45 360	47 138	49 997	50 481	53 105
Adéquation du capital					
Ratio fonds propres/prêts (%)	22,8	22,8	22,6	22	22

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

- Les montants comprennent les engagements de garantie et les facilités de garantie qui ont été approuvés, et sont nets des résiliations et annulations totales relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice.
- Cela inclut les produits dérivés associés.
- Le montant au 30 juin 2023 représente le transfert vers la Réserve générale de fonds prélevés sur le résultat net de l'exercice 23, qui a été approuvé par le Conseil le 3 août 2023.
- Le 25 janvier 2021, le Conseil des Gouverneurs a approuvé un transfert de 331 millions de dollars à l'IDA provenant du Compte de surplus, qui a été effectué le 1^{er} février 2021.
- Hors montants associés aux plus-values et pertes non réalisées sur des portefeuilles n'ayant pas fait l'objet de transactions, et les écarts de conversion nets et connexes.
- Le capital disponible inclut le montant prélevé sur le résultat net de l'exercice 23 et transféré à la Réserve générale, qui a été approuvé par le Conseil le 3 août 2023.
- Dans le cadre de la Feuille de route pour l'évolution du Groupe de la Banque mondiale, le Conseil a approuvé une réduction du ratio minimum fonds propres/prêts, qui a été ramené de 20 % à 19 % en avril 2023. Cette décision était fondée sur l'examen par la BIRD de ses normes de fonds propres. La politique du ratio minimum fonds propres/prêts continue de soutenir le triple A de la BIRD et sa viabilité financière.

L'approche de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités à ses opérations. Durant l'exercice 23, la BIRD a ainsi levé 43 milliards de dollars via l'émission de titres de créance libellés en diverses monnaies.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle ne cherche pas à optimiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour assurer les capacités financières à long terme nécessaires pour soutenir ses activités de développement. Les Administrateurs ont approuvé le versement à la réserve générale d'un montant de 921 millions de dollars prélevé sur le revenu net disponible de l'exercice 23, et ils ont recommandé au Conseil des Gouverneurs d'approuver le transfert de 291 millions de dollars à l'IDA et de 100 millions de dollars au compte de surplus. Dans le cadre de ses opérations de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, des risques de contrepartie, des risques pays et des risques opérationnels.

Le Directeur de la gestion des risques du Groupe de la Banque dirige la fonction de surveillance des risques et soutient le processus décisionnel de l'institution par le biais de comités de gestion des risques, qui s'occupent des risques financiers et opérationnels. En outre, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2023, ce ratio s'établissait à 22 %, et le capital souscrit cumulé de la BIRD s'élevait à 317,8 milliards de dollars, dont 21,8 milliards de dollars de capital libéré.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/ibrd.

Les engagements et les services financiers de l'IDA

L'IDA est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus pauvres. Elle accorde des financements sous forme de prêts, dons et garanties pour aider ces pays à renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des personnes pauvres.

L'exercice 23 a été la première année du cycle d'IDA-20. Compte tenu des circonstances extraordinaires et des besoins de financement élevés des pays IDA dus aux multiples crises actuelles, conformément aux politiques en vigueur, l'IDA a mis à disposition les ressources des exercices 24 et 25 pour l'exercice 23 dans le cadre du train de mesures adoptées par le Groupe de la Banque mondiale en réponse à ces crises.

Durant l'exercice 23, 75 pays étaient admis à bénéficier de l'aide de l'IDA². Les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA pour l'exercice 23 se sont chiffrés à 34,2 milliards de dollars pour 192 opérations, dont six représentaient des opérations mixtes de la BIRD et de l'IDA. Ces engagements comprenaient 27 milliards de dollars de crédits et 7,3 milliards de dollars de dons. En outre, durant l'exercice écoulé, 22 projets représentant 900 millions de dollars et six sous-projets représentant 105 millions de dollars ont été approuvés pour bénéficier d'un financement du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, IFC et la MIGA établi dans le cadre d'IDA-20.

TABLEAU 24 ENGAGEMENTS DE L'IDA, PAR RÉGION, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Afrique de l'Est et Afrique australe	7 512	9 581	14 089	15 266	14 368
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	6 675	9 514	10 955	12 213	11 390
Asie de l'Est et Pacifique	1 272	2 500	1 115	1 673	877
Europe et Asie centrale	583	1 497	1 315	2 511	1 098
Amérique latine et Caraïbes	430	978	769	1 030	181
Moyen-Orient et Afrique du Nord	611	203	658	817	561
Asie du Sud	4 849	6 092	7 127	4 217	5 770
Total^a	21 932	30 365	36 028	37 727	34 245

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

² Le Sri Lanka a été reclassé : depuis le 5 décembre 2022, il est passé de pays exclusivement BIRD à pays admis à emprunter à l'idée IDA (pays « ni BIRD ni IDA »).

TABLEAU 25 DÉCAISSEMENTS DE L'IDA PAR RÉGION, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Afrique de l'Est et Afrique australe	6 168	7 904	8 081	7 133	10 417
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	4 022	5 469	6 045	6 544	7 948
Asie de l'Est et Pacifique	1 282	1 589	1 297	1 502	1 448
Europe et Asie centrale	931	365	880	764	2 385
Amérique latine et Caraïbes	340	466	495	510	322
Moyen-Orient et Afrique du Nord	647	151	379	559	552
Asie du Sud	4 159	5 235	5 744	4 202	4 646
Total^a	17 549	21 179	22 921	21 214	27 718

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 26 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR SECTEUR, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Agriculture, pêche et foresterie	2 796	1 978	2 912	4 008	4 678
Éducation	1 767	4 037	3 585	2 335	2 168
Énergie et industries extractives	3 468	3 218	3 801	3 696	3 351
Secteur financier	870	534	1 910	1 346	1 247
Santé	1 736	4 295	3 840	4 269	2 261
Industrie, commerce et services	1 963	2 712	2 174	2 317	2 304
Technologies de l'information et de la communication	779	1 202	1 151	1 245	1 689
Administration publique	3 109	4 252	5 572	6 194	7 921
Protection sociale	2 163	4 185	6 352	4 792	4 075
Transports	1 709	2 132	2 367	5 167	2 303
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 572	1 820	2 365	2 357	2 247
Total^a	21 932	30 365	36 028	37 727	34 245

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/sector pour de plus amples informations.

a. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

TABLEAU 27 ENGAGEMENTS DE L'IDA PAR THÈME, EXERCICES 19–23

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Politique économique	1 073	1 192	1 972	2 236	1 827
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	9 680	11 141	13 019	15 228	15 595
Finances	2 418	2 680	6 161	5 760	4 840
Développement humain et genre	7 860	15 974	26 353	22 846	14 146
Développement du secteur privé	5 145	7 232	8 523	8 244	6 567
Gestion du secteur public	2 513	4 158	4 698	5 192	6 251
Progrès social et protection sociale	2 722	4 738	8 114	6 568	6 109
Développement urbain et rural	7 866	8 899	11 647	19 375	17 416

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. Ils n'incluent pas les activités financées au titre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, IFC et la MGA. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Rendez-vous sur le site projects.worldbank.org/theme pour de plus amples informations.

TABLEAU 28 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE L'IDA, EXERCICE 23

MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENTS	PAYS	ENGAGEMENTS
Pakistan	2 305	Côte d'Ivoire	1 850
Bangladesh	2 300	Éthiopie	1 700
Tanzanie	2 135	Mozambique	1 625
Kenya	2 010	Nigéria	1 551
Congo, République démocratique du	1 940	Sénégal	1 219

Note : Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice. N'inclut pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

Pour le suivi, l'établissement de rapports et une meilleure prise de décisions concernant ses engagements, la Banque applique une taxonomie des codes à toutes les opérations de prêt afin de refléter les secteurs et les thèmes vers lesquels elle oriente ses ressources. Les codes sectoriels tiennent compte des regroupements de haut niveau des activités économiques en fonction des types de biens et services produits ; ils servent à indiquer le segment de l'économie que l'intervention de la Banque soutient. Les codes thématiques reflètent les buts et objectifs des activités financées par la Banque et sont utilisés pour rendre compte de notre appui à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les ressources et le modèle financier de l'IDA

L'IDA est principalement financée par les contributions des pays partenaires à revenu élevé et à revenu intermédiaire, les transferts d'autres institutions du Groupe de la Banque, les remboursements par les emprunteurs de crédits IDA antérieurs et les financements levés sur les marchés financiers. En 2016, l'IDA a reçu sa toute première cote de crédit — un triple A — qui a été réaffirmée chaque année par les agences de notation depuis lors. La solidité financière de l'IDA tient à la robustesse de la situation de son capital et du soutien de ses actionnaires, ainsi qu'à la prudence de ses politiques et de ses méthodes financières, y compris les normes de fonds propres. L'IDA applique la même gouvernance de gestion des risques que la BIRD.

L'IDA utilise ces financements pour soutenir un train de mesures ambitieux recoupant cinq thèmes particuliers et plusieurs questions transversales, qui sont ajustés à chaque cycle de reconstitution de ses ressources.

Pour IDA-20, une coalition mondiale de partenaires de développement ont convenu d'une enveloppe de financement de 93 milliards de dollars (soit 65,1 milliards de DTS)³ pour accorder des crédits, des dons et des garanties aux pays clients de l'IDA. Sur ce montant, 84,2 milliards de dollars sont accordés à des conditions de faveur, 6,3 milliards de dollars aux conditions de la BIRD pour le Mécanisme de financement complémentaire et 2,5 milliards de dollars pour le Guichet de promotion du secteur privé. Pour aider les pays à faire face aux répercussions de la crise de COVID-19, la Banque a mobilisé une grande partie des ressources d'IDA-19 en début de cycle pour permettre à l'IDA de maintenir le niveau de ses financements à 35 milliards de dollars pour les exercices 21 et 22, hors financements du Guichet de promotion du secteur privé ; le solde d'environ 11 milliards de dollars a été reporté sur IDA-20. L'IDA a continué d'anticiper avant en déployant des ressources durant l'exercice 23 pour aider les pays à faire face à de multiples crises. Au 30 juin 2023, 32 milliards de dollars avaient été engagés à des conditions concessionnelles, 2,2 milliards de dollars à des conditions non concessionnelles (à travers le Mécanisme de financement complémentaire) et 0,9 milliard de dollars à travers le Guichet de promotion du secteur privé. Les dépenses administratives de l'IDA sont recouvrées principalement sur les commissions de service et intérêts nets versés par les pays bénéficiaires.

³ Le Cadre de financement de la reconstitution des ressources d'IDA-20 est principalement administré en droits de tirage spéciaux (DTS). Les contre-valeurs en dollars des États-Unis présentées dans ce rapport sont calculées aux taux de change de référence d'IDA-20.

FIGURE 9 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'IDA

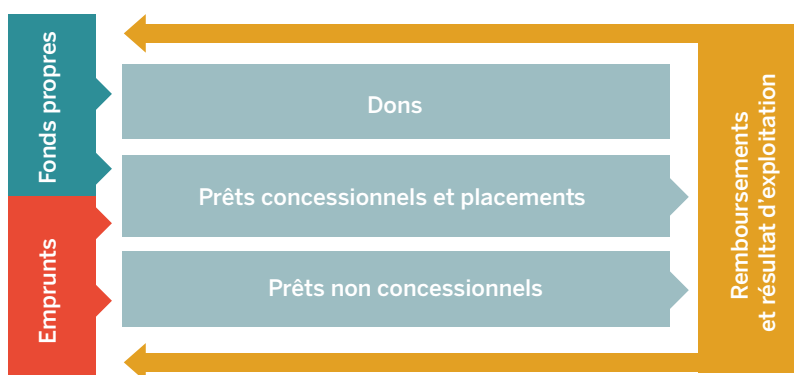


TABLEAU 29 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE L'IDA, EXERCICES 19–23

EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

	EX. 19	EX. 20	EX. 21	EX. 22	EX. 23
Prêts, dons et garanties					
Engagements nets ^{a,b}	21 932	30 365	36 028	37 727	34 245
Décaissements bruts ^b	17 549	21 179	22 921	21 214	27 718
Décaissements nets ^b	12 221	15 112	16 465	14 477	19 968
Bilan					
Total des actifs	188 553	199 472	219 324	220 014	227 482
Portefeuille de placements nets	32 443	35 571	37 921	39 561	30 672
Encours des prêts	151 921	160 961	177 779	174 490	187 669
Portefeuille d'emprunts ^c	10 149	19 653	28 335	35 032	35 393
Total fonds propres	162 982	168 171	180 876	178 668	185 782
Compte de résultat					
Produit des intérêts sur prêts, net des dépenses d'emprunt	1 702	1 843	1 996	1 901	2 367
Transferts provenant d'organisations affiliées et autres	258	252	544	274	117
Dons au titre du développement	(7 694)	(1 475)	(2 830)	(2 372)	(3 946)
Résultat net/(perte)	(6 650)	(1 114)	(433)	12	(3 262)
Résultat net ajusté (perte)	225	724	394	260	193
Adéquation du capital					
Ratio du capital stratégique utilisable (%)	35,3	35,8	30,4	26,4	24,1

Note : Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs à l'adresse www.worldbank.org/financialresults.

a. Les montants incluent les engagements qui ont été approuvés et sont nets des opérations totalement annulées/résiliées relatives à des engagements approuvés au cours du même exercice.

b. Les engagements, les décaissements bruts et les décaissements nets n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

c. Inclut les produits dérivés associés.

Pour soutenir IDA-20, les partenaires fournissent 23,5 milliards de dollars (contre-valeur de 16,4 milliards de DTS) de dons, dont 0,1 milliard de dollars constitue l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels des partenaires. Les partenaires apportent en outre 0,2 milliard de dollars sous forme de prêts concessionnels, hors élément de libéralité, et 1,8 milliard de dollars pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale au cours de la période couverte par IDA-20. Au 30 juin 2023, 51 partenaires avaient soumis des instruments d'engagement au titre d'IDA-20. L'ensemble des instruments d'engagement soumis à ce jour représente 23,4 milliards de dollars, soit 99 % du montant total des contributions annoncées. Le programme d'emprunt

de l'IDA lui permet d'accroître considérablement l'appui qu'elle apporte à la réalisation des objectifs de développement durable, tout en offrant aux investisseurs un moyen efficace de contribuer au développement dans le monde. Dans le cadre d'IDA-20, ce modèle financier hybride — qui conjugue les contributions des bailleurs de fonds à la dette contractée sur les marchés — permet à l'IDA de mobiliser près de 4 dollars de pouvoir d'engagements pour chaque dollar que les partenaires de développement apportent.

Depuis l'émission de sa première obligation sur les marchés financiers internationaux le 17 avril 2018, l'IDA a émis des obligations en cinq monnaies : euro, livre sterling, couronne suédoise, couronne norvégienne et dollar des États-Unis. Au cours de l'exercice 23, l'IDA a émis des obligations d'une valeur avoisinant 2 milliards de dollars. L'IDA continue d'élargir sa base d'investisseurs et de lever des liquidités dans diverses monnaies auprès d'un ensemble diversifié d'investisseurs. Nous continuerons de rechercher des possibilités de diversifier davantage les monnaies dans lesquelles sont libellées les transactions de l'IDA et d'accroître sa présence sur les marchés financiers.

Pour faire face aux effets des nombreuses crises auxquelles sont confrontés les pays IDA, y compris les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et pour renforcer l'aide de la Banque à l'Ukraine et à Moldova, les partenaires de l'IDA ont convenu de créer le Mécanisme de gestion des crises de l'IDA avec le ferme soutien des Délégués à l'IDA et des Administrateurs. Ce mécanisme a été approuvé par le Conseil des Gouverneurs. Ce mécanisme s'articulera autour de deux piliers : le Programme spécial de renforcement du Mécanisme de réponse aux crises et le Programme spécial pour le redressement de l'Ukraine et de Moldova. Les contributions des bailleurs de fonds à ces programmes, mobilisées à travers le biais du bilan de l'IDA, constitueront des ressources importantes pour les pays IDA, ainsi que pour l'Ukraine et Moldova, respectivement.

Vingtième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-20)

En décembre 2021, les membres de l'IDA ont convenu du cadre opérationnel et financier d'IDA-20 pour une enveloppe de financement de 93 milliards de dollars couvrant les exercices 23 à 25. Cette enveloppe est constituée de 23,5 milliards de dollars de contributions de 52 membres, ainsi que de contributions à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, de financements levés sur les marchés financiers, de ressources reportées d'IDA-19, de ressources internes (telles que les remboursements de prêts) et de transferts de la BIRD. IDA-20 a introduit de nouvelles modalités de prêt pour les pays admis à emprunter : des prêts à échéance plus courte et des crédits sur 50 ans.

Le cadre d'intervention d'IDA-20 retient les quatre thèmes particuliers d'IDA-19, à savoir changement climatique ; fragilité, conflits et violence ; genre et développement ; et emplois et transformation économique. Il introduit par ailleurs un cinquième thème particulier, à savoir capital humain. IDA-20 contribuera également à approfondir les efforts de reprise en mettant en exergue quatre questions transversales : préparation aux crises, question nouvellement introduite pour IDA-20 ; dette ; gouvernance et institutions ; et technologies. La période couverte par IDA-20 a débuté le 1^{er} juillet 2022.

À l'issue du processus de reconstitution des ressources d'IDA-20, les perspectives mondiales continuent d'être marquées par des défis nouveaux et persistants. Il s'agit notamment de la forte inflation, de l'insécurité alimentaire croissante, du creusement des inégalités, de la fragilité mondiale, des risques de pandémie, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et d'autres événements géopolitiques, des niveaux élevés d'endettement, du changement climatique et des déséquilibres macroéconomiques. Dans le cadre des efforts plus larges du Groupe de la Banque, l'IDA travaille avec des partenaires aux niveaux mondial et national pour aider les pays emprunteurs à faire face aux effets de ces crises multiples, à renforcer leur résilience et à jeter les bases d'une reconstruction en mieux.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse ida.worldbank.org.

Une **volonté** de résultats

La Banque mondiale aide les pays à relever leurs défis de développement les plus pressants en fournissant des financements, en partageant ses connaissances et en travaillant avec les secteurs public et privé. Notre travail couvre des régions, des secteurs et des branches d'activité pour garantir des résultats tangibles et un impact durable sur le développement.

Pour de plus amples informations, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/results.

- 1 Albanie** : depuis 2015, plus de 1 335 kilomètres de routes, qui supportent environ 70 % du trafic de voyageurs et de marchandises du pays, ont fait l'objet d'un entretien courant.
- 2 Bangladesh** : entre avril 2020 et juin 2022, environ 68 millions de doses de vaccins anti-COVID-19 ont été administrées.
- 3 Brésil** : entre 2020 et 2021, 14 millions de familles parmi les plus pauvres ont bénéficié d'une aide au revenu dans le cadre de la réponse au choc économique provoqué par la pandémie de COVID-19.
- 4 Burkina Faso** : plus de 9 millions de femmes et d'enfants ont eu accès à des services de santé de base entre 2018 et 2021.
- 5 Cambodge** : entre 2020 et 2021, près de 3 millions d'élèves ont bénéficié d'un soutien à l'apprentissage à distance.
- 6 République démocratique du Congo** : entre 2017 et 2022, plus de 14 millions d'élèves de la première à la quatrième année du primaire ont bénéficié de manuels scolaires.
- 7 Égypte** : depuis 2015, près de 5 millions de ménages ont bénéficié de programmes de transferts monétaires, qui ont permis d'améliorer leur accès à la nourriture, à l'éducation et aux services de santé.
- 8 Éthiopie** : entre 2013 et 2022, plus de 85 millions de femmes et d'enfants ont bénéficié de services de nutrition de base.
- 9 Ghana** : entre 2020 et 2022, près de 3 millions d'élèves ont bénéficié d'interventions visant à améliorer l'apprentissage et à réduire les pertes d'apprentissage causées par la pandémie de COVID-19.
- 10 Honduras** : entre 2013 et 2021, plus d'un million de personnes, dont plus de la moitié des femmes, ont bénéficié de réformes qui ont amélioré la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique.
- 11 Inde** : entre 2008 et 2020, plus de 12 millions de femmes des zones rurales ont obtenu un meilleur accès aux financements et aux marchés ainsi qu'à des pratiques sanitaires et nutritionnelles.
- 12 Indonésie** : depuis 2006, plus de 25 millions de personnes ont obtenu un meilleur accès à des installations d'approvisionnement en eau et 26 millions de meilleurs services d'assainissement.
- 13 Jamaïque** : depuis 2016, 1,6 million de personnes, soit près de 57 % de la population, ont bénéficié d'une assistance technique, d'opérations de réduction des risques et d'interventions d'urgence, renforçant ainsi leur résilience face aux catastrophes et aux risques climatiques.
- 14 Kenya** : entre 2017 et 2021, les investissements en capital enregistrés ont plus que triplé grâce à un processus d'entrée et de rétention plus simple pour les investisseurs.

- 15 Liban** : entre 2021 et 2022, plus de 1,2 million de personnes ont bénéficié d'un accès à des infrastructures routières plus résilientes.
- 16 Malaisie** : en 2020, l'État a perçu environ 100 millions de dollars de nouvelles recettes grâce à une taxation indirecte des services numériques importés.
- 17 Mexique** : entre 2018 et 2023, 1,4 million d'hectares de terres ont été soumises à des pratiques de gestion durable des paysages.
- 18 Maroc** : entre 2015 et 2021, la municipalité de Casablanca a augmenté ses revenus propres de 30 %, ce qui a profité à plus de 3 millions de personnes, tout en améliorant l'environnement des affaires et l'accès aux services de base.
- 19 Népal** : depuis 2022, 100 % des nouveaux bâtiments publics construits répondent aux critères de résistance sismique des codes de construction actualisés.
- 20 Nigéria** : depuis 2018, plus de 7 millions de personnes ont désormais accès à des services d'électricité nouveaux ou améliorés.
- 21 Pakistan** : depuis 2019, la région de Khyber a augmenté ses recettes fiscales de 117 millions de dollars, soit une augmentation de 117 %, ce qui profitera à 35 millions de personnes.
- 22 Sénégal** : entre 2012 et 2022, près de 13 millions de personnes, dont la moitié des femmes, ont bénéficié de services d'électricité plus fiables.
- 23 Tadjikistan** : entre 2011 et 2022, la couverture des services d'approvisionnement en eau disponibles 24 heures sur 24 pour les clients à Douchanbé est passée de 57 % à 94 %.
- 24 Tanzanie** : entre 2015 et 2021, 37 millions de personnes ont bénéficié de services essentiels de santé et de nutrition.
- 25 Türkiye** : entre 2013 et 2019, les petites et moyennes entreprises ont obtenu des prêts qui les ont aidées à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 400 000 tonnes par an.
- 26 Ukraine** : depuis juin 2022, plus de 13 millions de personnes, dont des enseignants, des agents de santé, des fonctionnaires et des premiers intervenants, ont bénéficié de programmes d'aide financière.
- 27 Viet Nam** : entre 2017 et 2022, les projets d'efficacité énergétique faisant appel à des technologies innovantes ont permis de réaliser des économies de plus de 55 milliards de mégajoules.
- 28 Yémen** : entre 2016 et 2022, près de 32 millions de personnes ont bénéficié de services de santé et de nutrition.

Rapport annuel 2023 de la Banque mondiale

Intégration des États financiers par renvoi. Le Rapport de gestion et les États financiers vérifiés de la BIRD et de l'IDA (les « États financiers ») sont réputés être intégrés au présent Rapport annuel et en faire partie. Les États financiers peuvent être consultés à l'adresse <https://www.worldbank.org/annualreport>.

Des informations complémentaires sur les questions financières et organisationnelles et sur les opérations de prêt de la BIRD et de l'IDA sont disponibles à l'adresse <https://www.worldbank.org/annualreport>.

Pour de plus amples informations sur la Banque mondiale, veuillez consulter les sites :

- *Finances One* : <https://financesapp.worldbank.org>
- *Fiche de performance institutionnelle* : <https://scorecard.worldbank.org>
- *Données ouvertes de la Banque mondiale* : <https://data.worldbank.org>
- *Archives du savoir en libre accès* : <https://openknowledge.worldbank.org>
- *Responsabilité institutionnelle de la Banque mondiale* : <https://www.worldbank.org/corporateresponsibility>
- *Accès à l'information de la Banque mondiale* : <https://www.worldbank.org/en/access-to-information>

Production. Le Rapport annuel 2023 de la Banque mondiale a été produit par l'Unité des relations extérieures et institutionnelles du Groupe de la Banque mondiale sous la direction de Corinne Woods et Alejandra Viveros du Département de la communication institutionnelle, et la coordination éditoriale de Leslie Yun et Frances Brennan. La relecture du texte anglais a été assurée par Cathy Lips. La conception graphique du rapport a été assurée par Naylor Design, Inc. et la composition typographique par BMWW. Le Rapport annuel a été traduit par le Service de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale. Il a été imprimé par Professional Graphics Printing Co., une entreprise certifiée appartenant à une femme issue d'une minorité (basée à Laurel dans le Maryland, États-Unis) et Event Print (Marrakech, Maroc).

Crédits photos. Première de couverture : Vincent Tremeau/Banque mondiale ; deuxième de couverture (de gauche à droite, première rangée) : Arne Hoel/Banque mondiale, John Hogg/Banque mondiale, Dana Smillie/Banque mondiale, Charlotte Kesi/Banque mondiale, Binyam Teshome/Banque mondiale (de gauche à droite, deuxième rangée) Kelley Lynch/Banque mondiale, Maria Fleischmann/Banque mondiale, Dominic Chavez/Banque mondiale, Nozim Kalandarov/Banque mondiale, Danilo Pinzon/Banque mondiale (de gauche à droite, troisième rangée) Sarah Farhat/Banque mondiale, Eric Miller/Banque mondiale ; 2 : A'Melody Lee/Banque mondiale ; 4 : Alice Kaunda/Banque mondiale ; 5 : Jodiann Anderson/Banque mondiale ; 8 : Miri Dabestani/Banque mondiale ; 9 : Flore de Preneuf/Banque mondiale ; 14 : Alice Kaunda/Banque mondiale ; 19 : Roy Nkosi/Banque mondiale ; 23 : State of Mic/Banque mondiale ; 27 : Fauzan Ijazah/Banque mondiale ; 31 : Julia Burlachenko/lpsos, pour la Banque mondiale ; 35 : Mariana Ceratti/Banque mondiale ; 39 : Mashreq Gender Facility/Banque mondiale ; 43 : Ministère de l'Environnement, du Changement climatique et de la Technologie des Maldives ; 44 : Nozim Kalandarov/Banque mondiale ; 48 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 52 : Ben Kharyizira/Banque mondiale ; 53 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; 54 : Tomislav Georgiev/Banque mondiale ; 57 : Henry Chimbali/Banque mondiale ; 58 : Nafise Motlaq/Banque mondiale ; 60 : Ivelina Taushanova/Banque mondiale ; 64 : Allison Kwell/Banque mondiale ; 65 : Kelley Lynch/Banque mondiale ; 66 : Ministère de l'Environnement, du Changement climatique et de la Technologie des Maldives ; 68 : Arne Hoel/Banque mondiale ; 70 : Vincent Tremeau/Banque mondiale ; 73 : Felana Rajaonarivelo/Banque mondiale ; 74 : Jessica Belmont/Banque mondiale ; 82 : Jairo Bedoya/Banco Mundial ; 88 : Felana Rajaonarivelo/Banque mondiale ; 92 : Groupe de la Banque mondiale/Ministère de la Promotion de la Bonne gouvernance et de la Lutte contre la corruption, Côte d'Ivoire ; 95 : Kelley Lynch/Banque mondiale.

Cet ouvrage respecte les normes d'utilisation de papier recommandées par Green Press Initiative. Le papier utilisé contient de la fibre recyclée, est certifié FSC® et EcoLogo, et est fabriqué au moyen d'un procédé sans chlore élémentaire qui utilise de l'énergie renouvelable à base de gaz.

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000 ;

Site Web : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 26 25 24 23

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous lesdits privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et licences

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence *Creative Commons Attribution* — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence *Creative Commons* — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification —, il est possible de copier, distribuer et transmettre le contenu de l'ouvrage, à des fins non commerciales uniquement, sous réserve du respect des conditions suivantes :



Paternité — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2023. *Rapport annuel 2023 de la Banque mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale. doi : 10.1596/AR2023FR. Licence : *Creative Commons Attribution* — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).

Pas d'utilisation commerciale — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

Pas de modification — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation desdits droits. Pour réutiliser une partie de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes de l'ouvrage, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences s'adresser à *World Bank Publications, The World Bank Group*, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org. doi: 10.1596/AR2023FR



La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). La mission de l'institution consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler une prospérité partagée en promouvant un développement durable, résilient et inclusif.

www.worldbank.org/annualreport